



Investir dans les populations rurales

## **Maroc**

---

### **Atlas Mountains Rural Development Project**

#### **Revue à mi-parcours**

Dates de mission: 20/05/2020 - 05/11/2020

Date du document: 09/12/2020

Identifiant du projet 2000001403

Numéro du rapport: 5525-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes



## Sigles et acronymes

AGR	Activité génératrice de revenus
ANDZOA	Agence nationale de développement des zones oasiennes et de l'arganier
ANOC	Association nationale ovine et caprine
AO	Appel d'offres
AT	Assistance technique
AUEA	Association d'usagers d'eau agricole
CES	Conservation des eaux et des sols
CPP	Comité provincial de pilotage
CRC	Comité régional de coordination
CP	Crédit de paiement
CPS	Cahier des prescriptions spéciales
CT	Commune territoriale
DCP	Document de conception de projet
DDERZM	Direction du développement de l'espace rural et des zones de montagne
DPA	Direction provinciale de l'agriculture
DRA	Direction régionale de l'agriculture
DRF	Demande de retrait de fonds
ECD	Etat certifié de dépenses
EM	Equipe-métier
FDR	Fonds de développement rural
FIDA	Fonds international de développement agricole
GID	Gestion intégrée de la dépense
GIE	Groupement d'intérêt économique
GR	Génie rural
INDH	Initiative nationale de développement humain
MAPMDREF	Ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts
ONCA	Office national du conseil agricole
ONSSA	Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires
OPA	Organisation professionnelle agricole
ORMVAO	Office de mise en valeur agricole de Ouarzazate
PAC	Plans d'action communaux
PDRMA	Projet de développement rural des montagnes de l'Atlas
PMER	Petite et moyenne entreprise rurale
PMH	Petite et moyenne hydraulique
PMV	Plan Maroc vert
PPDF	Plan participatif de développement de filières
PTBA	Programme de travail et budget annuels
SE	Suivi-évaluation
SI	Système d'information
SSE	Système de suivi-évaluation
SYGRI	Système de gestion des résultats et impacts ( <i>Results and impact management system</i> )
UGP	Unité de gestion du Programme

## A. Aperçu du projet

Région:	Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale	Niveau de risque du projet:	Problème potentiel
Pays:	Maroc	Catégorie	B
Nom du projet:	Atlas Mountains Rural Development Project	environnementale et sociale:	
N° du projet:	2000001403	Classification du risque climatique (PESEC):	2
Type de projet:	Développement Agricole	Institution chargée de l'exécution:	Ministère de l'Agriculture, Développement Rural, des Eaux et Forêts
Chargé de Programme Pays:	Naoufel Telahigue		
Coordonnateur du projet:	Pas encore disponible		
Zone du projet:	3 provinces de Ouarzazate, Tinghir et Béni Mellal	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Office Régional de Mise en Valeur Agricole de Ouarzazate

Date d'approbation:	22/09/2016	Date de réception du dernier rapport d'audit:	30/10/2020
Date de signature:	19/06/2017	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	05/11/2020
Date d'entrée en vigueur:	19/06/2017		
Date d'éligibilité aux décaissements:	08/03/2018	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	3
Date du premier décaissement:	13/03/2018		
Date de la revue à mi-parcours:	20/09/2020	Nombre de prolongations:	0
Date d'achèvement prévue:	30/06/2024	Délai d'entrée en vigueur:	9 mois
Date d'achèvement actuelle:	30/06/2024		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

## Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	Near East, North Africa and Europe Division	\$1,422,000
	IFAD: KfW loan	\$45,080,000
Répartition du financement national	National Government	\$13,594,000
	Beneficiaries	\$1,155,000
Répartition du cofinancement		
Financement total du projet:		\$61,251,000

## Mission en cours

Dates de mission:	20/05/2020 - 05/11/2020
Jours sur le terrain:	Seul Mr. Chakib Nemmaoui s'est rendu aux UGP à Ouarzazate et à Béni Mellal (10 jours)
Composition de la mission:	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mr. Naoufel Telahigue, Directeur-Pays, FIDA;</li> <li>- Mr. Zine El Abidine Ghoudi, Consultant, Chef de mission technique, Spécialiste en développement rural;</li> <li>- Mr. Chakib Nemmaoui, Chargé d'appui au programme FIDA au Maroc, Spécialiste en développement des filières animales;</li> <li>- Mr. Ali Adali, Consultant, Spécialiste en analyse économique et financière;</li> <li>- Mr. Gabriel Lambert, Consultant, Spécialiste de la production végétale et transformation;</li> <li>- Mr. Fathi Goucha, Consultant, Spécialiste en génie rural et conservation des eaux et des sols;</li> <li>- Mr. Sébastien Subsol, Spécialiste technique senior, changement climatique, FIDA;</li> <li>- Mme Latifa Chbanat, Consultante, Spécialiste en ciblage et genre;</li> <li>- Mme Nathalie Gebrayel, Spécialiste senior passation des marchés, FIDA;</li> <li>- Mme Rym Ghazzali, Consultante, Spécialiste en passation des marchés;</li> <li>- Mr. Mohamed Khlass, Consultant, Spécialiste en gestion financière;</li> <li>- Mr. Abdelmajid Benabdellah, Consultant, Spécialiste en planification et COSTAB;</li> <li>- Mme Isabelle Stordeur, Analyste régionale, Spécialiste en suivi-évaluation, FIDA; et</li> <li>- Mme Zineb Slaoui, Consultante, Analyste, appui à l'analyse du PTBA et à la révision du COSTAB.</li> </ul>

Lieux visités:

Pas de sites de terrain visités par la mission

## B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4.04	Évaluation de la performance globale de l'exécution		3.75

<b>Efficacité en matière de développement</b>	<b>4</b>	<b>Gestion du projet</b>	<b>4</b>
Efficacité	3	Qualité de la gestion du projet	4
Ciblage et portée	4	Gestion des savoirs	4
Égalité des sexes et participation des femmes	4	Utilisation optimale des ressources	4
Productivité agricole	4	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	3
Nutrition	N/A	Performance du système de suivi-évaluation	3
Adaptation aux changements climatiques	5	Exigences des normes sociales, environnementales et climatiques	4

<b>Durabilité et transposition à plus grande échelle</b>	<b>4</b>	<b>Gestion et exécution financière</b>	<b>4</b>
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	4	Taux de décaissement acceptable	2
Établissement de partenariats	5	Qualité de la gestion financière	3
Capital humain et social et autonomisation	4	Qualité et ponctualité des audits	5
Qualité de l'engagement et retour d'information du groupe cible du projet	4	Fonds de contrepartie	5
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	4
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	4	Passation des marchés	4
Stratégie de retrait	4		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	4		

<b>Pertinence</b>	<b>5</b>
-------------------	----------

## C. Objectifs de la mission et principales conclusions

### Contexte et objectif principal de la mission

Le PDRMA a pour objectif spécifique le renforcement des populations cibles pour améliorer leurs revenus, à travers la mise à niveau des chaînes de valeur, l'accès aux marchés, la gestion durable des ressources naturelles et la diversification des sources de revenu. Il est entré en vigueur en juin 2017, avec un coût total de 61,3 millions d'USD financé par un prêt et un don du FIDA de montants respectifs de 45,1 millions d'USD et de 1,4 million d'USD. Le programme couvre trois provinces, et il s'articule autour de 2 composantes techniques: i) Développement et valorisation des filières agricoles et ii) Aménagement hydro-agricoles, protection des terres de cultures et pistes agricoles, et un dispositif de coordination, gestion et suivi-évaluation.

Dans le cadre de l'administration des projets et conformément aux clauses contractuelles, une mission conjointe du FIDA et du Gouvernement pour la revue à mi-parcours a eu lieu du 20 septembre au 9 octobre 2020. A cause de la persistance des contraintes et limitation des voyages internationaux liées au COVID-19, et en concertation avec le Gouvernement, la mission a été réalisée partiellement à distance. Le chargé d'appui au Programme FIDA au Maroc s'est rendu sur terrain du 20 au 25 Septembre à Ouarzazate et du 28 Septembre au 2 Octobre 2020 à Béni Mellal, soit 10 jours de terrain au total. Dans ce contexte, les membres de la mission se sont basés sur la documentation produite par les structures de gestion, les propositions du Ministère de l'agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts préparées en juin 2020, sur les données collectées lors des visites des UGP et de l'UCCP, et sur leurs échanges avec les différents membres des unités de gestion et partenaires du projet.

Cette mission de RMP intervient à un moment crucial qui coïncide avec l'imminence de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du développement agricole 2020-2030, le lancement du nouveau Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation 2020-2027, le lancement de la troisième phase de l'INDH pour la période de 2019-2023, et dans une conjoncture de propagation du COVID-19. Elle vient après deux missions de supervision, et a pour objectifs de: (i) analyser l'état d'avancement global du PDRMA, (ii) évaluer la performance du Programme et de son impact à mi-parcours; et (iii) revoir et ajuster les éléments liés à la complexité de la conception afin d'améliorer sa performance sur la période restante de sa mise en œuvre. La mission a fait également le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du PTBA 2020 et le suivi des recommandations de la mission de supervision précédente. En concertation avec les structures de gestion du projet, la mission a également ajusté et remis le COSTAB qui a fait l'objet d'une validation par l'UCCP.

La mission a démarré par une réunion de cadrage le 21 septembre 2020 avec la DDERZM et une autre avec l'UGP de Ouarzazate. La réunion de restitution partielle des conclusions spécifiques à Ouarzazate a eu lieu le 25 septembre. Les réunions de cadrage et de restitution du sous-programme à Beni Mellal ont eu lieu respectivement le 28 septembre et le 2 octobre 2020. Au cours de la mission, le FIDA a également conduit une formation en ligne sur les nouvelles procédures et manuel du FIDA en matière de passation de marchés. La restitution générale a eu lieu le 8 octobre 2020 avec la participation des structures centrales et régionales concernées.

La mission tient à remercier tous les responsables et cadres Marocains aux niveaux local, régional et central, pour leur disponibilité tout au long de cette mission, ainsi que pour la qualité et la pertinence des propositions de la revue à mi-parcours qui ont été partagées avec elle.

### Principaux accords de mission et conclusions

En comparaison avec la situation constatée lors de la dernière supervision en septembre 2019, la mission a noté que des avancées relatives ont été enregistrées depuis fin 2019 et en 2020, en termes de restructuration de l'AT, d'engagement, de décaissement et de réalisation sur terrain, en particulier pour les activités de l'amont des filières et PMH, et ce malgré le freinage des activités économiques et humaines qu'a causé le COVID-19 depuis le début de 2020. Toutefois, les retards cumulés dans la réalisation des PTBAs nécessiteront un effort conjugué de la part des acteurs, et des structures de gestion en particulier, pour pouvoir atteindre les objectifs assignés au projet avant la date de son achèvement, prévu en juin 2024. La mission note et salue l'engagement et le dévouement des différentes structures d'exécution du projet au niveau national, régional et provincial pour une mise en œuvre diligente et efficace de ses activités.

A mi-parcours, le niveau d'exécution des différentes activités du projet est encore modeste par rapport aux délais écoulés. La fin de l'année 2019 et l'année 2020 ont connu une avancée relative en termes d'engagement des marchés, mais confrontée aux contraintes sanitaires du COVID-19 qui a fortement pénalisé la mise en œuvre sur l'année 2020 qui aurait pu être une année de croisière pour le PDRMA. Le niveau des réalisations physiques cumulées est resté de l'ordre de 16%. Les principales activités qui ont démarré sur terrain ont concerné, surtout, la réhabilitation et l'extension de la plantation arboricole, la prophylaxie et les points d'eau, les PMH et les infrastructures d'accès. L'avancement au niveau de l'aval des filières est encore timide. Les activités d'échange programmées sur le don Sud-sud ont été réalisées à concurrence de 70%. L'exécution des activités de formation et de renforcement des capacités est encore loin des prévisions, et le système de suivi-évaluation n'est pas pleinement fonctionnel. Il ne renseigne pas sur les indicateurs du cadre logique faute, entre autre, d'un système fiable de collecte de données.

Les propositions du Gouvernement de restructuration ont été discutées et validées conjointement, à l'exception de la réduction substantielle du montant des activités de formation et renforcement des capacités, jugées nécessaires par la mission, pour garantir la durabilité après l'achèvement (avec un budget constant, il est possible de faire plus de formation et d'en améliorer le contenu et l'approche). Les ajustements ont concerné, essentiellement, l'annulation de l'extension du pommier, de l'intensification de la culture de pomme de terre, de l'amélioration de la jachère, des travaux de protection des terres cultivées, et les abris neige. Les coûts unitaires des pistes ont été actualisés (revus à la hausse), en réduisant l'objectif physique.

Sur la base des constats sus-indiqués, le FIDA et la partie marocaine sont d'accord sur les mesures convenues et citées en annexe3 de l'AM, notamment pour celles prioritaires suivantes:

- **Capacité d'exécution.** Multiplier et conjuguer les efforts des structures de gestion et de l'AT, et respecter le calendrier de

planification et de mise en œuvre des grandes infrastructures convenues pour pouvoir améliorer la performance du projet et achever le reste des activités dans les délais contractuels. Un plan d'atténuation de l'impact du COVID-19 sur le planning est fortement recommandé

- **Manuel de procédures.** Mettre à jour le manuel des procédures du projet et clarifier d'avantage la responsabilité des différentes structures de gestion et de mise en œuvre, surtout en matière de ciblage, de S&E, respect du SECAP, de collecte et de consolidation des informations de terrain et leur croisement avec le système SIG, **Décembre 2020.**
- **Suivi-évaluation.** Adapter et améliorer la fonctionnalité du système de suivi évaluation pour prendre en charge les différents indicateurs du cadre logique, en particulier de portée et de ciblage et genre, et produire les informations nécessaires en temps réel, **Décembre 2020**
- **Renforcement des capacités et stratégie de sortie.** Veiller, en concertation avec l'ONCA, à la préparation et la mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités des acteurs, en particulier la population et les structures socioprofessionnelles qui prendrons la relève dans le cadre d'une stratégie de sortie à initier des maintenant, **Janvier 2021.**
- **Gestion financière: Alimenter le système ISIDERZM** en temps réel pour pouvoir valider sa performance et éviter les contradictions des informations produites au niveau des différentes structures de gestion, **Novembre 2020.**

## D. Vue d'ensemble et avancement du projet

Trente-neuf mois se sont été écoulés de la durée du PDRMA, soit 46,4% de sa durée contractuelle, avec un niveau d'engagement global cumulé de l'ordre de 27% du coût total du projet (20% à Béni Mellal et 29% à Ouarzazate-Tinghir). Le décaissement sur le financement extérieur est de l'ordre de 12,5% avec un niveau réel de paiement global de l'ordre de 9% à Béni Mellal, et de 11% à Ouarzazate sur le prêt. Le niveau cumulé d'engagement sur le don de coopération Sud-Sud est de 91%. Après écoulement de 75% de l'année 2020, les niveaux des engagements et des paiements sur le PTBA-2020 sont respectivement de l'ordre de 48% (53% à Ouarzazate et 36% à Béni Mellal) et de 23% (36% à Ouarzazate et 11% à Beni Mellal).

Sur le terrain, près de 40% des activités de l'amont des filières et d'infrastructure d'accès et de PMH ont démarré, alors que pour les activités de l'aval, seules les études technico-économiques et architecturales des UV ont été réalisées, et le terrain pour la construction de trois unités de conditionnement a été mis à la disposition du projet par les bénéficiaires. Le niveau cumulé des réalisations physiques, estimé sur la base du taux d'exécution des principales activités rapporté à leurs poids respectifs dans le coût du projet est estimé à 16%. Ces réalisations cumulées ont concerné environ 45% des bénéficiaires prévus. Le niveau d'exécution des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités reste modeste, et les outils de collecte de données ainsi que le système de suivi-évaluation, ne renseignent pas encore adéquatement sur les indicateurs du cadre logique.

Ce retard cumulatif au niveau de l'exécution des PTBA est expliqué en grande partie par : i) Durée relativement longue entre la date d'entrée en vigueur et la mise en œuvre fictive des activités, ii) l'inadaptation de certaines activités, proposées lors de la conception aux conditions du milieu d'intervention, iii) une approche filière et participative exigeante en temps, iv) la capacité des structures de gestion et de l'AT ainsi que le niveau important de rotation de son personnel, en particulier à Ouarzazate jusqu'à 2019, et v) notamment, le COVID-19 qui a limité la mobilité des personnes et des biens, depuis début de l'année charnière de 2020, et par conséquent a freiné le rythme d'avancement croissant du projet.

A l'occasion de cette RMP, une révision de la planification et des objectifs physiques a été apportée conjointement, sans toucher, sensiblement, au coût global du projet ni modifier ses objectifs globaux et spécifiques.

### Composante A: Développement agricole et valorisation des produits

#### Sous composante 1.1: Développement des filières végétales

##### 1. Filière végétale amont

###### A Ouarzazate et Tinghir

- Les réalisations de l'amont des filières végétales sont modestes. Le taux moyen de réalisation est de 36% par rapport aux prévisions. L'essentiel des réalisations physiques datent de 2020 et prennent en compte des recommandations de la mission de supervision de 2019.
- Au total, 185,5 ha de pommiers ont été plantés, soit 46% (100% de l'objectif Tinghir contre 28,5% à Ouarzazate). Seulement 35% des réhabilitations de vergers de pommiers sont réalisées (toutes à Ouarzazate). Les plantations d'amandiers atteignent 50% de l'objectif fixé (120ha à Ouarzazate). Aucune action de plantation ni d'intensification de pomme de terre n'a été réalisée faute de surfaces suffisantes. Cependant, un marché a été attribué pour 10 ha (ordre de service pas encore signé). Les travaux préparatoires des plantations de safranières ont débuté, mais sans réalisations physiques pour le moment, tout comme pour le cerisier.
- Les actions de renforcements de capacités sont minimales. A l'exception des équipes métiers qui ont été constituées et équipées, aucune formation technique n'a été réalisée et aucun programme pertinent d'accompagnement n'est prévu à ce jour.
- Contrairement aux plantations de pommiers, l'entretien des pommiers pourra atteindre l'objectif fixé et les plantations d'amandiers sont revues à la hausse (300 ha au total). L'appui à la production de safran est encouragé avec 44 ha supplémentaires à Ouarzazate, tout comme l'introduction de 70 ha de cerisiers. L'abandon de l'approche clé-en-main est préconisé en faveur d'un appui en fourniture et d'une plus grande participation des bénéficiaires. L'ajout d'un critère de participation est à intégrer dans les conditions de sélection des bénéficiaires.
- Il est enfin préconisé l'abandon des actions d'intensification de la pomme de terre en raison de surfaces insuffisantes. Néanmoins, 50 ha sont maintenus afin d'établir un guide de bonnes pratiques. Cette action doit impérativement s'accompagner d'un fort appui de l'équipe projet et de l'ONCA.



#### A Beni Mellal,

- Le taux de réalisation moyen atteint 28% des prévisions.
- Les réalisations physiques sont partielles : 50% de travaux de réhabilitation de vergers de pommiers et de plantations d'amandiers réalisés et 20% de jachères. Les marchés de réhabilitation de 200 ha de pommiers sont en cours de réalisation et que le marché pour la plantation de 500 ha d'amandier a été publié. Les pourcentages d'atteinte des objectifs devraient donc rapidement être revus à la hausse.
- Aucune des autres activités (extension pommiers, extension et intensification de pomme de terre et plantation de cerisiers) n'ont été réalisées.
- Les actions de renforcement de capacités sont faibles : quelques sessions de formation théorique dispensées par l'ONCA. En revanche, les actions d'entretien des pommiers paraissent correctement encadrées et intègrent les bénéficiaires contribuant ainsi à un premier niveau de transfert de compétences. 4 équipes métiers sont constituées et équipées et l'équipe projet semble décidée à les accompagner pour développer leurs capacités.
- En concertation avec la DPA il a été convenu que les plantations de pommiers seront abandonnées et que l'objectif des réhabilitations est porté à 1000 ha. Suite à la dernière supervision, les plantations d'amandiers sont portées au total de 600 ha. Les filières pommes de terre et cerisier, ainsi que les plantations de jachères, sont abandonnées. En revanche, 5 ha de safranières seront réalisés et destinées à des groupes de femmes. Il a été convenu que l'achat du semoir et du tracteur soit à la charge du projet.
- Un programme de renforcement de capacités des bénéficiaires et des porteurs de projets doit être mis en place. Il doit s'accompagner d'un plan de formation et d'une méthodologie détaillée permettant sensibilisation, appui technique et accompagnement sur la durée

#### **1. Filières végétales aval**

- A Ouarzazate et Tinghir, les UV de pommes ne sont pas encore réalisées. Toutefois, les études technico-économiques et architecturales sont bien avancées, et pour l'une d'entre elle (Khouzama), le terrain est sécurisé, et le levé topographique permet à l'ORMVAO de lancer prochainement le DAO pour la construction.
- A Beni Mellal, aucune des 3 UV prévues n'est encore construite. Les études technico-économiques sont réalisées et les études architecturales sont bien avancées. Le marché de construction d'une UV sera lancé avant la fin 2020. Les porteurs de projets sont identifiés et disposent de premières expériences en la matière. Leurs formations et accompagnement débiteront une fois les UV construites. La proposition de construire une plateforme de stockage des pommes de terre est pertinente et encouragée.
- Il est important d'accélérer le processus en la matière pour que les UV soient opérationnelles rapidement et que des programmes d'accompagnement des UV soient développés.

#### **Sous composante 1.2: Développement des filières animales**

- Le développement des filières animales à savoir viandes rouges, lait et apiculture s'articule autour des activités principales : Organisation et renforcement des capacités des éleveurs, amélioration de l'abreuvement du cheptel et des conditions de son alimentation et la protection sanitaire du cheptel. Les activités identifiées lors de la conception demeurent pertinentes. La plupart des réalisations ont démarré en 2020 et ont été fortement impactées par la conjoncture sanitaire du COVID-19, ce qui n'a pas permis d'exécuter qu'environ 25%-30% des activités prévues en 2020. Cette performance a tendance à s'améliorer durant le dernier trimestre de cette année.

#### **Filière animale amont**

##### A Ouarzazate/Tinghir,

- En 2020, les réalisations ont concerné la signature d'une convention avec l'ANOC pour la création d'un groupement pour la race SIROUA, 75% des actions prophylactiques prévues et la distribution de fous. Par ailleurs, L'abreuvement du cheptel par création de nouveaux points d'eau s'est avéré une activité qui pourrait conduire à des conflits sociaux. Cette activité sera remplacée par la réhabilitation de points d'eau déjà existants et de sources afin de permettre de meilleures conditions d'abreuvement. Le nombre de points d'eau concernés sera de 20 à Ouarzazate et 17 à Tinghir. Ces points seront équipés en moyens d'exhaure alimentée par énergie solaire dont les coûts sont plus élevés que ceux estimés lors de la conception. Une réduction de 90 à 13 points à équiper est prévue. De même, les groupements ANOC seront réduits de 3 à 2 Groupements sans que cela ait des incidences sur le ciblage des éleveurs initialement prévus durant la conception. La construction des abris neige, activité hautement sollicitée notamment dans la province de Tinghir, sera revue à la hausse (4 abris au lieu de 2).

##### A Beni Mellal

- Le constat montre que 25% des activités ont pu être réalisées ce qui est dû essentiellement à l'impact de la conjoncture sanitaire du COVID. Ceci étant, l'UGP focalise ses interventions sur deux axes majeurs de développement de l'élevage en zone de montagne à savoir l'amélioration de l'abreuvement du cheptel et sa protection sanitaire. La construction de 4 citernes enterrées de 160-180 m<sup>3</sup> a eu un impact très positif auprès des éleveurs de la zone. Cette activité sera davantage renforcée par la construction de nouvelles citernes. Le forage de nouveaux forages sera limité aux seuls points ayant été validés par l'Agence du bassin d'Oum Errabiaa. En somme le nombre total de points d'eau retenu est de 15. Pour l'amélioration de la jachère, 150 ha ont été déjà plantés par l'Atriplex chez le privé, cette activité ne s'est pas avérée opportune pour plusieurs raisons afférentes essentiellement à la gestion de ces espaces. Cette activité sera abandonnée. Egalement les abris neige dont l'utilité dans cette zone n'est pas justifiée. Le budget initialement prévu pour ces deux activités viendra renforcer l'amélioration du réseau de points d'eau, la construction d'un centre d'affouragement et l'équipement de 3 centres. Les moyens d'exhaures pour les points d'eau seront prévus en 2022 après l'achèvement des 15 points d'eau. Sur le plan organisation des éleveurs, un groupement ANOC est en cours de constitution avec l'appui de l'Association Ait Soukhmane qui constitue un partenaire important au niveau de la zone, le montant de la convention est revu

à la hausse. Cette même association appuiera également la DPA dans la prise en charge de l'activité des actions prophylactiques chez les éleveurs cibles.

### **Filière animale aval**

#### A Ouarzazate et Tinghir.

- L'engraissement des animaux par appui aux élevages familiaux est une activité qui sera maintenue. Un appui à l'élevage ovin au détriment de l'élevage caprin est considéré. Toutefois le montage de distribution des béliers et brebis est à munir de toutes les garanties de réussite afin de respecter les performances du cheptel et l'amélioration effective des revenus des femmes bénéficiaires de cette activité. Seules les activités de préparation au développement de l'apiculture ont été entamées à savoir une étude des potentialités mellifères et la préparation des DAO pour l'acquisition des ruches et équipements. Aucune distribution n'a encore eu lieu. Ces activités ont été également impactées par la conjoncture sanitaire du COVID.

#### A Beni Mellal :

- Le centre de collecte sera érigé en mini laiterie, et le foncier étant assaini par la coopérative, porteuse du projet. La future mini laiterie fera l'objet d'une amélioration de l'existant et constituera un complexe avec l'UV de pommes à Aghbalou.

### **Sous composante 1.3: Diversification des sources de revenue**

- Dans le cadre de cette sous composante, les deux UGP, ont pu réaliser un travail de prospection important en ciblant les douras les plus reculés de la zone du projet et des actions d'information et de sensibilisation et d'appel à l'adhésion aux activités de programme en visant principalement la catégorie des femmes et des jeunes. Cependant, ce travail a été interrompu par la crise sanitaire actuelle du COVID.
- En termes de réalisations physiques : Pour les provinces de Ouarzazate et Tinghir i) 18 journées de sensibilisation et éducation environnementale des femmes et enfants ont été réalisées, soit 2,3% de l'objectif ; ii) la distribution de 20 fours individuels à Ouarzazate et 20 fours à Tinghir, (5%) ; iii) L'engagement d'un marché d'appui de microprojets au profit de 7 OP féminines : 5 microprojets de tissage et 2 microprojets de valorisation de PAM (9%) ; iv) aucune session de formation sur la gestion technique et financière de la micro entreprise n'a été réalisée. Pour la province de Beni Mellal, aucune des activités de cette composante n'a été réalisées jusqu'à présent. Cependant, l'UGP travaille sur la préparation des activités liées aux microprojets par la sensibilisation et l'appui à l'organisation des bénéficiaires ciblés. Or, ce travail a été interrompu momentanément par la crise sanitaire et il reprendra à partir du mois d'octobre 2020.
- Concernant l'approche adoptée, les deux UGP sont invitées à poursuivre le processus participatif pour la définition des microprojets avec les bénéficiaires en prenant en considération : i) la viabilité économique des projets ; ii) leur incidence positive sur l'amélioration des revenus des femmes et des jeunes ; iii) une intention particulière aux microprojets favorisant une diversification des revenus pour une meilleure résilience face aux changements climatiques ; vi) la mise en place d'un accompagnement technique et managérial afin de doter les porteurs de projets des compétences nécessaires à la réussite et à la durabilité.
- En concertation avec les bénéficiaires, le processus d'identification des microprojets doit prendre en considération l'ensemble des potentialités et des contraintes liées à ce processus, afin de définir des microprojets pertinents et capables de générer et de diversifier des revenus aux bénéficiaires d'une manière durable.

### **Composante B: Aménagements hydro-agricoles et pistes rurales**

- Globalement, les réalisations cumulées sur cette composante, démarrée sur terrain en 2019, restent loin des prévisions initiales. Ceci s'explique par le fait que les avancées en 2020 ont été confrontées aux contraintes imposées par la crise sanitaire du COVID-19, et par conséquent ralenties.

#### **Amenagements hydro-agricoles**

##### Ouarzazate et Tinghir.

- Le bilan cumulatif est de 19 km (11 km à Ouarzazate et 8 km à Tinghir) de séguis bétonnés (17% des prévisions). Avec ce rythme, l'objectif physique risque de ne pas être atteint d'ici l'achèvement du projet. La performance du projet serait améliorée à la fin de 2021 à travers les travaux en cours d'exécution (12 km) et ceux programmés pour 2021 (13 km). La mission a établi, en concertation avec L'UGPP, un planning prévisionnel des quantités qui restent à réaliser (94,5 km) en 3 tranches réparties sur les 3 prochaines années.

##### Beni Mellal.

- Les réalisations durant 2020 se limitent à la signature d'un seul marché de 6 km de séguis dont les travaux ont démarré en septembre 2020. Les quantités des travaux achevés sont négligeables et se limitent à 2 km. Les réalisations cumulées totalisent 19,35 km (34%). La performance des réalisations serait améliorée à travers les travaux en cours (6 km) et l'attribution de 5 marchés totalisant un linéaire de 23 km, dont les travaux démarreraient au plus tard en avril 2021.
- Compte tenu du linéaire additionnel, une augmentation de 41% des prévisions initiales ont été validées.

#### **Protection des terres**

##### A Ouarzazate.

- Les aménagements de protection des terres cultivables ont été intégrés dans les marchés d'aménagement des séguis. Les réalisations sont de l'ordre de 15 000 m3 de gabions (31% des prévisions) et à 12 000 m3 en cours d'exécution soit au total

27 000 m3 (56% des prévisions).

#### A Beni Mellal.

- Aucun aménagement de protection des terrains cultivés n'a été réalisé à cause de l'importance des aménagements à prévoir dans les différents bassins versants, de la complexité de la morphologie des terrains et de l'hydraulicité des cours d'eau.
- L'annulation de cette activité ne prive pas l'environnement de la protection prévue étant donné que l'aménagement des séguis contribue plus efficacement à la préservation des ressources en eau et à une meilleure adaptation aux changements climatiques.

#### **Pistes agricoles**

#### A Quarzazate-Tinghir.

- Les quantités des travaux réalisés sont encore faibles et se limitent à 4,55 km (2 pistes à Tinghir), soit 4% des prévisions. A ce rythme, les objectifs du projet risquent de ne pas être achevés à la fin du projet.
- Par ailleurs, il a été convenu de revoir les prévisions initiales à la baisse pour tenir compte du coût unitaire réel et de la capacité des structures de gestion. Le quantitatif est révisé à 73 km au lieu de 112 km prévus initialement et le coût unitaire de base à 700 000 Dh/km contre 400.000 Dirham prévus.

#### A Beni Mellal.

- Les travaux en cours d'exécution concernent deux marchés totalisant 12 km dont le taux d'avancement est de 80%. Cette quantité reste relativement modeste par rapport à l'objectif quantitatif du projet (32 km).
- Les propositions d'augmentation de 8 km les prévisions initiales et du coût unitaire d'aménagement de 400 000 Dh/km à 600 000 Dh/km ont été validées par la mission en raison de i) la forte demande des producteurs et autorités locales; et ii) l'impact positif sur les zones de production agricole par la facilité d'écoulement des produits agricoles et l'accès aux parcelles.

Une planification prévisionnelle des réalisations a été élaborée par la mission et ce en concertation avec les 2 UGP pour atteindre les nouveaux objectifs du projet. De même, pour la réalisation et le fonctionnement des UVs.

#### **Composante C: Partie Coopération Sud-Sud**

#### **Programme de coopération triangulaire Sud-Sud (Programme CTSS).**

- Financé sur un don du FIDA, le programme de la coopération triangulaire sud-sud est devenu une activité phare et stratégique de ce projet et du Partenariat entre le FIDA et le Maroc. Le Programme est piloté par Le Centre de Ressources du Pilier II du Plan Maroc Vert (CRPII) à travers un mémorandum d'entente entre ce dernier et la Direction du Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagnes (DDERZM). Ce programme stratégique est directement suivi par Monsieur le Secrétaire général du MAPMDREF. En 2018, un amendement de la convention constitutive du CRP2 a été introduit afin d'élargir la mission du CRPII à la coopération Sud-Sud (arrêté conjoint N° 1556-18 du 21 Mai 2018).
- Depuis son démarrage dans le cadre du PDRMA, le programme, a permis de poursuivre l'agenda CTSS avec trois pays de l'Afrique sub-saharienne. Il s'agit notamment de Madagascar, la Côte d'Ivoire et le Niger. Il a permis de valoriser l'expérience et le savoir-faire marocains dans le domaine de développement rural et agricole et de faciliter le partage de cette expertise avec ces pays sub-sahariens.
- Le bilan global de ce programme est très positif. Sa mise en œuvre s'est basée sur une approche de concertation à travers des ateliers d'échange pour l'identification des besoins et la finalisation des fiches pays. Il s'est traduit par la suite par des actions concrètes et ciblées. A cet effet, le Maroc a conduit 8 missions de délégations malgaches et ivoiriennes et l'organisation de deux missions de délégations malgaches et nigériennes au titre de l'exercice 2020. Cet échange a permis de diffuser des techniques modernes de production agricole mais aussi de piloter et de poursuivre des innovations institutionnelles qui auront un impact transformateur sur le développement agricole dans les pays bénéficiaires. La tenue de l'atelier à mi-parcours de ce programme en décembre 2019 a permis de présenter et de confirmer déjà ce bilan positif ainsi que l'efficacité de l'approche et la clarté des résultats techniques et les approches transformatives introduites. Il est important de saluer l'implication et l'efficacité et de l'intervention de plusieurs directions et services du MAPMDREF ainsi que les équipes multidisciplinaires du ministère qui assurent l'accompagnement et la mise en œuvre des activités sur le terrain et à distance.
- A Madagascar, le programme a permis d'adopter une approche diversifiée de l'agriculture solidaire et l'identification des opportunités et mécanismes permettant l'engagement du secteur privé et de refléter ce changement dans la politique agricole de Madagascar. En effet, Madagascar développe actuellement des instruments pour évoluer vers des approches d'agriculture contractuelle dans un cadre de PPP qui s'appuie sur l'expérience marocaine en matière d'agropoles. Cela a conduit à une nouvelle stratégie orientée vers l'agriculture contractuelle et l'agrégation. Une autre réalisation marquante de ce processus est la « loi d'orientation agricole » qui offre un cadre juridique favorable à l'engagement du secteur privé avec les petits exploitants agricoles. Une autre action transformatrice de ce don est la loi d'agrégation et ses textes obligatoires qui porteront sur les cadres réglementaires « interprofessionnels » du secteur agricole malgache.
- Inspiré par l'expérience marocaine, Madagascar recherche également des instruments financiers susceptibles d'optimiser la performance du Fonds de développement agricole. Le Maroc a partagé ses connaissances et son expérience relatives au « guichet unique », la « traçabilité des dossiers » et les systèmes informatisés qui assurent la cohérence entre le financement agricole et les systèmes de budgétisation publique. L'objectif global est de transformer le Fonds de développement agricole en un instrument de financement efficace avec des outils innovants pour soutenir le développement de l'agriculture inclusive dans le pays.
- Ce travail implique le développement d'outils innovants pour des partenariats efficaces entre le gouvernement, le secteur privé, les institutions financières et les compagnies d'assurance. Ces paquets sont issus de l'expérience du Fonds Marocain

de Développement Agricole et des instruments de crédit agricole (comme le Crédit Agricole ou Tamwil Al Falah).

#### Activités CTSS planifiées au titre de l'exercice 2020.

- Au cours de l'exercice 2020. Les interventions du programme ont porté sur 10 domaines d'action. Il s'agit du (i) Fonds de Développement Agricole, (ii) le Conseil Agricole, (iii) les systèmes de recherche, (iv) la formation de techniciens en GR et Agriculture, (v) les semences et plants, (vi) la production animale, (vii) la santé animale, (viii) la protection des végétaux, (ix) les agropoles et (x) l'échange autour des projets financés par le FIDA. A travers ces axes thématiques, le CRPII a pu atteindre des résultats importants malgré les effets de la crise sanitaire du Covid 19 sur la mise en œuvre du programme. En effet, au cours de 2020 le programme a pu installer un guichet unique pilote à Madagascar, à préparer, la feuille de route permettant l'opérationnalisation du conseil agricole malgache et à présentateur l'expérience marocaine en matière de production de semences et plants et en matière d'agropoles.
- Globalement, le CRPII a réalisé 40 % de son programme de travail pour 2020. Ce résultat limité s'explique totalement par l'avènement du Covid-19 et de son impact direct sur les visites d'échanges et les missions d'appui technique qui ont été planifiées pour l'année. Néanmoins, le programme a introduit des innovations telle que l'utilisation de la plateforme d'échange et de communication TEAMS qui a permis d'avancer sur plusieurs activités à distance. Elle a permis de tenir des réunions, ou d'organiser des ateliers de travail avec un grand nombre de participants. Par exemple, les équipes thématiques au niveau du Maroc et Madagascar tiennent des échanges et des ateliers à distance pour mener des réunions d'échange, des formations et d'élaboration des documents techniques portant sur les pratiques agricoles et leur adaptation aux conditions de l'agriculture Malgache. En outre, des réunions de coordinations se tiendront à distance entre les points focaux.
- La mission salue les efforts du Ministère et du centre CRPII et note, avec satisfaction, les résultats atteints à travers ce don. Elle recommande: (i) de poursuivre et d'accélérer le processus d'échange avec la Côte d'Ivoire et le Niger, (ii) de diffuser et de communiquer les résultats atteints et de documenter les leçons apprises à ce stade de mise en œuvre à travers des plateformes à diffusion plus large (y compris notamment les leçons apprises en matière de coopération pendant la crise du Covid-19), (iii) d'identifier d'autres sources de financement afin de poursuivre et de renforcer la durabilité de cette initiative et d'identifier, d'ores et déjà, le lien avec le financement relatif à cette thématique CTSS dans le cadre du projet de développement rural intégré en zones de montagne du pré-Rif de Taza (PRODER-Taza) qui donnera élan au travail du CRP-II.

## E. Exécution du projet

### a. Efficacité en matière de développement

Efficacité en matière de développement		
Efficacité	Note: 3	Notation précédente: 3
<b>Justification de la note</b>		
<p>Les deux premières années ont été consacrées, essentiellement, à la mise en place des structures de gestion et de coordination du projet, au recrutement de l'AT, et à la réalisation des études de faisabilité des infrastructures, et les premières réalisations sur terrain n'ont démarré que dix-huit mois après la date d'entrée en vigueur. A mi-parcours, si des avancées en fin 2019 et en 2020 ont été enregistrées en matière de réalisations physiques et financières des activités de l'amont des filières et des infrastructures d'accès et de PMH, la plupart des activités de l'aval n'ont pas encore démarré. L'année 2020, espérée comme année de croisière pour la mise en œuvre du projet et de résorption des retards accusés, a été malheureusement affectée par la crise du COVID-19.</p>		
<b>Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité</b>		
<p>En ce qui concerne l'analyse du cadre logique, il a été constaté qu'un système fiable de collecte, de données n'est pas encore en place pour renseigner efficacement les indicateurs du cadre logique. A l'occasion de la revue à mi-parcours, la mission FIDA a réalisé une courte formation et a apporté des clarifications sur la définition des indicateurs et leur méthode de calcul, et sur le renseignement des bénéficiaires des services du Projet. Aussi, compte tenu de l'étude de la situation de référence, de la réalité sur le terrain, et des aspirations de la population ciblée dans les 3 Provinces, la cible finale de l'indicateurs de Portée 1b du CL a été corrigée à 162.400 membres des ménages, au lieu des 184.000 prévus lors de la conception qui couvraient 5 provinces initialement. La cible pour le nombre total de ménages reste inchangée à 26.620 ménages. Les indicateurs de certains produits ont été revus sur la base de la pertinence limitée de certaines activités prévues initialement, de l'approche inadéquate de mise en œuvre d'autres, de certains coûts unitaires jugés sous-estimés ou sur estimés et de la réalisation d'autres activités sur le programme national avant le démarrage du PDRMA.</p>		
<p>Les principales révisions apportées à ce niveau ont concerné l'annulation ou/et réduction de l'extension de la superficie du pommier, des superficies d'intensification et d'extension de la pomme de terre et des cerisiers, les superficies relatives à l'amélioration des jachères, la préservation des ressources forestières et la construction des abris anti-neige. Les prévisions physiques de pistes rurales à Ouarzazate-Tinghir ont été réduites de plus de 40% pour des raisons de coût unitaire élevé et en faveur d'une meilleure qualité des réalisations. Elles ont été augmentées de 30% à Béni Mellal. D'autres activités jugées plus pertinentes et demandées par la population ont été revues à la hausse, en particulier, la culture du safran, la réhabilitation des pommiers et l'extension de l'amandier en pluvial. La construction d'un centre d'affouragement, d'un centre de conditionnement du lait, et d'une plateforme de commercialisation ont été introduites à Béni Mellal. Par ailleurs, le niveau actuel d'exécution sur terrain ne permet pas de renseigner les indicateurs d'effet et impact, et l'enquête d'effets prévue à la mi-parcours a été reportée à 2021 d'un commun accord.</p>		
<p>Les produits des réalisations cumulées restent encore en dessous des prévisions et ont concerné, essentiellement les activités de l'amont des filières, en particulier, la plantation arboricole, les actions prophylactiques, l'élevage familial, le démarrage des travaux</p>		

de PMH et d'accès et certaines activités de renforcement des capacités. Les principales activités de l'aval des filières n'ont pas encore démarré sur terrain. Cependant, leurs études technico-économiques sont bien avancées. Le niveau cumulé d'exécution sur terrain a été estimé à 16% contre un temps écoulé de 46%, touchant 73.838 personnes, environ (45% du cible). Ainsi, le niveau d'efficacité s'est amélioré en fin 2019 et 2020 suite à la prise en charge de 70% recommandations de la dernière mission FIDA en 2019, mais sans pour autant atteindre un niveau rassurant sur l'atteinte des objectifs et résultats prévus d'ici la fin du projet, surtout pour la mise en marche des unités de valorisation et leur durabilité, dont la construction n'a pas encore démarré. La direction du projet a rassuré la mission que les UV seront mises en place dans les délais fixés. Toutefois, il y a lieu d'attirer l'attention sur la nécessité d'un accompagnement des usagers bien avant la clôture du projet

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Réalisation des produits et objectifs</b>  Déployer plus d'effort de la part des UGP et UCCP pour respecter les calendriers convenus pendant la mission de la revue à mi-parcours pour la mise en oeuvre des activités planifiées et le fonctionnement des UV avant l'achèvement du projet.	UGPs/ UCCP	

## Axe de développement

### Ciblage et portée

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

Dans l'ensemble, les deux UGP ont amorcé un processus de ciblage géographique conforme aux directives du FIDA et en respectant les critères d'éligibilité et de ciblage propres au programme via les OPA sur le terrain. Selon les données transmises par les deux UGP, le nombre de ménages bénéficiaires a atteint 18 286 ménages soit 68% par rapport à l'objectif global du programme. Or, ce processus de ciblage reste peu documenté et nécessite une structuration de la base de données et une documentation du processus du ciblage par la mise en place d'un système de consolidation des données relatives à l'ensemble des activités engagées sur le terrain.

#### Principaux problèmes

Sur la base d'une estimation des deux UGP, le nombre de bénéficiaires a atteint 18.286 ménages touchés, soit 68% de l'objectif global, et le nombre total de personnes au sein de ces ménages est de 18.286, soit 45,3 de la cible. Cependant, cette estimation devra être revue par les deux UGP après affinage de la base de données des bénéficiaires.

Globalement, le ciblage géographique a été respecté et l'ensemble des communes bénéficiaires sont des communes ayant des indicateurs de pauvreté élevés. Le processus de sensibilisation et de prospection au niveau du terrain entamé par les deux UGP a été poursuivi dans les zones montagneuses les plus enclavées du périmètre du programme en ciblant l'ensemble des douars de la zone.

En réponse aux recommandations de la dernière mission, les deux UGP ont mené des opérations de ciblage directement avec les OPA en impliquant tous les adhérents qui répondent aux critères d'éligibilités et de la durabilité. Actuellement, le ciblage est exclusivement coordonné dans les trois provinces avec les OPA au niveau du terrain et des conventions sont signées entre les OPA et l'UGP ainsi qu'un engagement entre le bénéficiaire et l'UGP. Ce mécanisme a permis aux UGP de mieux organiser le processus de ciblage et à encourager l'organisation collective des bénéficiaires. Cependant, les deux UGP sont appelées à mettre en place une base de données des bénéficiaires avec une meilleure organisation des données et en incluant le numéro de la CIN, le sexe et l'âge sur l'ensemble des listes des bénéficiaires. Les listes de présence permettent également une vérification documentée des critères de ciblage et d'éligibilité. Cette base de données devra être mise à jour et structurée selon l'avancement des activités du programme.

Il est donc nécessaire de procéder à un travail d'affinage des données sur les bénéficiaires de l'ensemble des activités entamées par le programme dans les meilleurs délais par : i) la saisie de l'ensemble des listes de bénéficiaires des activités antérieures, ii) par le complément des informations manquants sur le sexe, l'âge ou l'attribution du N° de CIN sur les listes de bénéficiaires incomplètes ; iii) par l'élimination des doublons au niveau du nombre de bénéficiaires et du nombre des ménages

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Renforcement de l'AT</b>  Procéder au recrutement immédiat d'un sociologue chargé du ciblage, genre et animation	UGP Ouarzazate	12/2020
<b>Activation de la mission du sociologue</b>  Activer le rôle du sociologue chargé(e) du ciblage, genre et animation sociale au niveau de l'AT	UGP Beni Mellals	12/2020

### Égalité des sexes et participation des femmes

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

## Justification de la note

A Ouarzazate et Tinghir, 760 femmes ont pu bénéficier des AGR de la filière animale et des projets d'élevage familial. Les femmes bénéficiaires sont en grande majorité des cheffes de foyers (veuves ou divorcées) et/ou souffrant d'extrême pauvreté. La disponibilité des ressources fourragères et d'une bergerie a été également prise en considération durant le ciblage. Chaque femme a reçu 2 brebis et un bélier est utilisé, alternativement, par 2 femmes pour limiter les charges alimentaires. Pour les femmes vivant dans une situation très précaire, une seule tête de brebis de race Deman leur a été distribuée au lieu de deux. L'UGP est tenue de faire un suivi périodique de l'ensemble des bénéficiaires et de l'évolution de leur cheptel afin de vérifier si cette activité a permis de créer des noyaux d'unités d'engraissement des ovins et qu'elle a pu garantir l'amélioration des revenus des femmes et de leurs ménages.

Les deux UGP du programme, ont pu réaliser un travail de prospection large en ciblant les douras les plus reculés de la zone du projet et des actions d'information et de sensibilisation et d'appel à l'adhésion aux activités de programme en visant principalement la catégorie des femmes et des jeunes. Cependant, ce travail a été interrompu par la crise sanitaire actuelle du COVID. Au terme de ce travail, plusieurs organisations professionnelles féminines et de jeunes ont été créées avec l'appui du programme (14 OP et 8 équipes métiers à Ouarzazate et Tinghir et 36 OP et 4 équipes métiers à Béni Mellal).

Dans les deux provinces d'Ouarzazate et de Tinghir, plusieurs activités prévues devront bénéficier aux femmes et aux jeunes. Notamment les projets de safranières dont des OPA féminines ont été déjà ciblées. Ces projets ont une incidence importante sur l'amélioration des revenus et spécialement les revenus des femmes. Modérément satisfaisant

Au niveau de la province de Béni Mellal, les activités AGR et des microprojets sont en phase d'identification ou de constitution des OPA bénéficiaires. 4 équipes métiers ont été constituées.

Par rapport aux activités de renforcement des capacités, quelques sessions de sensibilisation ont été organisées par l'ONCA au niveau des deux provinces de Tinghir et de Ouarzazate au profit de 909 personnes (aucune indication sur le nombre de femmes ayant participé à ces sessions).

## Principaux problèmes

La mission n'a pas pu apprécier la performance du programme selon le taux d'intégration des femmes et des jeunes, faute de non disponibilité de données désagrégées par sexe, alors que dans les trois provinces, plusieurs activités ont été exclusivement destinées aux femmes et aux jeunes. A la date de la mission, les femmes et les jeunes ont bénéficié des activités en lien avec les AGR de la filière animale, de l'élevage familial, des microprojets de tissage, des fours et la constitution des équipes métiers. La mission recommande aussi le maintien de la distribution de fours à gaz, après une enquête rapide auprès des bénéficiaires.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
<b>Améliorer l'intégration des femmes dans les activités autres que les AGR</b>  Accélérer le lancement des activités du programme ciblant principalement les femmes et les jeunes (AGR, microprojets, élevage et apiculture)	UGPs	12/2020

## Productivité agricole

Note: 4

## Justification de la note

Les réalisations à ce stade de la mise en oeuvre, tant à Ouarzazate/Tinghir qu'à Béni Mellal, ne permettent pas pour le moment d'apprécier la performance globale du projet en matière de productivité agricole. Les nouvelles plantations réalisées n'entreront en production que dans quelques années et les réhabilitations réalisées sont trop récentes pour pouvoir observer des effets sur les rendements.

## Principaux problèmes

Les niveaux d'engagements et de réalisations sont encore assez limités au moment de cette revue à mi-parcours. Si cette dynamique perdure (notamment suite aux contraintes occasionnées par la conjoncture sanitaire de 2020), les effets sur la productivité agricole seront minimes. Il est important d'accélérer le rythme des engagements et des réalisations pour atteindre les objectifs fixés. D'autre part, si la composante de renforcement de capacités demeure à son niveau actuel, elle ne pourra œuvrer en faveur de l'amélioration de la productivité agricole.

Ainsi, les redéploiements proposés par les équipes projet devraient généralement permettre de lever les contraintes qui ont ralenti le rythme de réalisation des activités prévues en matière de développement des filières végétales. Elles doivent obligatoirement s'accompagner d'un programme renforcé de renforcement de capacités des bénéficiaires agriculteurs et OPA en lien avec les activités productives (équipes-métiers, coopérative de semis de céréales, organisations de producteurs). Ce programme de renforcement des capacités doit être établi de concert avec l'ONCA et ses déclinaisons régionales et les équipes projet (UGP/ORMVAO et Assistance Technique).

Enfin, en lien avec le système de suivi-évaluation, il est crucial de commencer à collecter des données agricoles afin d'établir des situations de référence qui permettront de quantifier les effets du projet sur la productivité Agricole.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Renforcement de capacités / Conseil Agricole</b>  Développer un plan exhaustif et pluriannuel de renforcement de capacités des bénéficiaires (agriculteurs, planteurs, OPA, coopératives) qui devra préciser le type d'accompagnement, la/les méthode(s), la durée, les moyens disponibles et les ressources externes envisagées	UGP Ouarzazate /ONCA/DDERZM	01/2021
<b>Accélérer le rythme d'engagements et de réalisations</b>  Mettre en place les activités prévues de redéploiement des crédits tels que validés par la mission de revue à mi-parcours. Prendre en compte les changements d'approche (réduction de la démarche clé-en-main en faveur d'une plus grande participation des bénéficiaires)	UGP Ouarzazate	

**Nutrition** **Note: N/A**

**Adaptation aux changements climatiques** **Note: 5** **Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

Le projet développe toute une série d'actions sans regret concernant l'adaptation au changement climatique. Les plus importantes sont l'extension des vergers d'amandiers en bour, qui devraient atteindre 900 ha à la fin du projet, le bétonnage des seguias pour limiter les pertes d'eau pour l'irrigation, la construction de citernes enterrées pour le bétail mais aussi la distribution de petit bétail aux femmes vulnérables, ce qui augmente leur résilience aux chocs en termes d'épargne. L'adaptation aux changements climatiques est jugée satisfaisante

#### Principaux problèmes

Le projet a prévu d'augmenter le linéaire de seguias traitées, ainsi que la quantité d'hectares d'amandiers, bien adaptés à la sécheresse. Il prévoit aussi sur Ouarzazate une intensification des efforts sur le safran, plante bien adaptée à des épisodes secs de plus en plus fréquents. Les 15 équipements de puisage solaire ainsi que la biomasse stockée dans les arbres plantés, amandiers et autres, font également de ce projet probablement un puits de carbone et cela pourra être modélisé avec le logiciel EX ACT de la FAO. La mission recommande d'inclure l'indicateur sur le tonnage de CO2 équivalent séquestré par le projet dans le cadre logique (avec l'appui de l'équipe du FIDA). Sur un autre point, l'équipe du projet a indiqué à la mission que les aménagements en gabions pour la protection des terres ont été dimensionnés selon la crue centennale, ce qui semble suffisant selon les modèles sur le climat à moyen terme dans la région (Regioclim de Climate Analytics). Les formations sur le changement climatique et l'environnement sont un des points faibles du projet.

### b. Durabilité et transposition à plus grande échelle

**Institutions et participation à l'élaboration des politiques** **Note: 4**

#### Justification de la note

Le montage institutionnel préconisé pour la gestion du projet et l'implication des structures centrales du MA sont des garanties de cadrage du projet avec les orientations nationales. Le Projet s'inscrit dans le cadre des stratégies du Gouvernement sur le long terme en matière de lutte contre la pauvreté, de développement agricole et rural et de renforcement des capacités des agriculteurs. (Initiative nationale de développement humain, Plan Maroc vert - Pilier II, Stratégie de développement rural et Stratégie de conseil agricole). La RMP intervient à un moment crucial qui coïncide avec l'imminence de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie du développement agricole 2020-2030, le lancement du nouveau Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'irrigation 2020-2027, le lancement de la troisième phase de l'INDH pour la période de 2019-2023. Les adaptations qui ont été apportées lors de cette RMP ont pris en considération les dernières orientations politiques. L'implication des structures centrales, dans la mise en œuvre du projet, ainsi que le montage institutionnel préconisé au niveau local et provincial, présentent une garantie de cadrage du projet dans la politique nationale et son harmonie avec les deux fondements concernant l'élément humain et la poursuite de la dynamique du développement agricole. En effet, la stratégie "Génération Green 2020-2030" stratégie vise à préparer les conditions propices à l'émergence d'une nouvelle génération de classe moyenne agricole, à travers l'amélioration du revenu au sein des ménages actifs dans le secteur agricole, la garantie de la protection sociale et l'élargissement des cibles de l'assurance agricole pour protéger les fermes contre les impacts liés aux changements climatiques.

#### Principaux problèmes

Une stratégie de désengagement de l'AT impliquée dans la gestion du projet s'impose pour garantir la durabilité des acquis et maintenir le niveau d'appropriation des réalisations après l'achèvement du projet.

**Établissement de partenariats** **Note: 5** **Notation précédente: 4**

#### Justification de la note



Du fait s de son approche filière et intégrée, le PDRMA a conclu plusieurs conventions de partenariat avec des structures gouvernementales, de recherche, paysannes et internationales pour assurer la durabilité des acquis après l'achèvement et alimenter la politique nationale (les partenariats sont diversifiés et établis avec plusieurs acteurs comme L'ONCA, l'ANOC et de représentants des agriculteurs et OPA etc). D'une manière générale, durant 2019 et début 2020, les UGP ont conduit un travail de prospection large dans l'ensemble de la zone du projet afin de garantir une information élargie sur le programme auprès des OPA et de leurs adhérents. Pour chaque action définie, des conventions de partenariats ont été signées afin de définir les engagements des uns et des autres pour la mise en œuvre des activités du programme. Pour certaines activités qui demande une participation du bénéficiaire et son engagement, des actes d'engagement ont été signé directement par les bénéficiaires. Cela a été effectivement le cas à Ouarzazate et à Tinghir pour les femmes bénéficiaires des distributions des têtes d'ovins. Chaque femme a signé un engagement pour apporter sa contribution à la réussite du projet (alimentation, bergerie, information de l'OPA sur l'évolution du cheptel, interdiction de vente, etc.). En outre, le projet a développé une expérience de partenariat innovante, phare et stratégique dans le cadre de la coopération sud-sud, qui a permis de valoriser l'expérience et le savoir-faire marocains dans le domaine de développement rural et agricole et de faciliter le partage de cette expertise avec ces pays sub-sahariens et notamment avec le Madagascar en matière de développement des politiques agricoles et de transfert technologique.

#### **Capital humain et social et autonomisation**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### **Justification de la note**

Les activités de renforcement des capacités des bénéficiaires ont connu un retard considérable notamment dû à l'arrêt des rassemblements et des déplacements liés à la pandémie du COVID 19. Quelques activités de sensibilisation au profit d'un large public ont été réalisées au niveau d'Ouarzazate et de Tingir par l'ONCA, ainsi que des sessions de formation techniques au profit des pomiculteurs ont été réalisées directement par la DPA de Beni Mellal avant la signature de la convention de partenariat avec l'ONCA. Modérément insatisfaisant.

#### **Principaux problèmes**

En dépit de la réalisation de quelques activités de renforcement des capacités, le programme tarde encore à enregistrer des avancées importantes en termes de renforcement des capacités alors que le taux des réalisations physiques avance. Cela risque de compromettre l'atteinte des objectifs du programme qui s'articulent autour des investissements physiques et du renforcement du capital humain et de l'autonomisation des bénéficiaires.

Compte tenu des activités réalisés et prévus dans le cadre du programme, plusieurs catégories de bénéficiaires devront bénéficier d'actions de renforcement de capacités opérationnelles et efficaces. Vu l'avancement des activités de l'amont des filières végétales et des filières animales, il est nécessaire d'établir un plan de renforcement des capacités des bénéficiaires axées sur les techniques de production (champs écoles, rucher-école, techniques culturelles, irrigation, préservation des ressources, etc.).

D'autres catégories devront également bénéficier d'activités de renforcement des capacités adaptées à leurs besoins (OPA gestionnaires des UV, équipes métiers et porteurs des microprojets). Cette catégorie nécessite un renforcement de ses capacités techniques mais également managériales. Un accompagnement de proximité pour la définition des business modèle et de l'appui aux démarrages des activités est également nécessaire pour assurer la viabilité économique de ces projets ainsi que leur durabilité.

Pour l'ensemble des activités de renforcement des capacités, les deux UGP en collaboration avec l'ONCA, sont amenés à établir une meilleure planification et définition de son contenu.

#### **Qualité de l'engagement et retour d'information du groupe cible du projet**

**Note: 4**

#### **Justification de la note**

Dans l'ensemble, la participation des bénéficiaires dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des activités du programme est respectée. D'une part, et durant la préparation des actions, les UGP s'appuient essentiellement sur les OPA, organisations interlocuteurs privilégiés dans le cadre du programme. Ces OPA informent, sensibilisent et établissent les listes de bénéficiaires selon les critères discutés avec les UGP. D'une autre part, les UGP organisent des sessions de sensibilisation avec les bénéficiaires directement et spécialement pour les zones et/ou les activités qui nécessitent encore un appui en matière d'organisation. Les bénéficiaires ont pu mobiliser leurs contributions nécessaires à la mise en œuvre des activités. Concernant les activités de l'aval des filières, les OPA bénéficiaires des unités de valorisation contribuent par la formulation de leurs besoins durant la planification des actions (c'est notamment le cas pour la coopérative des producteurs de pommes de terre à Béni Mellal) et par la mise à disposition du terrain, estimé à près de 15% de l'investissement, et de la mobilisation d'un fonds de roulement.

#### **Principaux problèmes**

Pour la filière végétale, les bénéficiaires appartenant aux AUEA mettent à la disposition du programme leurs terres pour les plantations d'arbres ou pour leur réhabilitation. Cependant, le recours aux travaux « clé en main » limitent leur participation dans la conduite culturale et limitent leur rôle à des tâches ouvrières rémunérées par l'entreprise responsable des travaux. L'ORMVAO préconise le recours à l'achat des intrants et à l'accompagnement des agriculteurs dans la conduite de l'ensemble des travaux nécessaires (plantation, protection phytosanitaire, irrigation, etc.) et ce afin de favoriser la participation des agriculteurs et remédier également au problème de morcellement des terres. A Béni Mellal, l'UGP recommande, au contraire, le recours au dispositif de plantation par des travaux « clé en main » puisqu'il s'agit de nouvelles techniques que des céréaliculteurs reconvertis ne pourront pas réussir. Dans les deux cas, une meilleure participation doit être assurée par une implication des bénéficiaires, encadrée par des conseillers et les membres de l'AT, dans les travaux relatifs à l'ensemble des étapes de la conduite technique de la culture.



**Justification de la note**

La réactivité des prestataires chargés des études des pistes, des UV, est globalement acceptable, sauf que le premier marché des pistes à Ouarzazate a été résilié pour la qualité insatisfaisante des rendus. Les aménagements réalisés (pistes, PMH et création de points d'eau etc.) ont été exécutés dans délais contractuels sans retard. Il est de même, pour les prestations des entreprises chargées des plantations végétales.

**Principaux problèmes**

Malgré les conditions difficiles de l'exécution des travaux (éloignement des sites des ouvrages à réaliser, accès difficiles et conditions climatiques) les quelques marchés des travaux achevés (pistes et PMH) ont été exécutés sans retard et ceux en cours d'exécution, les durées consommées sont propositionnelles aux taux d'avancement des travaux.

Les études techniques de la PMH ont été réalisées par les 2 AT et ont été mises à la disposition des entreprises selon les marchés conclus. A Ouarzazate, les études techniques des pistes réalisées par le premier bureau d'études ont enregistré un retard important et les rendus n'étaient d'une qualité souhaitée. Ce contrat a été résilié et un deuxième appel d'offres a été lancé et le prestataire retenu est entrain de réaliser les études conformément au planning contracté. A Ben Mellal, les études des pistes ont été achevées sans retard. La mission a constaté une nette amélioration des prestations de la mission AT à Ouarzazate.

**Justification de la note**

Le projet développe une série d'activités contribuant à une meilleure gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Les plus importantes sont la distribution de fours à gaz visant à limiter la pression sur les forêts, la promotion de techniques agro-écologiques concernant l'amandier (promotion de bio-pesticides dont l'ail, le piment le savon noir) et le test à venir d'un équipement tracté permettant un semis direct. La promotion de deux races ovines locales fait du projet un des rares projets du FIDA contribuant à l'agro-biodiversité.

**Principaux problèmes**

La promotion des jachères à Atriplex est un échec en raison de la difficulté de contrôler les troupeaux durant les périodes de sécheresse. Cela est dommage car l'activité contribuait à la lutte contre la désertification. Le projet propose en échange de tester un semoir tracté, permettant une perturbation minimum du sol pour le semis des céréales, blé dur et orge. Cette solution technique promu par l'INRA permet de bons rendements, en grain et pailles, tout en contenant les phénomènes érosifs. Par ailleurs, les formations sur l'environnement et le changement climatique prévues par les prestataires retenus par l'ONCA semblent trop théoriques pour les bénéficiaires et trop courtes. Celles-ci devront être revues avec à la fois un contenu et des méthodes d'animation plus pratiques, permettant aux bénéficiaires d'analyser les changements qu'ils ont vécus dans leurs douars, concernant les tendances climatiques et la dégradation environnementale, pour ensuite identifier les solutions possibles. La mission recommande aussi le maintien de la distribution de fours à gaz, après une enquête rapide auprès des bénéficiaires. Cette activité devrait en effet avoir un impact sur le temps de collecte de bois pour les femmes bénéficiaires en le réduisant. Enfin, il serait souhaitable que la sous-composante 1.3 ne comprenne des AGR de diversification, permettant de prendre en compte des aspects environnementaux et la création d'emplois verts, notamment pour les jeunes et les femmes vulnérables. La mission recommande de voir ce qui est promu dans des zones voisines et dans des études existantes, pour permettre à la sous-composante 1.3 de décoller.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Finalisation du plan de formation</b> Réviser le contenu et les méthodes de formation sur l'environnement et les changements climatiques	UGP, AT et ONCA	12/2020
<b>Diversification des sources de revenu</b> Identifier des AGR de diversification dans le cadre de la sous-composante 1.3, incluant des aspects environnementaux	UGP et AT	03/2021

**Justification de la note**

A ce jour, les structures de gestion n'ont pas initié la préparation de la stratégie de sortie. Toutefois, des structures administratives de relève sont en place pour la prise en charge de l'entretien des grandes infrastructures hydrauliques et d'accès, mais nécessitent plus de renforcement de leurs capacités et des moyens humain et matériel mis à leur disposition. Les organisations paysannes et féminines créées et existantes, encore fragile nécessitent plus de sensibilisation, de formation et de renforcement de capacités pour pouvoir prendre la relève après l'achèvement et prendre en charge le développement et la durabilité des activités individuelles génératrices de revenus et collectives, en particulier le fonctionnement et la durabilité des UV.

## Principaux problèmes

Généralement, les acquis cumulés le long de la mise en œuvre de ce type de projets perdent, souvent, de leur durabilité technique et économique, en l'absence de structures relais qui assureront la relève et le maintien de la dynamique locale créée au moment de la mise en œuvre. Ces structures de relève se préparent au moment de l'exécution et avant l'achèvement. Le rapport de conception a prévu qu'à partir de la troisième année du projet, une réflexion sur la stratégie de sortie est à initier, et commencer à identifier:

i) les mesures nécessaires pour le transfert de compétences des agences de mise en oeuvre, en particulier de l'AT, aux OPA et aux principaux services publics concernés; ii) les mesures nécessaires pour l'évaluation des impacts du projet après son achèvement; et iii) les compétences additionnelles nécessaires aux structures précitées pour continuer à appuyer le développement de la zone et assurer la durabilité des acquis et leur mise à l'échelle après l'achèvement.

A ce stade d'avancement aucune ébauche de stratégie de sortie n'a été initiée par le projet alors qu'une vision du projet après son achèvement semble nécessaire à initier dès maintenant et une stratégie de désengagement comprenant le désengagement de l'AT, l'identification des structures de prise en charges de l'entretien des infrastructures de base communes et le renforcement de leurs capacités, l'identification et le renforcement des capacités des structures paysannes qui prendront en charge la durabilité des actions de l'amont des filières et la gestion des unités de valorisation et de la gestion de l'eau.

Ainsi, dans la perspective du désengagement du programme, le PDRMA devra se concerter avec les autres partenaires institutionnels, et principalement l'ONCA, en vue de formaliser la stratégie de désengagement du programme, qui doit être accompagnée d'un plan d'actions pour: (i) s'assurer que toutes les activités et contrats en cours soient achevés convenablement; (ii) pouvoir vérifier et effectuer les éventuels travaux correctifs nécessaires avant la remise définitive des infrastructures; (iii) réaliser les dernières mesures de renforcement des capacités des bénéficiaires appelées à gérer des investissements collectifs; (iv) effectuer les remises officielles des infrastructures et actifs du programme qui doivent rappeler les engagements de chaque partie prenante; (v) établir avec les organisations d'appui des conventions d'appui aux OPA et GIE promus par le programme pour consolider leur fonctionnalité; (vi) documenter avec précision toutes les activités menées et les résultats obtenus par le programme; et (vii) réaliser toutes les études de capitalisation et d'impact.

### Potentiel de reproduction à plus grande échelle

**Note: 4**

#### Justification de la note

Avec le niveau d'exécution actuel de mise en oeuvre sur terrain, il est prématuré de parler de la mise à l'échelle de certains acquis du projet, à l'exception de l'expérience réussie de coopération Sud-Sud, qui mérite d'être continue en mobilisant d'autres financements additionnels. La mise à l'échelle de cette initiative dans le cadre d'autres prochaines interventions, soit avec le FIDA ou avec d'autres PTF, mérite d'être étudiée, et identifier les modalités opérationnelles de cette mise à l'échelle. Les interventions du programme CSST ont permis de mettre à l'échelle des bonnes pratiques qui ont porté sur 10 domaines d'action. Il s'agit du (i) Fonds de Développement Agricole, (ii) le Conseil Agricole, (iii) les systèmes de recherche, (iv) la formation de techniciens en GR et Agriculture, (v) les semences et plants, (vi) la production animale, (vii) la santé animale, (viii) la protection des végétaux, (ix) les agropoles et (x) l'échange autour des projets financés par le FIDA. A travers ces axes thématiques, le CRPII a pu atteindre des résultats importants malgré les effets de la crise sanitaire du Covid 19 sur la mise en œuvre du programme. En effet, au cours de 2020 le programme a pu installer un guichet unique pilote à Madagascar, à préparer, la feuille de route permettant l'opérationnalisation du conseil agricole malgache et à présenter l'expérience marocaine en matière de production de semences et plants et en matière d'agropoles. Le programme a permis également d'adopter une approche diversifiée de l'agriculture solidaire et l'identification des opportunités et mécanismes qui seront mis à l'échelle et qui permettront l'engagement du secteur privé et de refléter ce changement dans la politique agricole de Madagascar (en se basant sur l'expérience marocaine en la matière). En effet, Madagascar développe actuellement des instruments pour évoluer vers des approches d'agriculture contractuelle dans un cadre de PPP qui s'appuie sur l'expérience marocaine en matière d'agropoles. Cela a conduit à une nouvelle stratégie orientée vers l'agriculture contractuelle et l'agrégation. Une autre réalisation marquante de ce processus est la « loi d'orientation agricole » qui offre un cadre juridique favorable à l'engagement du secteur privé avec les petits exploitants agricoles. Une autre action transformative de ce don est la loi d'agrégation et ses textes obligatoires qui porteront sur les cadres réglementaires « interprofessionnels » du secteur agricole malgache. La demande croissante sur ce type de coopération SST (exprimés par d'autres pays comme les îles Comores, le Niger etc.) offre des opportunités pour étendre la mise à l'échelle de l'expérience marocaine. Le financement de la CSST à travers un autre don FIDA dans le cadre du projet PRODER Taza (également piloté par la DDERZM) assurera la continuité de cette expérience et consolidera ces résultats. Le potentiel de réplication de cette expérience est jugé pertinent et important par la mission.

## c. Gestion du projet

### Qualité de la gestion du projet

**Note: 4**

**Notation précédente: 3**

#### Justification de la note

Conformément à la conception du projet, la gestion et la coordination sont assurées aux trois niveaux territoriaux: central, régional et provincial. Au niveau central, le projet est placé sous la tutelle administrative du ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, à travers la direction de développement de l'espace rural et des zones de montagne (DDERZM). Au niveau régional, la coordination est assurée par les deux Directeurs régionaux de l'Agriculture de Draa-Tafilalet et de Béni-Mellal-Khénifra, et au niveau provincial, les Directeurs de l'ORMVA de Ouarzazate et de la DPA de Béni Mellal sont les directeurs et les sous-ordonnateurs de dépenses du projet dans leurs zones d'action respectives. Ils sont appuyés chacun, par une unité de gestion du projet (UGP). Au lendemain de la mission de supervision de 2019, l'ORMVAO a pris acte de restructuration de l'AT à Ouarzazate ce qui a permis une amélioration significative de ses performances de gestion du projet, malgré sa confrontation à la conjoncture sanitaire en 2020. Le niveau de coordination interne entre les différentes structures du projet s'est amélioré. Le manuel de procédures nécessite une mise à jour pour mieux clarifier les approches et les responsabilités de collecte et d'agrégation

des informations. Suite au retard occasionné par la conjoncture sanitaire du COVID-19 en 2020, les structure de gestion du projet seront appelés à déployer des efforts supplémentaires pour pouvoir achever les activités restantes à temps.

### Principaux problèmes

Compte tenu des ressources humaines limitées au sein de l'administration, et en plus des 18 cadres et techniciens affectés partiellement au projet, une assistance technique composée de 13 cadres à Ouarzazate et de 8 à Béni Mellal, et couvrant les aspects de Gestion du projet, d'encadrement des bénéficiaires, d'appui au développement des filières végétales et animales et des aspects d'aménagement, a été mise en place au sein de chaque UGP. Lors de la supervision en 2019, cette AT a été jugée très modeste à Ouarzazate et acceptable à Béni Mellal, avec un taux de remplacement et d'instabilité élevés au niveau des deux UGP. Au lendemain de la mission de supervision de 2019, l'AT à Ouarzazate a été restructurée, et les profils ont été adéquatement mobilisés, ce qui a amélioré nettement ses performances. Ceci s'est traduit par un niveau d'exécution relativement satisfaisant en fin 2019 et du PTBA-2020, malgré les contraintes liées au COVID-19. Toutefois, le niveau de coordination entre les deux UGP, et les échanges avec les différents partenaires méritent plus d'effort pour améliorer d'avantage les performances du projet. Aussi, les aspects de sensibilisation des bénéficiaires et de renforcement de leurs capacités pour s'approprier des activités du projet, ainsi que les aspects de collecte et de consolidation des informations dans un système de suivi-évaluation plus fiable nécessitent plus d'effort de la part des UGP et de l'AT.

L'organisation des réunions des comités de pilotage, mise en place aux niveaux central, régional et provincial, a été affectée par la conjoncture sanitaire et s'est retrouvée contrainte de travailler à travers des échanges virtuels et téléphoniques.

Lors de cette mission, et compte tenu du niveau de consommation des profils du génie rural et des nouvelles exigences de la supervision des infrastructures d'accès, une assistance additionnelle sous forme de recrutement d'un bureau de contrôle et supervision des travaux a été recommandée pour consolider les efforts des UGP dans la supervision et la réception des infrastructures d'accès. De même, un avenant au contrat actuel d'AT, pour augmenter la masse des services, dans les limites autorisées par la réglementation nationale et celle du FIDA, s'impose.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Manuel de procédures</b>  Réviser le manuel de procédures compte tenu des ajustements physiques et méthodologiques apportés conjointement lors de cette mission, tout en clarifiant les supports et les responsabilités de collecte, de transmission et de consolidation des données pour alimenter le système de suivi-évaluation.	UCCP/ UGPs	12/2020
<b>Coordination entre UGP</b>  Renforcer la coordination entre les deux UGP et avec les partenaires du projet	UGP/UCCP	12/2020
<b>Mobilisation des profils</b>  Mobiliser l'Ingénieur en Développement Rural à Ouarzazate et l'animatrice à Beni Mellal afin de se pencher davantage sur les questions d'encadrement en parfaite coordination avec les services de l'ONCA	UGPs	12/2020
<b>Renforcement de l'AT</b>  Contracter un bureau de contrôle et de supervision des travaux d'accès à Ouarzazate	UGP Ouarzazate	02/2021

**Gestion des savoirs**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

### Justification de la note

Pour le suivi physique et financier des activités, le projet exploite un système conçu au niveau central, mais mérite d'être alimenté en temps réel au niveau régional. Ce système est issu d'une capitalisation des expériences en SE dans le cadre des projets précédents. Aussi, ce système peut être amélioré pour prendre en charge le suivi des effets et impacts du projet et des indicateurs de cadre logique. Aussi, une approche pour la gestion des connaissances et des savoirs mérite d'être développée dans le cadre du projet. En outre, le programme CSST a permis de booster les efforts du projet en matière de gestion des savoirs. Sa mise en œuvre s'est basée sur une approche de concertation à travers des ateliers d'échange pour l'identification des besoins et la finalisation des fiches pays. Il s'est traduit par la suite par des actions concrètes et ciblées. Le MAPMDREF a conduit 8 missions de délégations malgaches et ivoiriennes et l'organisation de deux missions de délégations malgaches et nigériennes au titre de l'exercice 2020. Cet échange a permis de diffuser les savoir-faire marocain, des techniques modernes de production agricole mais aussi de piloter et de poursuivre des innovations institutionnelles qui auront un impact transformateur sur le développement agricole dans les pays bénéficiaires. La tenue de l'atelier à mi-parcours de ce programme en décembre 2019 a permis de présenter et de confirmer déjà ce bilan positif ainsi que l'efficacité de l'approche et la clarté des résultats techniques et les approches transformatives introduites qui se sont basées sur un mécanisme solide et efficace de partage des savoirs à travers le quel sont impliqués plusieurs directions et services du MAPMDREF ainsi que les équipes multidisciplinaires du ministère qui assurent l'accompagnement et la mise en œuvre des activités sur le terrain et à distance. (voir section CSST pour les détails qui portent sur les expériences et savoir partagés dans le

cadre de ce programme).

Le programme a également introduit des innovations en matière de partage et gestion des savoirs telle que l'utilisation de la plateforme d'échange et de communication TEAMS qui a permis d'avancer sur plusieurs activités à distance. Elle a permis de tenir des réunions, ou d'organiser des ateliers de travail avec un grand nombre de participants. Par exemple, les équipes thématiques au niveau du Maroc et Madagascar tiennent des échanges et des ateliers à distance pour mener des réunions d'échange, des formations et d'élaboration des documents techniques portant sur les pratiques agricoles et leur adaptation aux conditions de l'agriculture Malgache. En outre, des réunions de coordinations fréquentes se tiennent à distance entre les points focaux.

### Principaux problèmes

Le projet ne dispose pas d'une stratégie de gestion des savoirs.

<b>Utilisation optimale des ressources</b>	<b>Note: 4</b>	<b>Notation précédente: 4</b>
--	----------------	-------------------------------

### Justification de la note

Les deux premières années, depuis l'entrée en vigueur en 2017, ont été principalement consacrées à l'installation des structures de gestion et de coordination du projet. Les réalisations des investissements sur terrain n'ont démarré qu'en 2019 et ont concerné, essentiellement, l'arboriculture, les PMH, et les pistes d'accès, mais, malheureusement, freinés en 2020 à cause du COVID-19, et par conséquent, il était difficile de vérifier les effets des investissements, et leur efficience.

La révision de l'analyse économique et financière a été menée selon la démarche de l'analyse a posteriori des coûts où il s'agit d'évaluer les investissements et les avantages, année par année (de 2017 à 2020), au prix du marché de l'année correspondante et la planification des investissements restants et révisés par la mission selon le reliquat dégagé pour les années 2021-2023. Les charges et produits sont calculés en tenant compte de l'évolution des prix des intrants et des produits durant toute la période du projet et de celle de l'assolement au niveau des modèles d'exploitation dans les provinces de Ouarzazate, Tinghir et Beni Mellal. Pour le reste de la durée de vie du projet, les prix constants, année 2020, ont été appliqués.

Compte tenu de l'état actuel de l'exécution du projet et de la révision de la planification et de l'envergure des activités à réaliser durant la période restante, le cumul des bénéfices nets en année de croisière est estimé à 15,55 M USD. Les bénéfices nets des plantations arboricoles (pommier, amandier, cerisier) sont en moyenne de 10,65 M USD et représentent 68% des bénéfices totaux du projet. Ceux de la composante animale (élevage ovin, élevage caprin, apiculture) s'élèvent à 1,77 M USD et représentent 11% des bénéfices totaux du projet. Les bénéfices nets des unités de valorisation s'élèvent à 1,88 M USD et représentent 12% des bénéfices totaux. L'apport des actions de création de pistes, de protection des terres de cultures est de l'ordre de 7%.

Le taux de rentabilité économique révisé (TRE), au prix réel observé entre 2017 et 2020 et en retenant les prix de 2020 comme base de calcul pour le reste de la durée de vie du projet, est de 13,9%. Ce taux est supérieur à celui calculé au niveau du rapport d'évaluation (13%). Ceci est expliqué, principalement, par l'orientation du projet vers les activités rémunératrices telles que le pommier, l'amandier, le cerisier et le safranier, l'augmentation du quantitatif physique de ces spéculations, et le renforcement des unités de valorisation des produits créés tout autour des zones de production. La valeur actualisée nette (VAN) du projet, calculée en actualisant le Cash-flow sur la base d'un taux de 10%, est de l'ordre de 10,62 M USD.

L'actualisation des divers flux monétaires depuis le démarrage du projet jusqu'à la 20ème année, montre que le rapport bénéfice/cout (RBC) est de l'ordre de 1,30 et permet de conclure que le projet permet de dégager un bénéfice net, après récupération du capital, équivalent à 30% des investissements engagés, ce qui indique une bonne rentabilité du projet.

Par ailleurs, et compte tenu des premiers marchés lancés, et de la réalité du terrain, les coûts unitaires, dans la nouvelle planification ont été revus à la hausse, en particulier pour les pistes qui est passé de 400 MAD/km à 600.000 MAD à Beni Mellal et à 700 à Ouarzazate. Ceci à cause des terrains accidentés et du nombre important d'ouvrages de protection. Le coût de mise en place des safranières a été multiplié par plus de 8 fois par rapport à la situation de formulation du projet ; En effet, d'après les marchés actuels, la semence certifiée à elle seule coûte près de 75 000 MAD/ha sans compter les coûts des autres intrants et le coût des travaux. Le coût révisé est de 84.000 MAD par ha contre un coût de base de 10.000 MAD. De même les coûts unitaires des UV ont été revu à la hausse compte tenu de l'augmentation des capacités de ces UV et tenant compte de la réalité du marché.

<b>Cohérence entre le PTBA et les activités menées</b>	<b>Note: 3</b>	<b>Notation précédente: 3</b>
--	----------------	-------------------------------

### Justification de la note

Les actions mises en œuvre sont cohérentes avec le PTBA objet de la non-objection en termes de consistance. Toutefois, l'échéancier d'exécution physique et financière des PTBA enregistre un retard relatif. Malgré les efforts déployés par les équipes du projet, les réalisations physiques cumulées du PDRMA demeurent modestes à mi-parcours, et l'exécution financière est faible. Les retards enregistrés peuvent être justifiés, en partie, par les conditions actuelles causées par la pandémie du COVID-19. Ils peuvent être rattrapés avec le temps pour atteindre les objectifs du projet, en déployant plus d'effort de la part des structures de gestion.

### Évaluation du PTBA

D'un budget global de 163 MDH, le PTBA 202 a fait l'objet de NO en Janvier 2020. Les principales activités prévues sont relatives, essentiellement, à la plantation et réhabilitation arboricole, le développement de l'amont de la filière animale, les travaux PMH, les infrastructures d'accès, la construction des UV, le renforcement des capacités et les activités génératrices de revenus.

Après l'écoulement de 75% de l'année, le niveau d'engagement est de l'ordre de 48% du montant prévu et les activités contractées sont en parfaite cohérence avec les prévisions. Les paiements sont de l'ordre de 23% par rapport aux prévisions de l'année.

En matière de réalisations physiques, le niveau d'exécution demeure faible à moyennement satisfaisant. Sur les 60 activités du PTBA, 31% sont en cours d'exécution et seulement 10% des activités sont réalisées à la date de la mission. Ce retard peut être rattrapé d'ici la fin de l'année 2020 avec l'engagement du reste des activités en phase de passation des marchés.

A Ouarzazate-Tinghir, les activités contractées ou en cours sont en cohérence avec les activités prévues dans le cadre du PTBA qui a fait l'objet de NO du FIDA, cependant les réalisations physiques et financières ont dépassé les prévisions pour certaines activités à savoir : les plantations de pommier, l'équipement des équipes métiers, la construction des ouvrages en gabion, les actions prophylactiques et les actions relatives à l'élevage familial. Le montant du PTBA a été engagé à concurrence 53% et 20 activités parmi les 33 prévues ont été contractées. Les paiements ont atteint 39% par rapport aux prévisions de l'année.

Les réalisations physiques du PTBA-2020 sont de l'ordre de 24% des prévisions. Les principales activités réalisées sont liées aux plantations arboricoles, équipement des équipes métiers, actions prophylactiques, actions relatives à l'élevage familial, et la construction des ouvrages en gabions. Les activités en cours de réalisation sont de l'ordre de 36% alors que 39% des activités de 2020 n'ont pas encore démarrées et leur exécution dépend des révisions de la mi-parcours. L'exécution des activités de l'aval des filières demeure très faible.

A Béni Mellal, les activités prévues en 2020 d'un budget global de 70,5 MDH pour l'exécution de 24 activités dont 54% sont en phase de passation des marchés au moment de la mission. Le taux de réalisation physique est de 8% par rapport aux prévisions, et seulement 2 activités liées à la réhabilitation arboricole et la création des points d'eau ont été réalisées. Les activités en cours de réalisation sont de l'ordre de 16%. La construction des UVs a été reportée pour restriction budgétaire, et les activités de renforcement des capacités qui sont à la charge de l'ONCA sont en phase de passation de marché. Globalement, les réalisations physiques de 2020 demeurent faibles et freinées surtout par le COVID-19.

Sur le plan budgétaire, le taux d'engagement des crédits par rapports aux prévisions de l'année est de l'ordre de 36% et le taux de paiement est de 11%. En prenant compte du trimestre restant de cette année, et en considérant que le processus de passation des marchés qui est déjà entamé pour la totalité des activités, on estime que la totalité des crédits sera engagée d'ici la fin d'année 2020 et que les performances d'exécution physique peuvent être améliorées.

Pour le DDRZM et CRPII, Au niveau central, le seul marché prévu par la DDRZM au titre de l'année 2020 concerne l'assistance technique. Il a été engagé et réalisé à concurrence de 40% par rapport aux prévisions et le paiement en cours d'ordonnancement.

Le montant dédié à l'exécution du Don par le CRPII dans le cadre du PTBA 2020 a été engagé à 100% et le montant payé constitue 23%. Les réalisations physiques sont de l'ordre de 40%.

#### **Performance du système de suivi-évaluation**

**Note: 3**

**Notation précédente: 3**

#### **Justification de la note**

La fonction du suivi-évaluation dans les 2 UGP de Ouarzazate et de Beni Mellal est assurée par des spécialistes agronomes recrutés sur l'AT. La mission a constaté que le système de suivi n'est pas encore pleinement opérationnel. Le système ne permet de mesurer à ce jour les réalisations physiques avec précision et de renseigner les indicateurs de produits du cadre logique, ce qui rend difficile d'apprécier l'état l'avancement et la portée des interventions du projet sur les bénéficiaires avec exactitude. D'autre part, le système centralisé mis en place au niveau de la DDRZM ne permet pas de consolider encore les données transmises par les 3 provinces et de faire le reporting.

#### **Évaluation du système de suivi-évaluation**

Au niveau local, le suivi des bénéficiaires est fait sur la base de listing des OPA incomplet saisi en Excel et sur la base des données techniques collectées par les spécialistes matières, mais l'unité ne dispose pas d'une base de données consolidée rassemblant les informations. Le système de suivi des bénéficiaires en particulier doit être amélioré en utilisant les données de la carte d'identité (un identifiant unique) pour permettre d'obtenir les données désagrégées pour les femmes et les jeunes et d'éviter aussi les doubles comptages. La mise à jour du cadre logique pose encore problème et la mission a apporté des clarifications sur la méthode de calcul pour les indicateurs de portée, en particulier pour les bénéficiaires directs des services du Projet. Une estimation du nombre des ménages bénéficiaires du projet a été effectuée avec l'aide des équipes sur la base des listings établis pour toutes les activités réalisées depuis 2018 dans chacune des provinces. Cette estimation devra ensuite être affinée grâce à la base de données qui sera mise en place et complétée avec la ventilation hommes-femmes et jeunes.

La mission a préparé un canevas sous forme d'un fichier Excel qui servira de modèle pour la mise en place de la base de données et le suivi des bénéficiaires par type d'activités. Ce fichier est accompagné d'une note explicative détaillant le processus de ciblage pour chaque activité et le suivi devant être fait et informations à collecter. Il est important qu'au niveau de chaque UGP une personne soit désignée comme point focal responsable de l'opérationnalisation et de la mise à jour de cette base de données. Les responsabilités en matière de collecte des données devront également être clarifiées au sein des équipes techniques.

En ce qui concerne les infrastructures de PME, les aménagements de CES et les pistes, les deux UGP disposent d'un système d'information géographiques qui permet, d'ores et déjà, de géo-localiser les sites. Il serait souhaitable également de géo-référencer les ménages bénéficiaires de ces investissements pour permettre une estimation. Il est donc recommandé aux deux UGP de poursuivre leurs efforts et d'assurer le lien entre ces l'outil SIG et le suivi du cadre logique global du Projet.

Aucune enquête sur les effets du projet n'a encore été réalisée en raison du faible taux de réalisation sur le terrain et de des restrictions imposées par l'épidémie du COVID. D'un commun accord, il avait été convenu de reporter l'enquête d'effets prévue à mi-parcours à une date qui sera concertée avec le Gouvernement. Le marché pour le recrutement du prestataire de service externe devra donc être inclus dans le PTBA 2021. La mission a partagé les nouvelles Directives du FIDA pour la mesure des indicateurs



d'effets qui décrit la méthodologie à suivre et comprend également des questionnaires standards pour les indicateurs d'effets qui devront être adaptés au contexte du PDRMA. Le FIDA fournira un appui pour la revue des TdR et de la méthodologie et des questionnaires..

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Désagrégation de la Base de données</b>  Mise en place de la base de données pour le suivi des bénéficiaires par activités avec l'identification grâce aux données de la carte d'identité permettant la ventilation par sexe et groupe d'âge.	UGPs	12/2020
<b>Rôles et responsabilités</b>  clarifier les responsabilités au sein de l'AT en matière de SE et la fréquence pour la collecte des données;	UCCP/UGP	12/2020
<b>Assurer conformité et opérationnalisation du SSE</b>  Le système de suivi centralisé doit être complété au plus tôt pour intégrer le volet du suivi-évaluation prenant en compte tous les indicateurs du cadre logique afin de permettre la consolidation des données automatique et l'édition de rapports semestriels.	UCCP	01/2021
<b>Préparation de l'Enquête à mi-parcours des indicateurs d'effets</b>  Préparer les TdR pour l'enquête à mi-parcours à lancer en 2021 et le questionnaire pour les indicateurs d'effets du cadre logique selon la méthodologie recommandée dans les nouvelles Directives FIDA; et partager avec le FIDA pour revue et non objection	UCCP/ UGP/ FIDA	01/2021

**Exigences des normes sociales, environnementales et climatiques**

**Note: 4**

#### Justification de la note

Le rapport de design du projet dispose d'une note SECAP de bonne qualité et la plupart des actions proposées dans les matrices de management des risques sont intégrées dans les composantes du projet. Cependant certaines activités et vérifications complémentaires restent à mettre en place en routine par le projet.

#### Évaluation des PESEC

Deux types d'activités doivent être systématisés. Il s'agit des études sociales et environnementales concernant les pistes et infrastructures, et du suivi des conflits fonciers potentiels liés à la conversion de parcelles en vergers. En effet, il a été noté dans la région que la conversion en verger de certaines parcelles pourrait perturber les circuits habituels de transhumance. Par ailleurs, l'extension prévue des linéaires de pistes à l'occasion de la revue à mi-parcours doit respecter les règles des PESEC en termes de classification environnementale du projet.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Integration des études d'impact dans les TdR des entreprises</b>  Intégrer systématiquement des études sociales et environnementales dans les termes de référence des entreprises à sélectionner	UGP/ AT	

#### d. Gestion et exécution financière

**Taux de décaissement acceptable**

**Note: 2.0**

**Notation précédente: 2**

#### Justification de la note

Le projet entame sa quatrième année de mise en œuvre et son taux de décaissement est de 12.3% sur le prêt et de 100% sur le don. Les seuls décaissements réalisés concernent l'avance initiale sur le compte désigné, intégralement décaissée, et aucun relevé des dépenses effectuées n'a encore été soumise au FIDA. Il convient de noter que suite à la révision de la lettre à l'emprunteur en Avril 2020, l'allocation maximum autorisée au compte désigné a été portée de 1.5 MEUR à 5 MEUR

#### Principaux problèmes

Contrairement aux autres projets actuellement financés par le FIDA au Maroc, la méthode de décaissement retenue pour le projet

PDRMA est l'avance sur compte désigné. Les paiements sont effectués directement à partir des crédits délégués à chaque province sans lien direct avec le montant disponible sur le compte désigné du projet. Le projet n'a pas encore procédé à aucune justification des paiements effectués, en raison des difficultés liées à (i) l'intervention de différentes parties prenantes (Trésorerie Générale du Royaume, Division des financements, Budget) et (ii) de la nécessité de transmettre l'intégralité des pièces justificatives du niveau régional vers le niveau central, indépendamment des montants payés. Par ailleurs, la mission a noté que deux demandes de justification partielle totalisant un montant de 19.3 Millions de Dirhams (équivalent à MEUR 1.8) ont été établies par le projet et transmises au ministère des finances depuis respectivement Mars et décembre 2019, mais n'ont toujours pas été transmises au FIDA.

1. Le montant de l'avance initiale reçue sur le prêt s'élève à MEUR 5 décaissée à hauteur de MEUR 1.5 (équivalent à 16.2 Millions de Dirhams) en mars 2018 et MEUR 3.5 (équivalent à 37.6 Millions de Dirhams) en avril 2020 suite à la révision de la lettre à l'emprunteur. A la date de la mission, le projet a procédé à des paiements totaux éligibles au financement du prêt d'un montant de 48.4 Millions de Dirham, équivalent à MEUR 4.5 (ce montant était de 18.3 Millions de Dirham à la date de la dernière mission)

Tableau des paiements effectués à fin septembre 2020

En DHM	FIDA	Gouvernement(TVA)	Total
Ouerzazate	25 881 712	5 469 083	31 350 800
Beni Mellal	12 633 736	2526745	15 160 481
DDRZM	1 579 000	315 800	1 894 800
<b>Total</b>	<b>40 094 448</b>	<b>8 311 628</b>	<b>48 406 081</b>

Concernant le Don, Le montant de l'avance initiale reçue s'élève à MEUR 1.29 (équivalent à 13.9 Millions de Dirhams). A la date de la mission, le projet a procédé à des paiements totaux d'une valeur de MEUR 0.78 TTC (équivalent à 8.25 Millions de Dirham), correspondant à MEUR 0.66 HTVA (équivalent à 7.2 Millions de Dirham) éligibles au financement FIDA.

La mission a convenu avec le projet de déposer dès que possible les relevés de dépenses relatifs aux paiements effectués, et de veiller à rattacher les paiements aux catégories correspondantes, tels qu'elles apparaissent au niveau de l'accord de financement.

### Aspects fiduciaires

#### Qualité de la gestion financière

Note: 3

Notation précédente: 3

#### Justification de la note

La gestion financière du projet est caractérisée par la présence d'équipes comptables et financières expérimentées et stables. Ces aspects sont en revanche affectés par certaines défaillances notamment en ce qui concerne la cohérence et l'harmonisation des chiffres communiqués, le faible suivi des recommandations antérieures, les retards pris pour l'opérationnalisation et l'utilisation complète et effective du logiciel de suivi comptable et de reporting dédié, le faible taux d'exécution budgétaire, et de la non soumission de rapports financiers intermédiaires.

#### Principaux problèmes

Equipe du projet : Le gestion fiduciaire du projet est assurée au niveau de Ouarzazate par un RAF, en poste depuis février 2020 et faisant partie du bureau d'assistance technique du projet. Par ailleurs, au niveau de l'office, l'UGP est supportée par le bureau du budget et le bureau comptable de l'Office Régional de Mise en Valeur de Ouarzazate (ORMVAO)

Au niveau de Beni Mellal, la gestion fiduciaire du projet est assurée par une comptable, en poste depuis le démarrage du projet, et faisant partie du bureau d'assistance technique du projet. L'UGP est assistée par le service de support et appui de la DPA.

Budgétisation : La mission a revu avec le projet le PTBA 2020 et a noté une amélioration au niveau du suivi du budget, notamment en ce qui concerne l'identification au niveau de chaque ligne budgétaire de la source de financement, la composante, la sous-composante et la catégorie à laquelle chaque activité se rattache. La mission a noté qu'au niveau de la province de Ouarzazate, certains paiements réalisés dépassent le montant qui a été prévu au niveau du PTBA et notamment en ce qui concerne la construction d'ouvrage en gabillon (dépassement de 58%) et les extensions de superficie de pommier (dépassement de 30%). La mission a également noté des décalages entre les paiements prévus au niveau du PTBA 2020 et les crédits de paiement délégué. La mission a invité le projet à réviser ces prévisions de paiement dans le cadre de l'actualisation du PTBA 2020 et assurer une plus grande cohérence entre le PTBA et les crédits délégués.

Au niveau des paiements, le total des paiements pour l'année 2020 a atteint 11 millions de Dirham à Ouarzazate et 4 millions de Dirham à Beni Mellal. Ce niveau de paiements est considéré comme étant faible comparativement aux paiements prévus au niveau du PTBA 2020 qui sont de 30 millions de Dirham à Ouarzazate et 35 millions de Dirham à Beni Mellal. Ce faible niveau d'exécution du budget est principalement expliqué par les retards d'exécution de certaines activités en raison de la pandémie COVID 19.

Comptabilité et système d'information: Certaines avancées ont pu être notées au niveau de l'outil SIDERZM mais qui ne comporte pas encore de façon exhaustive l'intégralité des données financières du projet, et n'est pas encore de ce fait exploité de façon continue au niveau de la gestion quotidienne du projet.

La mission a remarqué quelques incohérences au niveau des données financières communiquées, qui proviennent de différentes sources et sont retraitées sur Excel. L'utilisation d'un outil comptable dédié devrait permettre de fiabiliser les données financières et d'assurer une plus grande cohérence au niveau des états préparés par le projet. La mission invite à ce titre le projet à finaliser la levée des dernières réserves sur l'outil SIDERZM et retenir cet outil une fois fiabilisé et alimenté des données du projet comme source principale pour la génération des rapports financiers de suivi des engagements et des paiements par composante, catégorie et source de financement.

Contribution des bénéficiaires : La mission a noté que le projet ne tient pas à jour un état de suivi de la contribution des bénéficiaires, et invite le projet à mettre en place un suivi dédié pour l'estimation de cette contribution. Toutefois, une contribution en nature des bénéficiaires a été constatée sous forme de lots de terrains pour la construction des UV.

Reporting: La mission a constaté que contrairement à ce qui est prévu au niveau de l'accord de financement, le projet n'a pas adressé au FIDA des rapports financiers semestriels au plus tard 45 jours après la fin de chaque semestre, et un rapport annuel avant audit au plus tard 4 mois après la date de clôture de chaque exercice.

Gestion des actifs acquis avec les fonds du projet La mission a noté la tenue d'un état des immobilisations acquises avec les fonds du projet. La mission invite le projet à maintenir ce suivi à jour et à veiller à l'inclure dans les rapports financiers

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
<b>Révision du PTBA</b>  Le projet devra soumettre un PTBA 2020 révisé, en veillant à prévoir un montant de paiements prévus sur l'année en ligne avec les crédits de paiement délégué	UCCP	11/2020
<b>Logiciel Comptable SIDERZM</b>  Finaliser l'opérationnalisation et l'exploitation effective du SIDERZM qui sera la source principale et fiable pour la génération des données financières pour le projet	UCCP	12/2020

**Qualité et ponctualité des audits**

**Note: 5**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

Les auditeurs ont soumis dans les délais impartis un rapport complet contenant des recommandations détaillées sur la mise en place du système de contrôle interne au niveau opérationnel

#### Principaux problèmes

Le rapport d'audit a été soumis à temps au FIDA. La vérification est effectuée par l'IGF et donne son avis sur les états financiers ainsi que sur les aspects opérationnels du projet. La lettre de la direction comprend les commentaires de la direction du projet. Diverses faiblesses ont été relevées dans les domaines du contrôle interne (p. ex., séparation des tâches à améliorer; GPP/procédures financières à améliorer), maintenance insuffisante du registre des contrats, mauvais système comptable (pas encore entièrement déployé, comptabilité hors ligne/Excel), absence de rapports d'étape provisoires et retards dans la présentation des demandes de retrait pour le remboursement/la justification des dépenses.

**Fonds de contrepartie**

**Note: 5**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

La contribution gouvernementale est estimée à la date de la mission à 17.3 Millions de Dirhams répartis à hauteur de 15.8 Millions de Dirham (équivalent à 1.4 MEUR) sur le prêt et 1.5 Millions de Dirham (équivalent à 0.1 MEUR) sur le don DHM. La contribution du gouvernement englobe la TVA, ainsi qu'une estimation de la contribution en nature représentant les salaires et les frais de fonctionnement

#### Principaux problèmes

Conformément à l'accord de financement, la contribution du Gouvernement au titre du Projet est estimée à 12,25 millions Euros et concerne le paiement des salaires et charges récurrentes, la mise à disposition des locaux, et les exonérations des taxes et impôts sur les acquisitions de biens et services ainsi que sur les contrats de travaux et de prestations.

La mission a noté que le projet a mis en place un suivi de la contribution gouvernementale à jour au 31 août 2020 et qui peut être récapitulée comme suit :

Sur le prêt : Une contribution totale estimée à 15 851 468 Dirhams

- TVA : 8 311 628 Dirhams



- Salaires : 7 180 800 Dirhams
- Fonctionnement : 359 040 Dirhams

Sur le don : Une contribution totale estimée à 1 479 048 Dirhams

- TVA : 1 072 488 Dirhams
- Salaires : 387 200 Dirhams
- Fonctionnement : 19 360 Dirhams

La mission recommande de (i) veiller à maintenir ce suivi à jour en distinguant la contribution pour chaque province, et (ii) veiller à répartir la contribution par composante et par catégorie du projet.

<i>Action convenue</i>	<i>Responsabilité</i>	<i>Date convenue</i>
<b>Suivi de la contribution gouvernementale</b>  Maintenir à jour le tableau de suivi des fonds de contrepartie et veiller à identifier les paiements réalisés par composante et par catégorie du projet.	UGP	12/2020
<b>Valorisation de la contribution des bénéficiaires</b>  Mettre à jour l'estimation de la contribution des bénéficiaires, conformément aux directives FIDA	UGP	12/2020

**Conformité avec les clauses des prêts**

**Note: 4**

**Notation précédente: 4**

#### Justification de la note

Les dispositions de l'accord de financement sont globalement respectées.

#### Principaux problèmes

La Mission note que les dispositions de l'accord de financement sont globalement respectées. Elle attire néanmoins l'attention du Projet sur l'importance de finaliser la mise en place et l'opérationnalisation du logiciel de gestion comptable et financière répondant aux exigences du FIDA notamment en matière de suivi des dépenses par source de financement, catégorie de dépense, composante et sous composante ainsi que la production automatisée de rapports et la comparaison des réalisations par rapport au budget.

#### Évaluation de la passation des marchés

**Passation des marchés**

**Note: 4**

**Notation précédente: 3**

#### Justification de la note

Les modalités de mise en œuvre des activités de passation des marchés sont globalement conformes aux procédures du Décret 349 et ses lois attenantes. Certaines lacunes persistent cependant niveau de la planification de la passation présentes certaines lacunes liées principalement à un budget ne reflétant plus la situation du marché (prix appréciés à la hausse depuis l'entrée en vigueur du projet), une mise à jour nécessaire du plan de passation et une évaluation des offres de pour les services de consultant requérant un renforcement.

#### Évaluation de la passation des marchés

**Appréciation globale de la passation des marchés.** Le Projet est entré en vigueur le 17 juin 2017 pour une durée de 7 ans avec une date d'achèvement des activités fixée au 24 juin 2024. Deux missions de supervisions ont été organisées depuis le lancement du projet. Le premier PPM couvrant l'année 2018 se caractérise par un nombre relativement restreint d'activités (5 en total) qui bien qu'ils aient été tous exécutés courant la même année leur engagement vis-à-vis le budget reste faible ; s'élevant à 6,8 % seulement. L'année 2019 a, quant à elle, connu un accroissement des d'activités de passation prévues (30 en total) dont l'estimation du budget s'élève à 32,913,701 MDH. Sur la base du PPM de la même année, la mission note que les 70% des contrats engagés totalisent, 38,417,456 MDH soit marquant un dépassement de 16,72% du budget initial. Ce qui reflète une fluctuation des estimations de coût depuis la préparation du PTBA 2017. Il est noté que le projet n'a pas requis de révision du PPM en conséquence de cette augmentation des coûts.

**Revue du PPM consolidée 2020:** La mission note qu'à cette date et malgré la situation pandémique qui a affecté, 10 activités ont pu être engagées et concernent principalement les biens et les études soit 3 491 767 MDH. Si les activités du PTBA ne sont pas entièrement reflétées dans le PPM de l'année 2020 (Beni Mellal et Ouarzazate), elles apparaissent cependant sur les Plans Prévisionnels respectifs publiés de chaque DPA respective. La revue du PPM de chaque DPA confirme que les activités ne sont pas entièrement transcrites. La mission note que certains marchés ont été réservés aux PME. La revue des échéanciers proposés dans le modèle du PPM du FIDA n'est pas en ligne avec les échéanciers de la réglementation et procédures nationales, qui apparaissent plus court que la moyenne de conclusion du processus.

**Appréciation de l'échantillon :** La mission a entrepris la revue d'un échantillon de 15% prélevé sur chaque DPA sur les activités de 2020. Les observations ci-après sont relevées : Pour les marchés d'études : 1- non-conformité au Décret qui requiert que les

résultats de l'évaluation décrivant les points forts et les points faibles respectifs de la note (le rapport d'évaluation manque de détail). 2- Les DAO ne font référence ni à la politique du FIDA de prévention et de répression du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles politique ni à la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations. 3- le rapport d'évaluation requière l'attributaire du marché à produire le complément des pièces administratives. Or cette étape ne peut pas survenir à l'attribution du contrat mais survient plutôt après l'ouverture des offres. 4- pas de suivi des procédures du FIDA relatif au recrutement des services (préqualification). 5- De leur part, les processus des marchés de services manquent relativement de détails concernant le rapport d'évaluation qui n'explicite pas suffisamment les notes attribuées (absence de sous-critères). Les contrats n'incluent pas de programme d'exécution ni de date prévue d'achèvement (pour les contrats de travaux et de services).

La mission note avec satisfaction la rapidité avec laquelle chaque DPA a pu extraire une copie des documents requis pour chaque processus de l'échantillon. Les documents transmis relatifs à l'échantillon sont presque complets sauf pour l'absence des décaissements sur les contrats.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Suivi plus rapproché des dispositions du Décret.</b>  S'assurer que les rapports d'évaluations comportent de plus amples détails sur l'examen de l'offre concernant l'examen de l'évaluation et de l'attribution des marchés	Cellules des marchés	01/2021
<b>Respect des dispositions du FIDA</b>  Tous les contrats doivent obligatoirement inclure référence aux deux nouvelles politiques du FIDA (anti-harcèlement sexuel et corruption). Les activités de passation des marchés ne doivent pas être en contradiction avec les directives du FIDA en PM et conformément aux dispositions de l'accord de financement. (Exemples utilisation la liste restreinte etc.).	UCCP	01/2021
<b>S'assurer de la révision du manuel des procédures pour mieux définir les rôles lors de la passation, exécution et archivage des marchés.</b>  Le projet doit s'assurer de la révision du manuel des procédures pour mieux définir les rôles lors de la passation, exécution et archivage des marchés.	UCCP	01/2021

#### e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

<b>Probabilité d'atteindre l'objectif de développement</b>	<b>Note: 4.04</b>	<b>Notation précédente: 4.0</b>
<b>Évaluation de la performance globale de l'exécution</b>	<b>Note: 3.75</b>	<b>Notation précédente: 4.0</b>

#### f. Autres aspects

##### Programme de coopération triangulaire Sud-Sud (Programme don CTSS)

Financé sur un don du FIDA, le programme de la coopération triangulaire sud-sud est devenu une activité phare et stratégique de ce projet et du Partenariat entre le FIDA et le Maroc. Le Programme est piloté par Le Centre de Ressources du Pilier II du Plan Maroc Vert (CRPII) à travers un mémorandum d'entente entre ce dernier et la Direction du Développement de l'Espace Rural et des Zones de Montagnes (DDERZM). Ce programme stratégique est directement suivi par Monsieur le Secrétaire général du MAPMDREF. En 2018, un amendement de la convention constitutive du CRP2 a été introduit afin d'élargir la mission du CRPII à la coopération Sud-Sud (arrêté conjoint N° 1556-18 du 21 Mai 2018).

Depuis son démarrage dans le cadre du PDRMA, le programme, a permis de poursuivre l'agenda CTSS avec trois pays de l'Afrique sub-saharienne. Il s'agit notamment de Madagascar, la Côte d'Ivoire et le Niger. Il a permis de valoriser l'expérience et le savoir-faire marocains dans le domaine de développement rural et agricole et de faciliter le partage de cette expertise avec ces pays sub-sahariens.

Le bilan global de ce programme est très positif. Sa mise en œuvre s'est basée sur une approche de concertation à travers des ateliers d'échange pour l'identification des besoins et la finalisation des fiches pays. Il s'est traduit par la suite par des actions concrètes et ciblées. A cet effet, le Maroc a conduit 8 missions de délégations malgaches et ivoiriennes et l'organisation de deux missions de délégations malgaches et nigériennes au titre de l'exercice 2020. Cet échange a permis de diffuser des techniques modernes de production agricole mais aussi de piloter et de poursuivre des innovations institutionnelles qui auront un impact transformateur sur le développement agricole dans les pays bénéficiaires. La tenue de l'atelier à mi-parcours de ce programme en décembre 2019 a permis de présenter et de confirmer déjà ce bilan positif ainsi que l'efficacité de l'approche et la clarté des résultats techniques et les approches transformatives introduites. Il est important de saluer l'implication et l'efficacité et de l'intervention de plusieurs directions et services du MAPMDREF ainsi que les équipes multidisciplinaires du ministère qui assurent l'accompagnement

et la mise en œuvre des activités sur le terrain et à distance.

A Madagascar, le programme a permis d'adopter une approche diversifiée de l'agriculture solidaire et l'identification des opportunités et mécanismes permettant l'engagement du secteur privé et de refléter ce changement dans la politique agricole de Madagascar. En effet, Madagascar développe actuellement des instruments pour évoluer vers des approches d'agriculture contractuelle dans un cadre de PPP qui s'appuie sur l'expérience marocaine en matière d'agropoles. Cela a conduit à une nouvelle stratégie orientée vers l'agriculture contractuelle et l'agrégation. Une autre réalisation marquante de ce processus est la « loi d'orientation agricole » qui offre un cadre juridique favorable à l'engagement du secteur privé avec les petits exploitants agricoles. Une autre action transformative de ce don est la loi d'agrégation et ses textes obligatoires qui porteront sur les cadres réglementaires « interprofessionnels » du secteur agricole malgache.

Inspiré par l'expérience marocaine, Madagascar recherche également des instruments financiers susceptibles d'optimiser la performance du Fonds de développement agricole. Le Maroc a partagé ses connaissances et son expérience relatives au « guichet unique », la « traçabilité des dossiers » et les systèmes informatisés qui assurent la cohérence entre le financement agricole et les systèmes de budgétisation publique. L'objectif global est de transformer le Fonds de développement agricole en un instrument de financement efficace avec des outils innovants pour soutenir le développement de l'agriculture inclusive dans le pays.

Ce travail implique le développement d'outils innovants pour des partenariats efficaces entre le gouvernement, le secteur privé, les institutions financières et les compagnies d'assurance. Ces paquets sont issus de l'expérience du Fonds Marocain de Développement Agricole et des instruments de crédit agricole (comme le Crédit Agricole ou Tamwil Al Falah).

**Activités CTSS planifiées au titre de l'exercice 2020.** Au cours de l'exercice 2020. Les interventions du programme ont porté sur 10 domaines d'action. Il s'agit du (i) Fonds de Développement Agricole, (ii) le Conseil Agricole, (iii) les systèmes de recherche, (iv) la formation de techniciens en GR et Agriculture, (v) les semences et plants, (vi) la production animale, (vii) la santé animale, (viii) la protection des végétaux, (ix) les agropoles et (x) l'échange autour des projets financés par le FIDA. A travers ces axes thématiques, le CRPII a pu atteindre des résultats importants malgré les effets de la crise sanitaire du Covid 19 sur la mise en œuvre du programme. En effet, au cours de 2020 le programme a pu installer un guichet unique pilote à Madagascar, à préparer, la feuille de route permettant l'opérationnalisation du conseil agricole malgache et à présenter l'expérience marocaine en matière de production de semences et plants et en matière d'agropoles.

Globalement, le CRPII a réalisé 40 % de son programme de travail pour 2020. Ce résultat limité s'explique totalement par l'avènement du Covid-19 et de son impact direct sur les visites d'échanges et les missions d'appui technique qui ont été planifiées pour l'année. Néanmoins, le programme a introduit des innovations telle que l'utilisation de la plateforme d'échange et de communication TEAMS qui a permis d'avancer sur plusieurs activités à distance. Elle a permis de tenir des réunions, ou d'organiser des ateliers de travail avec un grand nombre de participants. Par exemple, les équipes thématiques au niveau du Maroc et Madagascar tiennent des échanges et des ateliers à distance pour mener des réunions d'échange, des formations et d'élaboration des documents techniques portant sur les pratiques agricoles et leur adaptation aux conditions de l'agriculture Malgache. En outre, des réunions de coordinations se tiendront à distance entre les points focaux.

La mission salue les efforts du Ministère et du centre CRPII et note, avec satisfaction, les résultats atteints à travers ce don. Elle recommande: (i) de poursuivre et d'accélérer le processus d'échange avec la Côte d'Ivoire et le Niger, (ii) de diffuser et de communiquer les résultats atteints et de documenter les leçons apprises à ce stade de mise en œuvre à travers des plateformes à diffusion plus large (y compris notamment les leçons apprises en matière de coopération pendant la crise du Covid-19), (iii) d'identifier d'autres sources de financement afin de poursuivre et de renforcer la durabilité de cette initiative et d'identifier, d'ores et déjà, le lien avec le financement relatif à cette thématique CTSS dans le cadre du projet de développement rural intégré en zones de montagne du pré-Rif de Taza (PRODER-Taza) qui donnera élan au travail du CRP-II.

## F. Pertinence

Pertinence	Note: 5	Notation précédente: 5
------------	---------	------------------------

### Justification de la note

Globalement, les objectifs du projet restent pertinents et en parfaite cohérence avec les objectifs du FIDA et ceux du Gouvernement marocain. Toutefois, certaines activités proposées initialement au niveau du rapport de conception, ne semblent pas être totalement pertinentes, en termes d'approche d'intervention ni en termes d'adaptation aux conditions du milieu. Elles ont été révisées lors de cette mission et substituées par d'autres plus pertinentes. La pertinence est jugée satisfaisante.

### Principaux problèmes

Certaines activités, initialement conçues ont été réalisées sur d'autres programmes avant le démarrage réel sur terrain du PDRMA, et d'autres moins pertinentes compte tenu du milieu physique et climatique des zones d'intervention, et de l'approche proposée pour leur mise en œuvre, en particulier l'extension du pommier, les cerisiers, et l'extension de la superficie de pomme de terre. Elles ont été remplacées par d'autres activités plus pertinentes et plus demandées par la population.

## G. Modification du projet

Responsabilité	Type de modification	Description						
UCCP et les deux UGPs	Cadre logique	Compte tenu de l'étude de la situation de référence, de la réalité sur le terrain, et des aspirations de la population ciblée dans les 3 Provinces, la cible finale de l'indicateur de Portée 1b du CL a été corrigée à 162.400 membres des ménages, au lieu des 184.000 prévus lors de la conception qui couvraient 5 provinces initialement. La cible pour le nombre total de ménages reste inchangée à 26,620 ménages. Les indicateurs de certains produits ont été revus sur la base de la pertinence limitée de certaines activités prévues initialement, de l'approche inadéquate de mise en œuvre d'autres, de certains coûts unitaires jugés sous-estimés ou sur estimés et de la réalisation d'autres activités sur le programme national avant le démarrage du PDRMA.						
		Type Indicateur	Code Indicateur	Intitulé Indicateur	Cible conception		Cible révisée	
					RMP	Finale	RMP	Finale
		Portée	1b	Nombre correspondant des membres des ménages touchés	62000	184000		162400
		Spécifique	prod. 1.2	No de points d'eau pour le bétail remis en état/construits et l'équipés avec pompage à l'énergie solaire	6	18	16	53
				points d'eau pour le bétail - Number				
		Spécifique		Nombre d'unités apicoles de démarrage avec kit d'équipement de base distribuées				
				unités apicoles - Number	350	700	550	1900
		CI	1.1.2	Terres agricoles construites / réhabilitées sous l'infrastructure liée à l'eau				
				Hectares de terres - PMH-Surface (ha)			1389	2783
		CI	3.1.4.	Terres soumises à des pratiques résilientes au climat				

Responsabilité	Type de modification	Spécifique	Prod. 2.2.	Nombre d'ouvrages de correction des pentes d'écoulement des cours d'eau, de stabilisation des ravins et oueds réalisés	Description			
				ouvrage de CES - Number (m3)	114	170.5	17000	48000
			2.1.5.	Routes construites ou réhabilitées				
				Longueur des routes - Length (km)	103	144	17	113
IFAD/UCCP	Autre							

Responsabilité	Type de modification	Description																																																																																									
		<p>Le COSTAB du projet a été également modifié pour refléter ces changements ainsi que pour actualiser les coûts unitaires et les besoins réels sur le terrain. Le nouveau COSTAB a été validé par l'UCCP le 5 Novembre 2020.</p> <p>Les révisions apportées au niveau de certains objectifs physiques et des coûts unitaires de certaines activités n'a pas d'impact sur les allocations entre les différentes categories. Les écarts constatés par rapport aux allocations initiales restent inférieurs à 30% pour toutes les categories du prêt et des dons.</p> <table><tr><th rowspan="2">(USD Million)</th><th colspan="3">Prêt FIDA</th><th colspan="3">Don FIDA</th><th colspan="3">Don SS</th></tr><tr><th>Initial</th><th>Actuel</th><th>Ecart %</th><th>Initial</th><th>Actuel</th><th>Ecart %</th><th>Initial</th><th>Actuel</th><th>Ecart %</th></tr><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>1. Aménagements et travaux</td><td>22,6</td><td>25,1</td><td>11,2</td><td>0,0</td><td>0,0</td><td>0,0</td><td>0,0</td><td>0,0</td><td>0,0</td></tr><tr><td>2. Equipements, véhicules et matériels</td><td>13,0</td><td>13,0</td><td>-0,3</td><td>0,0</td><td>0,0</td><td>0,0</td><td>0,0</td><td>0,0</td><td>0,0</td></tr><tr><td>3. Formation et assistance technique</td><td>6,6</td><td>5,0</td><td>-24,5</td><td>0,3</td><td>0,3</td><td>0,0</td><td>1,0</td><td>1,0</td><td>0,0</td></tr><tr><td>4. Etudes et conventions</td><td>1,9</td><td>1,7</td><td>-9,5</td><td>0,2</td><td>0,1</td><td>-0,3</td><td>0,0</td><td>0,0</td><td>0,0</td></tr><tr><td>5. Coûts récurrents</td><td>1,0</td><td>0,5</td><td>-46,5</td><td>0,0</td><td>0,0</td><td>0,0</td><td>0,0</td><td>0,0</td><td>0,0</td></tr><tr><td>Total</td><td>45,1</td><td>45,3</td><td>0,5</td><td>0,4</td><td>0,4</td><td>-0,2</td><td>1,0</td><td>1,0</td><td>0,0</td></tr></table> <p>PROJECT COSTS</p>	(USD Million)	Prêt FIDA			Don FIDA			Don SS			Initial	Actuel	Ecart %	Initial	Actuel	Ecart %	Initial	Actuel	Ecart %											1. Aménagements et travaux	22,6	25,1	11,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2. Equipements, véhicules et matériels	13,0	13,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3. Formation et assistance technique	6,6	5,0	-24,5	0,3	0,3	0,0	1,0	1,0	0,0	4. Etudes et conventions	1,9	1,7	-9,5	0,2	0,1	-0,3	0,0	0,0	0,0	5. Coûts récurrents	1,0	0,5	-46,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	Total	45,1	45,3	0,5	0,4	0,4	-0,2	1,0	1,0	0,0
(USD Million)	Prêt FIDA			Don FIDA			Don SS																																																																																				
	Initial	Actuel	Ecart %	Initial	Actuel	Ecart %	Initial	Actuel	Ecart %																																																																																		
1. Aménagements et travaux	22,6	25,1	11,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0																																																																																		
2. Equipements, véhicules et matériels	13,0	13,0	-0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0																																																																																		
3. Formation et assistance technique	6,6	5,0	-24,5	0,3	0,3	0,0	1,0	1,0	0,0																																																																																		
4. Etudes et conventions	1,9	1,7	-9,5	0,2	0,1	-0,3	0,0	0,0	0,0																																																																																		
5. Coûts récurrents	1,0	0,5	-46,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0																																																																																		
Total	45,1	45,3	0,5	0,4	0,4	-0,2	1,0	1,0	0,0																																																																																		
<h2>H. Enseignements tirés</h2> <h3>Pistes d'accès</h3> <h3>Problématique</h3> <p>Dans le cadre de désenclavement des Zones de production, le rapport de conception a prévu la l'aménagement et la réhabilitation de 144 km de pistes agricoles (57 km à Ouarzazate, 55 km à Thanguir et 32 Km à Béni Mellal) avec un coût unitaire moyen de 400.000 Dh.</p> <p>Les études d'exécution des premiers tronçons ont jugé que ce coût unitaire est largement sous-estimé compte tenu de la nature du terrain et du nombre d'ouvrages à réaliser le long de tronçon, et le premier AO a donné un coût unitaire le double des prévisions. Aussi, à mi-parcours le niveau de réalisation sur terrain est faible faute de préparation tardive des études d'exécution.</p> <h3>Mesures prises par le projet</h3> <p>Lors de la revu à mi-parcours, et compte tenu de la réalité sur le terrain et du marché, les coûts ont été revus à la hausse à raison de 600.000 Dh à Béni Mellal et à 700.000 Dh à Ouarzazate tout en réduisant la cible quantitative à 113 km au lieu de 144 km. Cette réduction a pris en considération la capacité des structures d'exécution</p> <h3>Leçon tirée</h3> <p>Cette leçon peut servir pour la durée restante du projet et pour les projets futurs. Il s'agit de:</p>																																																																																											

H. Enseignements tirés

Pistes d'accès

Problématique

Dans le cadre de désenclavement des zones de production, le rapport de conception a prévu la l'aménagement et la réhabilitation de 144 km de pistes agricoles (57 km à Ouarzazate, 55 km à Thanguir et 32 Km à Béni Mellal) avec un coût unitaire moyen de 400.000 Dh.

Les études d'exécution des premiers tronçons ont jugé que ce coût unitaire est largement sous-estimé compte tenu de la nature du terrain et du nombre d'ouvrages à réaliser le long de tronçon, et le premier AO a donné un coût unitaire le double des prévisions. Aussi, à mi-parcours le niveau de réalisation sur terrain est faible suite de préparation tardive des études d'exécution

Mesures prises par le projet

Lors de la revu à mi-parcours, et compte tenu de la réalité sur le terrain et du marché, les coûts ont été revus à la hausse à raison de 600.000 Dh à Béni Mellal et à 700.000 Dh à Ouarzazate tout en réduisant la cible quantitative à 113 km au lieu de 144 km. Cette réduction a pris en considération la capacité des structures d'exécution

Leçon tirée

Cette leçon peut servir pour la durée restante du projet et pour les projets futurs. Il s'agit de:

- Suivre le marché et adapter les coûts unitaires lors de la préparation des prochains PTBA,
- Lors de la conception, donner plus de précision sur la qualité des pistes à réaliser et tenir compte des coûts des derniers marchés réalisés dans la zone d'intervention.

Construction des Unités de valorisation

Problématique

Dans le cadre de la valorisation des productions de pommes et la création de la valeur ajoutée au niveau des zones d'intervention en milieu rural, en aval des filières végétales le rapport de conception a prévu la création de quatre unités de conditionnement et stockage frigorifique des pommes (2 unités à Ouarzazate et 2 unités à Béni Mellal), et de 3 unités de transformation de jus de pomme et de vinaigre (2 unités à Ouarzazate et 1 unité à Béni Mellal). Les unités de conditionnement et de stockage seront confiées à des coopératives de services, et les unités de transformation de jus de pomme et de vinaigre seront confiées spécifiquement à des coopératives de femmes, selon la conception. Aussi, compte tenu des capacités limitées de ces structures, le projet a prévu un

programme de renforcement de leur capacité au démarrage du projet avec la réalisation des études technico-économique des unités de valorisation.

*A mi-parcours, les réalisations des UV sur terrain n'ont pas encore démarré et le programme de formation a été initié timidement*

### **Mesures prises par le projet**

Parmi les principales contraintes rencontrées par le projet, la disponibilité des terrains pour les unités de valorisation (UV), prévu à la charge des coopératives. A ce titre, les structures de gestion du projet ont mené des campagnes de sensibilisation auprès des coopératives existantes, et deux lots de terrain ont été fournis par les coopératives pour la construction de deux UV de stockage et de conditionnement des pommes. Sur la base de cet engagement matériel des coopératives, les études technico-économiques et architecturales ont été initiées, et achevées pour les 2 UV. Pour les autres, les négociations sont en cours pour la fourniture du terrain. Aucun programme consistant de renforcement des capacités de ces structures n'a été réalisé à la date de la mission.

### **Leçon tirée**

En plus de la faisabilité technico-économiques des unités de valorisation des produits agricoles, deux conditions préalables et de réussite de ces investissements et de leur durabilité sont nécessaires à savoir:

- l'engagement moral et matériel des structures de gestion qui sont les organisations professionnelles dans ce cas, à travers la fourniture du terrain, au moins, et
- le renforcement des capacités managériales de ces structures, en mettant en place un programme de renforcement des capacités à initier au démarrage du projet et en même temps que la réalisation des études d'exécution des infrastructures.

## **Instabilité de l'AT**

### **Problématique**

Lors de la conception du projet, l'examen des ressources humaines et des moyens matériels disponibles au niveau des quatre agences d'exécution a révélé une insuffisance notoire en ingénieurs, techniciens et animateurs et en moyens logistiques. Pour la mise en œuvre du PDRMA il a été jugé indispensable de mettre en place dans chacune des agences d'exécution, une assistance technique multidisciplinaire, et de renforcer en ressources humaines les services techniques qui assureront la maîtrise d'ouvrage des réalisations.

Depuis le démarrage du PDRMA, le renforcement interne des structures de gestion est resté très limité et le personnel de l'AT recrutée est en majorité peu expérimenté et mal payé.

*Lors de la supervision du FIDA en 2019, cette AT a été jugée très modeste à Ouarzazate et acceptable à Béni Mellal, avec un taux de remplacement et d'instabilité très élevé au niveau des deux UGP (dépassant 70%). Ceci a impacté négativement la gestion du projet et le niveau d'exécution sur terrain. Le proje ta rectifié cette contrainte suite à la mission de supervision du FIDA en 2019.*

### **Proposition**

#### **Adaptation du projet**

En réponse à ces constats, au lendemain de la supervision de 2019, l'AT à Ouarzazate a été restructurée, et les profils ont été adéquatement mobilisés, ce qui a amélioré nettement ses performances. Ceci s'est traduit par un niveau d'exécution relativement satisfaisant depuis fin 2019 et en 2020, malgré les contraintes liées au COVID-19.

### **Leçons tirées**

Cette proposition n'est plus valable pour le PDRMA, mais c'est une leçon à prendre en compte pour les prochains projets

- Pour éviter le départ des experts en cours de l'exercice, une prime de fin de mission peut être prévue par les termes de référence. Aussi, les tdr doivent prévoir une partie de la rémunération en liaison avec les produits du projet
- En plus de la mise en place de l'AT dès le démarrage du projet, un minimum de personnel dans les structures permanentes de gestion est indispensable tout en identifiant clairement la mission de l'AT et de l'administration pour éviter tout éventuel conflit et chevauchement.
- L'administration veillera à l'évaluation continue de l'AT et de s'assurer que les départs sont obligatoirement remplacés par des profils au moins similaires

## **Planification des activités**

### **Problématique**

Généralement, les deux premières années qui suivent l'entrée en vigueur le financement extérieur sont consacrées à la mise en place des structures de gestion et de coordination du projet, au recrutement de l'AT, et la réalisation de quelques études des

infrastructures. Les réalisations sur terrain ne démarrent qu'à partir de la fin de la deuxième année, dans les meilleurs des cas. Pour le PDRMA, lors de la conception du projet, le COSTAB a prévu l'exécution de 25% des investissements au cours des deux premières années, et la construction des unités de valorisation et des pistes d'accès a été planifiée la deuxième année du projet. Les PTBA de démarrage ont adopté la même planification, sans prendre en considération la mise en place des structures de gestion et la réalisation des études préalables.

*A mi-parcours le PDRMA se trouve avec un niveau d'exécution et un niveau de décaissement faibles et incohérent avec la période écoulée de la durée du projet et avec la planification du COSTAB et des PTBA.*

### Proposition

Le projet a essayé de récupérer les retards accusés durant les deux premières années, et a planifié beaucoup d'investissement dans le cadre du PTBA 2020, mais malgré les efforts déployés, les conditions sanitaires et de confinements causées par le COVID-19, le niveau de réalisation sur terrain est resté modeste et sans récupération des retards par rapport à une planification qui dépasse les capacités d'exécution des structures de gestion et de mise en œuvre

### Leçon tirée

Cette leçon reste valable pour le projet, surtout dans la planification des activités dans le cadre des prochains PTBA, et valable aussi pour les projets futurs.

- Considérer la planification du COSTAB indicative et la mettre à jour lors de la préparation des PTBA, tout en prenant en considération la capacité des structures de gestion et de mise en œuvre
- Prendre en considération cette contrainte de planification depuis la conception du projet et réaliser les études avant le démarrage du projet

## I. Actions convenues

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
<b>Efficacité en matière de développement</b>		
<b>Renforcement de l'AT</b> Procéder au recrutement immédiat d'un sociologue chargé du ciblage, genre et animation	UGP Ouarzazate	12/2020
<b>Améliorer l'intégration des femmes dans les activités autres que les AGR</b> Accélérer le lancement des activités du programme ciblant principalement les femmes et les jeunes (AGR, microprojets, élevage et apiculture)	UGPs	12/2020
<b>Activation de la mission du sociologue</b> Activer le rôle du sociologue chargé(e) du ciblage, genre et animation sociale au niveau de l'AT	UGP Beni Mellals	12/2020
<b>Renforcement de capacités / Conseil Agricole</b> Développer un plan exhaustif et pluriannuel de renforcement de capacités des bénéficiaires (agriculteurs, planteurs, OPA, coopératives) qui devra préciser le type d'accompagnement, la/les méthode(s), la durée, les moyens disponibles et les ressources externes envisagées	UGP Ouarzazate /ONCA/DDERZM	01/2021
<b>Réalisation des produits et objectifs</b> Déployer plus d'effort de la part des UGP et UCCP pour respecter les calendriers convenus pendant la mission de la revue à mi-parcours pour la mise en œuvre des activités planifiées et le fonctionnement des UV avant l'achèvement du projet.	UGPs/ UCCP	



<b>Accélérer le rythme d'engagements et de réalisations</b>  Mettre en place les activités prévues de redéploiement des crédits tels que validés par la mission de revue à mi-parcours. Prendre en compte les changements d'approche (réduction de la démarche clé-en-main en faveur d'une plus grande participation des bénéficiaires)	UGP Ouarzazate	
<b>Durabilité et transposition à plus grande échelle</b>		
<b>Finalisation du plan de formation</b>  Réviser le contenu et les méthodes de formation sur l'environnement et les changements climatiques	UGP, AT et ONCA	12/2020
<b>Diversification des sources de revenu</b>  Identifier des AGR de diversification dans le cadre de la sous-composante 1.3, incluant des aspects environnementaux	UGP et AT	03/2021
<b>Gestion du projet</b>		
<b>Manuel de procédures</b>  Réviser le manuel de procédures compte tenu des ajustements physiques et méthodologiques apportés conjointement lors de cette mission, tout en clarifiant les supports et les responsabilités de collecte, de transmission et de consolidation des données pour alimenter le système de suivi-évaluation.	UCCP/ UGP	12/2020
<b>Coordination entre UGP</b>  Renforcer la coordination entre les deux UGP et avec les partenaires du projet	UGP/UCCP	12/2020
<b>Mobilisation des profils</b>  Mobiliser l'Ingénieur en Développement Rural à Ouarzazate et l'animatrice à Beni Mellal afin de se pencher davantage sur les questions d'encadrement en parfaite coordination avec les services de l'ONCA	UGPs	12/2020
<b>Désagrégation de la Base de données</b>  Mise en place de la base de données pour le suivi des bénéficiaires par activités avec l'identification grâce aux données de la carte d'identité permettant la ventilation par sexe et groupe d'âge.	UGPs	12/2020
<b>Rôles et responsabilités</b>  clarifier les responsabilités au sein de l'AT en matière de SE et la fréquence pour la collecte des données;	UCCP/UGP	12/2020
<b>Assurer conformité et opérationnalisation du SSE</b>  Le système de suivi centralisé doit être complété au plus tôt pour intégrer le volet du suivi-évaluation prenant en compte tous les indicateurs du cadre logique afin de permettre la consolidation des données automatique et l'édition de rapports semestriels.	UCCP	01/2021
<b>Préparation de l'Enquête à mi-parcours des indicateurs d'effets</b>  Préparer les TdR pour l'enquête à mi-parcours à lancer en 2021 et le questionnaire pour les indicateurs d'effets du cadre logique selon la méthodologie recommandée dans les nouvelles Directives FIDA; et partager avec le FIDA pour revue et non objection	UCCP/ UGP/ FIDA	01/2021

<b>Renforcement de l'AT</b>  Contracter un bureau de contrôle et de supervision des travaux d'accès à Ouarzazate	UGP Ouarzazate	02/2021
<b>Integration des etudes d'impact dans les Tdrs des entreprises</b>  Intégrer systématiquement des études sociales et environnementales dans les termes de référence des entreprises à sélectionner	UGP/ AT	
<b>Gestion et exécution financière</b>		
<b>Révision du PTBA</b>  Le projet devra soumettre un PTBA 2020 révisé, en veillant à prévoir un montant de paiements prévus sur l'année en ligne avec les crédits de paiement délégué	UCCP	11/2020
<b>Suivi de la contribution gouvernementale</b>  Maintenir à jour le tableau de suivi des fonds de contrepartie et veiller à identifier les paiements réalisés par composante et par catégorie du projet.	UGP	12/2020
<b>Valorisation de la contribution des bénéficiaires</b>  Mettre à jour l'estimation de la contribution des bénéficiaires, conformément aux directives FIDA	UGP	12/2020
<b>Logiciel Comptable SIDERZM</b>  Finaliser l'opérationnalisation et l'exploitation effective du SIDERZM qui sera la source principale et fiable pour la génération des données financières pour le projet	UCCP	12/2020
<b>Suivi plus rapproché des dispositions du Décret.</b>  S'assurer que les rapports d'évaluations comportent de plus amples détails sur l'examen de l'offre concernant l'examen de l'évaluation et de l'attribution des marchés	Cellules des marchés	01/2021
<b>Respect des dispositions du FIDA</b>  Tous les contrats doivent obligatoirement inclure référence aux deux nouvelles politiques du FIDA (anti-harcèlement sexuel et corruption). Les activités de passation des marchés ne doivent pas être en contradiction avec les directives du FIDA en PM et conformément aux dispositions de l'accord de financement. (Exemples utilisation la liste restreinte etc.).	UCCP	01/2021
<b>S'assurer de la révision du manuel des procédures pour mieux définir les rôles lors de la passation, exécution et archivage des marchés.</b>  Le projet doit s'assurer de la révision du manuel des procédures pour mieux définir les rôles lors de la passation, exécution et archivage des marchés.	UCCP	01/2021



Investir dans les populations rurales

## **Maroc**

---

### **Atlas Mountains Rural Development Project**

#### **Revue à mi-parcours**

#### **Cadre logique du projet**

Dates de mission: 20/05/2020 - 05/11/2020

Date du document: 09/12/2020

Identifiant du projet 2000001403

Numéro du rapport: 5525-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes



## Atlas Mountains Rural Development Project

### Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Portée</b> Portée du projet: nombre de personnes et ménages ayant bénéficié des services du projet.	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet										
	Femmes		4 005	8 110	2 263	5 091	62.8				
	Hommes		9 345	18 690	7 828	15 817	84.6				
	Jeunes		7 600	15 219	1 015	3 044	20				
	Personnes autres que les jeunes		5 740	11 481	9 076	17 864	155.6				
	Nombre total de personnes bénéficiant de services		13 400	26 800	10 091	20 908	78				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés							rapports d'activités	annuel		
	Ménages dirigés par une femme			26 620	159	375	1.4				
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef			180	9 893	20 453	11 362.8				
	Ménages			26 800	10 052	20 828	77.7				
	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages										
	Membres des ménages			162 400	58 518	120 229	74				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Objectif du projet</b> Objectif Global: Contribuer à réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations rurales des zones de montagne.	Réduction de la pauvreté rurale en 2030 (à la fin de la 3ème phase du programme). •							statistiques nationales	référence, MP et achèvement	UCCP/FIDA	Les conditions macroéconomiques continuent à s'améliorer.
	reduction in rural poverty			30							
<b>Objectif de développement</b> Objectifs de développement amélioration des revenus, accès aux marchés, gestion durable des ressources naturelles, et diversification des sources de revenu	Taux d'augmentation du revenu moyen des ménages ruraux (National / zone du projet)							Statistiques nationales/DPA	référence, MP et achèvement	UCCP/SSE	Le Maroc poursuit la politique engagée en faveur de l'adaptation au changement climatique.
	Taux d'augmentation du revenu moyen des ménages ruraux		12.5	25							
	Revenu moyen par ménage (Ar)										
<b>Effet direct</b> Effet 1: Augmentation de la production et valorisation aval des filières ont amélioré les revenus des groupes cibles	Pourcentage d'augmentation des rendements des filières agricoles							Statistiques de la DPA	référence, MP et achèvement	UCCP/UGP	La fluctuation des prix sur les marchés pour les produits visés n'affecte pas la marge de bénéfice.
	augmentation des rendements filière pommier		27	60							
	augmentation des rendements filière pomme de terre		10	22							
	augmentation des rendements filière viande ovine		30	65							
	augmentation des rendements filière safran		30	48							
	augmentation des rendements filière miel		44.5	93							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses	
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité		
	Augmentation des prix au producteur pour les filières concernées							Statistiques de la DPA	référence, MP et achèvement	UCCP/UGP		
	augmentation des prix aux producteurs de pommes			20								
	augmentation des prix aux producteurs de pommes de terre			30								
	augmentation des prix aux producteurs de viande ovine			20								
	augmentation des prix aux producteurs de safran			15								
	augmentation des prix aux producteurs de miel			30								
	2.2.5 Organisations de producteurs ruraux faisant état d'une augmentation des ventes							rapports d'activités	référence, MP et achèvement			
	Pourcentage d'organisations de producteurs ruraux											
	Nombre d'organisations de producteurs ruraux		100	103								
	Organisations de producteurs ruraux avec des femmes occupent des postes de direction		39	39								
	Organisations de producteurs ruraux - culture		7	7								

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Organisations de producteurs ruraux - élevage		54	57							
	Augmentation des revenus des producteurs et éleveurs							Enquêtes bénéficiaires	référence, MP et achèvement		
	augmentation des revenus		12.5	25							
	1.2.2 Ménages déclarant l'adoption de technologies, de pratiques ou d'intrants nouveaux/améliorés							Enquêtes bénéficiaires	référence, MP et achèvement		
			17	25							
	Membres des ménages		5 400	7 644							
	Hommes		3 780	5 351							
	Femmes		1 620	2 293							
	Ménages		900	1 274							
	2.2.6 Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés et aux installations de transformation et de stockage							Enquêtes bénéficiaires	référence, MP et achèvement	UCCP/SSE	
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de transformation			30 000							
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de stockage			30 000							
Produit Produit 1.1: Développement des filières végétales à l'amont et à l'aval	1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production							rapports d'activités	annuel		



Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Nombre total de personnes formées par le projet		1 400	2 800		0	0				
	Nombre total de présences aux sessions de formation					2 636					
	Hommes formés à la production végétale		1 680	1 960		2 530	129.1				
	Femmes formées à la production végétale		720	840		106	12.6				
	Jeunes formés à la production végétale		1 368	1 596		1 028	64.4				
	Personnes autres que les jeunes formées à la production végétale		1 032	1 204		1 608	133.6				
	Personnes formées à la production végétale		1 400	2 800		2 636	94.1				
	2.1.3 Organisations de producteurs ruraux soutenues							rapports d'activités	annuel		
	Organisations de producteurs ruraux soutenues		91	109	14	32	29.4				
	Tailles des organisations de producteurs		2 105	3 450	501	1 549	44.9				
	Hommes				497	1 515					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes				4	34					
	Jeunes				183	257					
	Personnes autres que les jeunes				318	1 292					
	Femmes occupent des postes de direction		4	14	2	2	14.3				
	2.1.6 Installations de commercialisation, transformation et stockage construites ou remises en état							rapports d'activités	annuel		
	Nombre total d'installations		20	23	0	0	0				
	Installations de transformation construites ou remises en état		12	12	0	0	0				
	Installations de stockage construites ou remises en état		8	11	0	0	0				
	Nombre de produits labellisés pour les filières							rapports d'activités	annuel		
	produits dérivés commercialisés filière viande										
	Produits labellisés filières végétales										
Produit Produit 1.2. Renforcement de la filière animale et apiculture et des capacités des éleveurs et apiculteurs.	No de points d'eau pour le bétail remis en état/construits et l'équipés avec pompage à l'énergie solaire							rapports d'activités	annuel	UCCP/SSE	
	points d'eau pour le bétail		16	53	4	4	7.5				
	1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Nombre total de personnes formées par le projet		1 245	2 190	0	0	0				
	Nombre total de présences aux sessions de formation				0	800					
	Hommes formés à la production animale		765	1 533	0	600	39.1				
	Femmes formées à la production animale		325	657	0	200	30.4				
	Jeunes formés à la production animale		438	876	0	500	57.1				
	Personnes autres que les jeunes formées à la production animale		647	1 294	0	300	23.2				
	Personnes formées à la production animale	0	1 245	2 190	0	800	36.5				
					0	0					
	Nombre d'unités apicoles de démarrage avec kit d'équipement de base distribuées							rapports d'activités	annuel		
	unités apicoles		550	1 900							
	1.1.3 Producteurs ruraux ayant accès aux facteurs de production et/ou aux paquets technologiques							rapports d'activités	annuel		
	Femmes				279	567					
	Hommes				3 547	5 832					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Jeunes				134	254					
	Personnes autres que les jeunes				3 896	6 349					
	Producterus ruraux		656	1 094	3 826	6 399	584.9				
<b>Produit</b> Produit 1.3. Diversification des sources de revenus	2.1.2 Personnes formées à des activités productrices de revenus ou à la gestion des entreprises							rapports d'activités	annuel		
	Femmes		150	312	0	0	0				
	Hommes		312	624	0	0	0				
	Jeunes		208	416	0	0	0				
	Personnes autres que les jeunes	0	254	520	0	0	0				
	Personnes formées à des activités productrices de revenus ou à la gestion des entreprises		462	936	0	0	0				
	2.1.1 Entreprises rurales ayant accès à des services de développement des entreprises							rapports d'activités	annuel		
	Entreprises rurales		65	100	0	0	0				
	Taille des entreprises				0	0					
	Hommes				0	0					
	Femmes				0	0					
	Jeunes				0	0					
	Personnes autres que les jeunes				0	0					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes occupent des postes de direction				0	0					
<b>Effet direct</b> Effet 2: La gestion des ressources naturelles et les activités de diversification des sources de revenu renforcent la résilience des populations et des systèmes de production	3.2.2 Ménages déclarant l'adoption de pratiques et technologies durables et résilientes au changement climatique							Enquêtes bénéficiaires	référence, MP et achèvement	UCCP/SSE	
	Ménages			40							
	Membres des ménages			32 800		382	1.2				
	Ménages			10 000		392	3.9				
	Augmentation des revenus non agricoles dans la zone du projet							rapports d'enquête bénéficiaires	référence, MP et achèvement	UCCP	
	augmentation des revenus non agricoles			30							
	2.2.1 Emplois nouveaux créés							Enquête spécifique	référence, MP et achèvement	UCCP/SSE	
	Bénéficiaire du travail - hommes										
	Emplois nouveaux	0	360	1 000							
	Bénéficiaire du travail - femmes			780							
	Bénéficiaire du travail - jeunes			780							
	Bénéficiaire du travail - personnes autres que les jeunes										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Nombre de sites de production désenclavés							Enquête spécifique	référence, MP et achèvement		
	sites de productions désenclavés			40							
	Pourcentage des superficies aménagées en PMH gérées conformément aux nécessités de l'économie en eau							Enquêtes spécifiques			
	Hectares of land	0	50	80		296	370				
	Taux de réduction de l'érosion dans les zones aménagées en ouvrages de CES							Enquêtes spécifiques			
	Réduction du taux d'érosion		50	80							
<b>Produit</b> Produit 2.1. Développement des aménagements hydro-agricoles	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état							rapports d'activités	annuel		
	Superficie en hectares		1 389	2 783	540	2 510	90.2				
	3.1.1 Groupes soutenus dans la gestion durable des ressources naturelles et des risques liés au climat							rapports d'activités	annuel		
	Groupes soutenus	0	7	11	12	16	145.5				
	Taille des groupes		140	220	590	720	327.3				
	Hommes		88	176	545	645	366.5				
	Femmes		22	44	45	75	170.5				
	Jeunes		33	66		0	0				
	<b>Produit</b> Produit 2.2. Protection des terres de culture contre l'érosion	Nombre d'ouvrages de correction des pentes d'écoulement des cours d'eau, de stabilisation des ravins et oueds réalisés							rapports d'activités	annuel	
ouvrage de CES			17 000	48 000	21	41	0.1				
3.1.4 Hectares de terres soumises à une gestion résiliente au climat							Rapport d'activités et SIG	annuel	UGP-USE		
Superficie en hectares			1 300	2 626	177	344				13.1	

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Produit</b> Produit 2.3. Amélioration de l'accès aux sites de production grâce à la réalisation de pistes agricoles	2.1.5 Kilomètres de routes construites, refaites ou améliorées							rapports d'activités	annuel	UCCP/SSE	
	Longueur des routes (km)		17	113	8	13	11.5				



Investir dans les populations rurales

## Maroc

---

### Atlas Mountains Rural Development Project

### Revue à mi-parcours

### Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Dates de mission: 20/05/2020 - 05/11/2020

Date du document: 09/12/2020

Identifiant du projet 2000001403

Numéro du rapport: 5525-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes







## Annexe 1: Annexes financières

**Tableau 1A: Performance Financière par financier au 30 septembre 2020**

Source de financement	Montant approuvé (en mEUR)	Paielements (en mEUR)	% paiement
Prêt du FIDA	40 610	3 798	9%
Don du FIDA	1 290	675	52%
Gouvernement	12 250	1 629	13%
Bénéficiaires	1 080	0	0%
<b>Total</b>	<b>55 230</b>	<b>6 102</b>	<b>11%</b>

La contribution du gouvernement intègre en plus de la TVA payé, la contribution en nature (soit les salaires et les frais de fonctionnement).

**Tableau 1B: Performance financière par composante au 30 septembre 2020(en mEUR)**

Composantes	Prêt FIDA			Don FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%
Développement et valorisation des filiales agricoles	18 730	993	5%	128	-	0%	4 820	298	6%	1 080	-	0%	24 758	1 291	5%
Aménagements hydro-agricoles, protection des terres de culture et pistes rurales	19 063	1424	7%	192	-	0%	4 815	617	13%	-	-	n.a	24 070	2 041	8%
Gestion du Projet, appui institutionnel, et coopération Sud-Sud	2 817	1382	49%	970	675	70%	2 615	714	27%	-	-	n.a	6 402	2 771	43%
<b>Total</b>	<b>40 610</b>	<b>3 798</b>	<b>9%</b>	<b>1 290</b>	<b>675</b>	<b>52%</b>	<b>12 250</b>	<b>1 629</b>	<b>13%</b>	<b>1 080</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>55 230</b>	<b>6 102</b>	<b>11%</b>

**Tableau 1C: Taux de décaissement du prêt et don FIDA (mEUR, au30/09/2020)**

Don FIDA 200000164600

Catégories	Allocation initiale (1)	Décaissements (2)	Solde (1) - (2)	% décaissement (2)/(1)
3. Formation et assistance technique	1 145	0	1 145	0%
4. Etudes et conventions	145	0	145	0%
Avance initiale	0	1 290	-1 290	n.a
<b>Total</b>	<b>1 290</b>	<b>1 290</b>	<b>0</b>	<b>100%</b>

Prêt FIDA 200000164400

Catégories	Allocation initiale (1)	Décaissements (2)	Solde (1) - (2)	% décaissement (2)/(1)
1. Aménagements et travaux	19 330	0	19 330	0%
2. Equipements, véhicules et matériels	11 125	0	11 125	0%
3. Formation et assistance technique	5 640	0	5 640	0%
4. Etudes et conventions	1 610	0	1 610	0%
5. Coûts récurrents	875	0	875	0%
Avance initiale	0	5000	-5000	n.a
Non alloué	2 030	0	2 030	0%
<b>Total</b>	<b>40 610</b>	<b>5000</b>	<b>35610</b>	<b>12%</b>



Investir dans les populations rurales

## **Maroc**

---

### **Atlas Mountains Rural Development Project**

#### **Revue à mi-parcours**

#### **Appendice 2: Avancement des activités du PTBA**

Dates de mission: 20/05/2020 - 05/11/2020

Date du document: 09/12/2020

Identifiant du projet 2000001403

Numéro du rapport: 5525-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes



## Appendice 2: Physical progress measured against AWP&B

Component/Outcome			Period: to janvier 2020 to September 2020				Cumulative	Appraisal	
Sub-component or Output		Indicator	Unit	AWP&B	Actual	%	Actual	Target	%
Component 1 Développement et valorisation des filières agricole /Outcome									
Output Produit 1.1: Développement des filières végétales à l'amont et à l'aval	1.1.4	Persons trained in production practices and/or technologies (personnes formées aux pratiques et technologies de production)	Nombre		0		4127	5600	74%
	2.1.3	Rural producers' organizations supported (organisations de producteurs soutenue)	Nombre		6		23	40	58%
Produit 1.2. Renforcement de la filière animale et apiculture et des capacités des éleveurs et apiculteurs.		No de points d'eau pour le bétail remis en état/construits et l'équipés avec pompage à l'énergie solaire	Nombre		4		4	12	33%
Produit 1.3. Diversification des sources de revenus	1.1.4	Persons trained in production practices and/or technologies (personnes formées aux pratiques et technologies de production)	Nombre		0		800	2190	37%
	2.1.2	Persons trained in income-generating activities or business management (Personnes formées aux activités génératrices de revenus ou à la gestion d'entreprise)	Nombre		0		0	0	0%
Component 2 Aménagement hydro-agricoles, protection des terres de culture et pistes rurales / Outcome									

*Effet 2: La gestion des ressources naturelles et les activités de diversification des sources de revenu renforcent la résilience des populations et des systèmes de production*

3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices

ménage

0

392

1930

20%

Pourcentage des superficies aménagées en PMH gérées conformément aux nécessités de l'économie en eau

Ha

0

296

*Produit 2.1. Développement des aménagements hydro-agricoles*

3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks

nombre

6

6

30

20%

*Produit 2.2. Protection des terres de culture contre l'érosion*

Terres soumises à des pratiques résilientes au climat

Ha

0

494

4151

12%

*Produit 2.3. Amélioration de l'accès aux sites de production grâce à la réalisation de pistes agricoles*

2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded

Km

13

13

87

15%





Investir dans les populations rurales

## **Maroc**

---

### **Atlas Mountains Rural Development Project**

#### **Revue à mi-parcours**

#### **Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution**

Dates de mission: 20/05/2020 - 05/11/2020

Date du document: 09/12/2020

Identifiant du projet 2000001403

Numéro du rapport: 5525-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes



### Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution

<b>Section E. 1 ii)</b>	Le Directeur Provincial de l'Agriculture de Beni Mellal désigné Directeur du projet pour la province de Beni Mellal	Condition préalable au décaissement	Mis en œuvre	
<b>Section E. 1 iii)</b>	Le Directeur de l'ORMVAO désigné Directeur du projet pour les provinces de Tinghir et Ouarzazate	Condition préalable au décaissement	Mis en œuvre	
<b>Annexe 3</b>	Clauses particulières : 1), 2) et 3)	Continu	Mis en œuvre partielle pour le point 2.	La mission invite la DDERZM à veiller à ce que l'ensemble du personnel affecté au projet, et notamment les employés de l'assistance technique, soient couverts par la sécurité sociale conformément à la réglementation en vigueur et à s'assurer auprès du bureau d'étude du versement régulier des cotisations exigées par la loi
<b>Section 4.02 b)</b>	Aucun retrait ne peut être effectué sur le compte du prêt et/ou le compte du don avant que le FIDA n'ait approuvé le premier PTBA	Condition préalable au décaissement	Mis en œuvre	
<b>Section 4.04</b>	Les demandes de retrait ou d'engagement spécial sur le compte de prêt et/ou du compte de don, doivent être accompagnées par les documents et les pièces justificatives	Continu	Mis en œuvre	

<b>Section 7.01 b)</b>	Le projet élabore annuellement un projet de PTBA qu'il transmet au FIDA	60 jours avant le début de l'année du projet considérée	En cours de réalisation	La mission a rappelé au projet que toute dépense non inscrite dans le PTBA non objecté par le FIDA est considérée non éligible. Le projet devra soumettre un PTBA 2020 révisé, en veillant à prévoir un montant de paiements prévus sur l'année en ligne avec les crédits de paiement délégué
<b>Section 7.05</b>	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'emprunteur	Continu	Partiellement mis en œuvre	A compléter
<b>Section 7.08</b>	L'UGP assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon les montants conformes à de saines pratiques commerciales	Continu	Mis en œuvre	La mission a rappelé qu'un état des immobilisations acquises avec les fonds du projet devra être tenu. Cet état devra renseigner sur la description, le coût, la date d'acquisition et lieu d'utilisation de chaque actif acquis avec les fonds du projet et transmis au FIDA dans le cadre des rapports financiers à transmettre. Par ailleurs, la mission invite le projet à identifier clairement les véhicules acquis avec les fonds du projet

<b>Section 7.11</b>	L'emprunteur nomme le directeur du projet et tout le personnel clé du projet selon la procédure précisée dans l'accord de financement et fait en sorte qu'il reste en poste tout au long de la période de mise en œuvre	Continu	Mise en œuvre	Disposition satisfaite
<b>Section 8.02</b>	L'UGP établit et tient un système approprié de gestion d'information conformément aux prescriptions du guide pratique du FIDA pour le suivi-évaluation des projets	Continu	En cours de réalisation	L'AT en matière de suivi évaluation est appelée à : 1-s'assurer que la collecte des données se fait selon les fiches fournies par le FIDA; 2- analyser les résultats obtenus, les comparer avec cibles; 3- expliquer les écarts et ce avec une Fréquence d'un mois. Le SIDERZM est bien mis en place, toutefois son alimentation par une base de donnée par les UGP n'est pas encore régulière
<b>Section 8.03</b>	L'UGP doit remettre au FIDA des rapports d'activité périodiques conformes en la forme et sur le fond aux exigences du FIDA	Continu	Partiellement mis en œuvre	La mission a constaté que contrairement à ce qui est prévu au niveau de l'accord de financement, le projet n'a pas adressé au FIDA des rapports financiers semestriels au plus tard 45 jours après la fin de chaque semestre,
<b>Section 9.01</b>	L'UGP tient des comptes et des livres comptables distincts, conformément à des pratiques comptables appropriées	Continu	Non mis en œuvre	La Mission note que les dispositions de l'accord de financement sont globalement respectées. Elle attire néanmoins l'attention du Projet sur l'importance de finaliser la mise en place et l'opérationnalisation du logiciel de gestion comptable et financière répondant aux exigences du FIDA notamment en matière de suivi des dépenses par source de financement, catégorie de dépense,

				composante et sous composante ainsi que la production automatisée de rapports et la comparaison des réalisations par rapport au budget.
<b>Section 9.03</b>	Remettre au FIDA dans les 6 mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée conforme du rapport d'audit.	6 mois après la fin de chaque N/A année fiscale		Le premier rapport d'audit a été transmis
<b>Section 11.01</b>	Le financement et les paiements au titre des frais de service lors du remboursement du prêt sont nets de tout impôt.			



Investir dans les populations rurales

## **Maroc**

---

### **Atlas Mountains Rural Development Project**

#### **Revue à mi-parcours**

#### **Appendice 4: Analyse technique de fond**

Dates de mission: 20/05/2020 - 05/11/2020

Date du document: 09/12/2020

Identifiant du projet 2000001403

Numéro du rapport: 5525-MA

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale  
Département de la gestion des programmes



## Appendice 4: Technical Background Analysis

### Note relative à la sélection et à l'accompagnement des bénéficiaires

#### Composante Productions Végétales

##### Contexte et objectifs

Cette note s'inscrit dans le cadre de la mission de revue à mi-parcours du Projet de Développement des Montagne de l'Atlas (PDRMA) qui vise à apprécier la mise en place des activités du projet, dresser un bilan des activités réalisées depuis le début de sa mise en œuvre et à valider d'éventuelles nouvelles propositions.

Cette note vise à fournir un cadre conceptuel relatif aux choix et à l'accompagnement des bénéficiaires, tant à l'amont qu'à l'aval des filières. Elle est destinée aux équipes projet (UGP, DPA et ORMVAO et Assistance Technique) et aux personnels locaux de l'office du Conseil Agricole.

##### Approches

Avant d'aborder la question de la sélection des bénéficiaires, il convient de préciser les types d'approches qui sont retenues dans le cadre de ce projet. Jusqu'à présent, c'est l'approche « clé-en-main » qui a été retenue. Cette approche confie les travaux d'extension de plantation à un prestataire externe qui assure les deux premières années de la gestion de la plantation jusqu'à un transfert aux bénéficiaires. Pendant ces deux années, les bénéficiaires sont peu impliqués et le degré d'appropriation est faible.

L'approche « clé-en-main » est à différencier d'une approche participative qui mettrait les bénéficiaires au cœur de l'action et les rendrait acteur de leur développement. C'est vers ce type d'approche qu'il serait intéressant d'adopter pour la seconde partie de la mise en œuvre des activités du projet.

En fonction des cultures envisagées et des contextes régionaux spécifiques, le choix du type d'approche peut varier.

##### Sélection des agriculteurs et des OP

La sélection des bénéficiaires des plantations se fait sur la base de nombreux critères et notamment socio-économiques. Après la révision à mi-parcours, exception faite des marchés déjà passés, une approche plus participative (aussi appelée « Fournitures » par les équipes projet) sera privilégiée. Cette augmentation de la participation des bénéficiaires agriculteurs dans les actions menées est de nature à renforcer l'adhésion et l'appropriation des actions par les agriculteurs et de les rendre acteurs de l'amélioration de leurs conditions socio-économiques.

Cela requiert d'inclure un paramètre « participatif » dans les critères de sélection. Pour ce faire, il est préconisé qu'après une première sélection sur la base d'indicateurs socio-économiques « classiques », des entretiens soient conduits avec cette première sélection pour juger du degré de participation affiché par les futurs bénéficiaires. L'équipe projet devra également présenter aux bénéficiaires les conditions requises en matière de participation pour bénéficier des actions. Un document (convention de partenariat ou acte d'engagement) dans lequel les engagements des bénéficiaires seront exposés devra être signé.

##### Accompagnement des bénéficiaires

L'accompagnement des bénéficiaires est la clé de la réussite des actions de développement. Cet accompagnement nécessite donc en préalable une compréhension fine de leurs réalités et une analyse précise de leurs besoins pour que l'accompagnement proposé soit le plus adapté possible.

##### Agriculteurs et OP

L'accompagnement technique des cultivateurs et des organisations de producteurs doit être pragmatique et concret. Les actions d'accompagnement menées doivent correspondre à leur quotidien et être concrètes et pratiques.

##### Formations pratiques – learning by doing

L'apprentissage au champ est une composante essentielle de la réussite des programmes de renforcement des capacités des agriculteurs. Organisées en petit format (maximum 10 agriculteurs), des séances de formations thématiques abordent, sous l'encadrement d'un professionnel reconnu, une thématique technique particulière. Il est important de consacrer la séance de **formation** à une **thématique technique unique** (taille des arbres par exemple).

- Le choix des sites / parcelles de formations est un autre élément important à prendre pour la réussite de l'activité. Ces sites doivent être sélectionnés, par le formateur, chez des agriculteurs, qui autorisent les formations à se tenir dans leur parcelle et à ce que des actions techniques aient lieu.
- En préalable à la formation pratique, il est tout à fait envisageable qu'une brève partie théorique soit exposée au champ.



- Viennent ensuite les démonstrations pratiques auxquelles les agriculteurs doivent absolument participer. La participation des agriculteurs est absolument nécessaire à la réussite des formations et au transfert de compétence.

*Exemple de formation pratique de taille des oliviers : le formateur, une fois une première taille d'olivier réalisée (avec l'équipement nécessaire – tronçonneuse et/ou scie, etc. et lui conférant par ailleurs une **légitimité**) propose à un binôme d'oléiculteurs de choisir un olivier et de marquer à la bombe de peinture les branches qu'il souhaiterait tailler. Une fois terminé, le binôme explique ses choix au formateur, ce dernier validant ou pas les choix du binôme d'agriculteurs.*

- au cours des formations pratiques (sur les bonnes pratiques culturales), il est important (i) d'identifier la zone (ou les arbres par exemple) ayant reçue une intervention de sorte à pouvoir comparer les effets des pratiques d'une année sur l'autre et (ii) de garder, dans une partie du verger « hôte » de la formation, une zone (ou quelques arbres par exemples) où la pratique culturale initiale a été conservée de sorte à pouvoir comparer différents types de pratique.

### Accompagnement dans le temps

L'action répétitive dans le temps est un facteur de réussite en matière de renforcement de capacités. Les agriculteurs bénéficiaires des formations intègrent que, le temps du projet, un accompagnement récurrent est dispensé et que les agriculteurs peuvent bénéficier de référent qui saura répondre à leurs questions spécifiques. Les thématiques des formations doivent être répétées au moment opportun du cycle cultural (taille, lutte contre les ravageurs, etc.) et idéalement dans les parcelles ou vergers qui ont accueillies les formations précédentes de sorte à pouvoir discuter des évolutions constatées consécutives à une session de formation antérieure. Ceci permet en outre de confronter le formateur devant ses pratiques culturales et permet aux agriculteurs d'évaluer son travail (gain de confiance) et le mettant dans les dispositions nécessaires pour qu'il puisse réaliser le travail seul dans ses propres parcelles.

### Fermes / sites pilotes

Les fermes pilotes sont des sites, au sein d'exploitation agricole, où les pratiques agricoles et les facteurs de productions sont optimisés à des fins de démonstration. Elles permettent de :

- Faire la démonstration de techniques innovantes (par exemple systèmes d'irrigation à la parcelle, pratiques agricoles spécifiques, suivi et évaluation des performances technico-économiques d'une exploitation agricole type, etc.) ;
- Disposer d'un support grandeur nature et « parlant » pour diffuser un message auprès des autres paysans de la zone ;
- Disposer d'une situation de référence qui permet d'évaluer les impacts des bonnes pratiques agricoles d'un projet.

La mise en place de sites pilotes peut suivre la méthodologie détaillée ci-après

#### **Choix du/des paysans et de(s) sites : faisabilité et réceptivité locale**

La réussite de la ferme pilote dépend de plusieurs facteurs dont le plus important est très certainement le paysan. En effet, la mise en place d'une ferme pilote implique certaines contraintes qui peuvent s'avérer difficile à gérer pour le paysan, sur le court terme comme sur le long terme.

Le choix du paysan doit répondre à plusieurs critères. En premier lieu, sa volonté de participer à l'aventure car il devra disposer de **l'état d'esprit nécessaire (presque pionnier, tropisme pour l'innovation, propension au changement, esprit communicatif)** à la mise en place d'un tel dispositif au sein de son exploitation agricole. En effet, la ferme pilote demande une implication régulière et représente un effort supplémentaire que l'agriculteur doit consentir.

Dans un second temps, l'exploitation pilote doit prendre en compte des caractéristiques qui font de la **ferme pilote un élément représentatif** des exploitations agricoles de la zone. Si plusieurs types d'exploitations sont référencés (nécessité de dresser une typologie des exploitations agricoles de la zone), il est tout à fait envisageable de réaliser plusieurs fermes pilotes en fonction des types d'exploitation présentes. Le choix de l'exploitation doit également reposer sur le facteur « **taille de l'exploitation** ». En d'autres termes, la taille de l'exploitation doit permettre au paysan de « mettre à disposition » une partie de son exploitation sans pour autant impacter sa capacité à produire et à générer un revenu grâce à son activité « traditionnelle ». Cet élément donne ainsi une certaine latitude pour mettre en place des techniques innovantes, tester de nouvelles pratiques qui peuvent parfois prendre du temps à être intégrées par l'exploitant lui-même.

#### **Durée de l'intervention et moyen à mettre à disposition**

La ferme pilote doit s'inscrire dans un temps relativement long. Les changements qui peuvent être mesurés à l'échelle d'une exploitation agricole s'inscrivent souvent dans un temps long qui suit les cycles de production agricole.

D'autre part, les ressources à allouer à une ferme pilote doivent être relativement importantes. Il s'agit en effet de présenter des systèmes de production modernisés, optimisés, conduits dans les meilleures conditions. Pour

arriver à des résultats, il faut mettre en place les conditions idéales de démonstration et de comparaison qui représentent souvent un coût supplémentaire par rapport à une exploitation traditionnelle

### **Suivi – Evaluation - Diffusion**

L'intérêt d'une ferme pilote ou d'un réseau de fermes pilotes est de faire la démonstration de l'intérêt de pratiques agricoles / d'irrigation particulières et de pouvoir le diffuser auprès de la population agricole.

Pour ce faire, il est essentiel de mettre en place un système de suivi / évaluation rigoureux. Il devra dans un premier temps faire état de la situation de référence, et dans un second temps de préciser les indicateurs à suivre et suivant quelle régularité notamment.

Le système de suivi / évaluation devra faire état des performances techniques mais également technico-économiques des exploitations pilotes.

Il permettra notamment de fournir des premiers éléments d'analyse et présente également l'intérêt de pouvoir réorienter le travail effectué dans un objectif de constante amélioration (cf. schéma ci-dessous).

Enfin, la ferme pilote ne saurait présenter d'intérêt sans une campagne de diffusion des résultats. Cette diffusion peut s'illustrer de différentes manières : des visites in-situ (discussion avec l'agriculteur pilote, formations) mais également à travers diverses publications qui peuvent mettre en lumière le travail accompli.

**Figure 9: Cycle des projets pilotes**



### **Coopératives de services et GIE**

L'accompagnement des structures qui fourniront un service aux agriculteurs de la zone, qu'il s'agisse de coopérative de services agricoles (dont les équipes métiers, coopérative de pomme de terre ou encore coopérative de semis direct) est essentiel à la pérennité des actions engagées dans le cadre du PDRMA. Ces structures doivent être accompagnées pour que le service rendu réponde aux attentes des bénéficiaires et parfois adhérents de ces structures. La nature de l'accompagnement est double : technique ainsi qu'administratif et financier.

### **Accompagnement administratif et financier**

En la matière, l'accompagnement doit concerner les thématiques suivantes :

- Diagnostic de chaque OP et GIE : dossier administratif, Assemblées Générales, Rapports Financiers et moraux, fond de roulement, archivage, etc. ;
- Elaboration/révision/actualisation des contrats et/ou des règlements intérieurs des OP et GIE ;
- Définir les objectifs des OP et GIE et élaborer les plans d'actions détaillés correspondants ;
- Etablir les guides de procédures internes.
- Formation et encadrement des membres des Conseils d'Administration des OP et GIE.

## **Accompagnement technique des coopératives de services**

Les coopératives de services, telles que les équipes-métiers ou bien la coopérative proposant des services de semi direct doivent être accompagnées par le projet afin de renforcer leurs capacités techniques. Ceci peut se faire par l'intermédiaire de formations techniques plus poussées que celles des agriculteurs, comprenant cette fois-ci, en plus des parties techniques (Cf. supra) des parties théoriques nécessaires à la réalisation de leurs prestations.

Enfin, un suivi sur le long terme pour assurer le développement commercial de leurs activités est nécessaire de la part du projet. Cet accompagnement pourrait prendre la forme suivante:

- Organisation de journées professionnelles de mise en relation des coopératives de services auprès des OP (rencontre, démonstration de travaux dans les vergers)
- Accompagnement dans la préparation des plans d'intervention des coopératives de services dans les zones concernées
- Accompagnement des coopératives de services dans la structuration de leur offre de service et dans leur plan d'intervention
- Organisation de rencontres/échanges avec les coopératives de services fonctionnelles et opérationnelles

## **Accompagnement technique des UV**

### ***Gestion des approvisionnements***

La gestion des approvisionnements est primordiale au bon fonctionnement des UV. Un bon plan d'approvisionnement est également essentiel à l'instauration d'une relation de confiance avec les apporteurs. Les actions d'accompagnement des UV en la matière doivent comporter les éléments suivants :

- Caractérisation des paniers d'approvisionnement (apporteurs, zone, surfaces, typologie, estimation des volumes, etc.) ;
- Elaboration du cahier des charges (qualité de l'approvisionnement) ;
- Elaboration d'un plan d'approvisionnement pluriannuel ;
- Elaboration d'un guide de procédure technique de fonctionnement des UV ;
- Elaboration d'un plan de maintenance curative et préventive des équipements des UV ;
- Plan de recrutement du personnel (opérateurs, ouvriers, saisonniers, etc.) et des fiches de postes ;
- Plan d'organisation du travail
- Formation du personnel
  - *Contrôle qualité*
  - *Fonctionnement et maintenance des équipements*
  - *Conditionnement*
  - *Hygiène, santé, sécurité*
- Identification de partenariat avec les organismes de conseils techniques (publics ou privés) pour la partie amont (sécurisation quantitative et qualitative des approvisionnement) et la partie transformation (contrôle qualité de la production).

### ***Valorisation de la production et commercialisation***

- Elaboration d'un plan de gestion des stocks ;
- Accompagnement pour l'obtention de l'agrément sanitaire de l'ONSSA ;
- Accompagner les OPA dans la recherche de partenariats commerciaux ;
- Accompagner les OPA dans l'élaboration d'un plan marketing (conditionnement, packaging, publicité, labellisation, etc.).
- Elaboration d'un plan d'affaire pluriannuel des unités de valorisation

# **Note explicative de la démarche de ciblage et de S&E du programme – Indicateurs de portée et indicateurs de produits**

<b>Objectif de la note</b>	Cette note a pour objectif d'expliquer à l'équipe du projet le processus proposé pour constituer la base de données des bénéficiaires et du Suivi-Evaluation du programme.
<b>Destinataires</b>	Directeurs de l'ORMVAG et de la DPA Coordonnateurs des UGP Responsables du S&E Equipes techniques des deux UGP Membres de l'équipe AT
<b>Justificatif</b>	La mission de supervision a constaté les difficultés des deux UGP à mettre en place une base de données des bénéficiaires ainsi que sa mise à jour. Les équipes rencontrent en conséquence des difficultés à mettre en place un processus de S&E adéquat. La mission a donc proposé un processus complet de mise à niveau des activités de ciblage et de S&E du programme.
<b>Duplication</b>	Il est proposé de joindre cette note au manuel de procédure propre au programme PDRMA. Il pourra également servir à d'autres équipes de gestion des programmes FIDA.

## Partie 1 : indicateurs de portée

### Justificatif

Le processus de ciblage et de vérification des critères d'éligibilité doit être documenté. Chaque UGP doit disposer d'une base de données actualisée.

Cette base de données servira à suivre de près les réalisations du programme, à créer une mémoire pour l'ensemble des actions entretenues et également, pour le FIDA, de vérifier les critères d'éligibilité et de rassurer la qualité du ciblage et la qualité de collecte des données.

### Objectif

Il est donc important de conduire un travail de base qui devrait définir clairement la démarche de ciblage, de contrôler sa qualité et de la documenter.

Ce travail de base permettra facilement de lier les activités du programme au système de suivi-évaluation.

### Outil et démarche proposés : Base de données des bénéficiaires (FN°1 Liste des bénéficiaires de chaque activité)

Il est donc proposé de mettre en place une base de données globale des bénéficiaires du programme qui comprendra : i) un **code unique** pour chaque bénéficiaire afin d'éviter les doublons(ex. le N° de la CIN) ; ii) les données générales sur le bénéficiaire(sexe, âge) ; iii) données en lien avec les critères de ciblage du FIDA ; iv) données socio-économiques utiles à préciser par l'équipe elle-même selon leurs besoins(ex. nombre d'enfants en âge de scolarisation, etc.)

Ces données seront recueillies au fur et à mesure par les équipes techniques chargées de mettre en œuvre les activités du programme. Ils peuvent utiliser des fiches d'identification des bénéficiaires à remplir par eux-mêmes ou avec l'aide des OPA.

Exemple de liste de bénéficiaires pour une plantation d'amandier :

**Critère d'éligibilité à vérifier** : les petits agriculteurs dont le revenu provient d'une exploitation agricole ne dépassant pas 2 ha en irrigué et moins de 10 ha en agriculture pluviale

Nom de l'OPA Nom du Périmètre / Nom de la commune										
N°	CIN du bénéficiaire	Prénom	Nom	Genre	Age	Chef de ménage	Douar	Indice d'appartenance au ménage même	Nbre de Ha	Mode d'irrigation
1	G764098	Mohamed	Gardani	H	56	Oui	Ait Hmad	1	1,2	Irrigué
2										
3										
4	G658346	Fatima	Ouhedou	F	43		Ait Hmad	1	0,7	Irrigué
5										

Il est à noter que pour quelques activités, il serait difficile d'établir la liste définitive des bénéficiaires. Par exemple, pour les projets de pistes ou de points d'adduction en eau potable, il est plus pertinent de calculer le nombre de ménages bénéficiaires. Le nombre de bénéficiaires est donc calculer en multipliant le nombre des ménages bénéficiaires de ces activités par la taille moyenne du ménage.

Ces données pourront donc nous renseigner sur les indicateurs de portée relatifs au nombre de personnes et ménages ayant bénéficié des services du projet.

#### **Ind. 1 : Nombre de personnes bénéficiant directement de services promus ou appuyés par le projet**

##### **Définition**

Fait référence au nombre de personnes ayant directement reçu ou utilisé des services promus ou appuyés par le projet, soit au cours des 12 mois précédents (rapport annuel), soit depuis le démarrage du projet (rapport cumulatif).

##### **Méthode de calcul**

On comptabilise les bénéficiaires directes des services du projet (formations, intrants, informations climatiques, infrastructures, AGR, etc.). Si plusieurs membres d'un même ménage (l'homme et la femme par ex.) bénéficient des services du Projet, ils devront être comptés tous les 2 deux. Cependant, si une même personne bénéficie de deux activités au cours des 12 mois précédents (plantation et formation par exemple), elle doit être comptabilisée une seule fois. Ce travail de nettoyage pourra être fait sur Excel ou Access en utilisant l'identifiant unique qui est le numéro de la CIN.

Parmi le nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet, on doit pouvoir distinguer le nombre de femmes et le nombre de jeunes bénéficiaires (au Maroc, on considère une personne jeune si elle a moins de 35 ans). Il est donc important d'indiquer au niveau des listes de bénéficiaires le sexe et l'âge.

#### **Ind. 2 : Nombre correspondant de ménages touchés**

##### **Définition**

En relation avec l'indicateur précédent, fait référence au nombre de ménages au sein desquels un membre au moins a reçu un appui direct du projet, soit au cours des 12 mois précédents (rapport annuel), soit depuis le démarrage du projet (rapport cumulatif).

##### **Méthode de calcul**

Relevés du projet sur la base de la liste des ménages membre d'une OPA dans chaque filière, d'un groupe de gestion des ressources naturelles (AUE, etc.) ou créateur d'AGR, ou ménages bénéficiaires des infrastructures (PME, pistes, etc.) appuyées. Si deux personnes d'un même ménage (le mari et la femme, par exemple) ont reçu un appui direct du projet, ce ménage ne doit être compté qu'une seule fois dans le rapport annuel. De même, dans le rapport cumulatif, si les mêmes familles ont été appuyées au fil des années, elles ne devront être comptées qu'une seule fois.

Pour ce faire, nous proposons d'attribuer un code spécifique aux personnes appartenant au même ménage afin de calculer le nombre réel de ménages touchés par le programme. Dans l'incapacité d'identifier les personnes appartenant au même ménage, on considère chaque personne comme ménage touché.

Il est également important de distinguer les ménages dirigés par les femmes afin de renseigner le sous-indicateur relatif au « Nombre de Ménages dirigés par une femme ».

### **Ind. 3 : Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages**

#### **Définition**

Fait référence à une estimation du nombre total de personnes composant les ménages appuyés par le projet, soit au cours des 12 mois précédents (rapport annuel), soit depuis le démarrage du projet (rapport cumulatif). Cette estimation repose sur le nombre moyen de personnes par ménage relevé dans le pays ou, si cette donnée est disponible, dans la zone d'intervention du projet.

#### **Méthode de calcul**

Relevés du projet (pour les données sur le nombre de ménages touchés) et statistiques nationales (pour les données sur la taille moyenne des ménages).

$\text{No total des membres des ménages} = \text{No de ménages} \times \text{No moyen de membres/ménage (moyenne dans la zone du projet)}$

Selon le RGPH 2014, la taille moyenne en milieu rural dans les provinces du projet est de l'ordre de 5,9 à Ouarzazate, 6,8 à Tinghir et 5 à Béni Mellal. Ex de calcul à Ouarzazate :  $\text{No total des membres des ménages} = \text{No de ménages} \times 5,9$ .

Pour faciliter les calculs, nous proposons donc d'appliquer une moyenne de **6 membres par ménage** pour l'ensemble de la zone du projet pour les 3 provinces.

## Partie 2 : indicateurs de produits

### Ind. 1.1.4 : Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production agricole et élevage (y compris apiculture)

#### Définition

Nombre de personnes ayant reçu, au moins une fois, une formation à des pratiques et technologies de production améliorées ou innovantes, soit au cours des 12 mois précédents (rapport annuel), soit depuis le démarrage du projet (rapport cumulatif). La formation et le développement des capacités peuvent être fournis sous diverses formes (participation à la cartographie communautaire des ressources naturelles, participation à une ferme-école, démonstrations sur le terrain, formation à l'immunisation du bétail, etc.) et pour des durées variables (une journée entière de formation conduite en dehors de la communauté des stagiaires, formation d'agents de vulgarisation dans un centre de district; sessions de plus courte durée conduites dans la communauté/le village des stagiaires, courte formation périodique en salle de classe ou formation sur le tas ou sur le terrain). Les thèmes de formation peuvent concerner la production végétale (par exemple pratiques culturales, sélections variétales participatives, utilisation de semences améliorées, pratiques et technologie de la fertilité du sol, utilisation efficiente de l'eau, protection adéquate des végétaux ou amélioration de la qualité du produit) ; production animale et apiculture (traite et traitement du lait, abattage, nutrition animale, prévention des maladies et pratiques vétérinaires, élevage);

#### Méthode de calcul

Les données seront recueillies par les prestataires de services ou les formateurs externes (si les sessions de formation sont externalisées) ou par le personnel du projet (si c'est lui qui assure la formation). Les relevés des formateurs et des projets devront concerner au minimum les données suivantes: date de la formation; localité; durée; nombre de stagiaires (femmes/hommes/jeunes), nom du stagiaire et numéro carte identité (ou équivalent), et thème de la formation.

Si la même personne a suivi plus d'une formation au cours des 12 derniers mois (on ne considérera pas une formation s'étendant sur une campagne comme plus d'une formation), il/elle ne sera compté(e) qu'une seule fois pour éviter un double comptage des bénéficiaires.

#### Outil proposé : Suivi des activités de formations (Fiche N°5 dans la base de données)

Les activités de formation et de renforcement des capacités constituent un volet complémentaire mais aussi important que les activités physiques du programme.

Cependant, on constate généralement un manque de suivi rigoureux de ces activités. Une grande déperdition de l'information sur le diagnostic des besoins et de concertation chez les bénéficiaires, le déroulement des séances de formation ou des voyages d'étude, la logique des séquences, le reporting des activités de formation et le rapport d'évaluation (fiche d'évaluation remplie par les bénéficiaires, etc.).

La mission propose de mettre en place une base de suivi des activités de formation accompagné par un archivage complet des dossiers de formation par marché.

Une première base comprendra l'essentiel de l'information sur les bénéficiaires et leurs acquis : i) identification par un code unique ; ii) données sur les participants aux activités de formation ; iii) données sur l'activité elle-même ; iv) via des fiches d'évaluation (avant et après formation) renseignées par le prestataire ou le partenaire chargé de la mise en œuvre de l'action, il est recommandé de faire un état des besoins en formation identifiés à la base et les effets de la formation sur les bénéficiaires (soient quantitatif comme la réduction des pertes de production ou qualitatif comme l'amélioration des connaissances techniques spécifiques, etc.). Ces constats peuvent être relevés au niveau individuel ou collectif selon les possibilités dictées par la réalité du terrain.



Réf. du marché de formation										
Date de la formation										
Localité										
Durée										
Thématique										
Nb.	CIN du bénéficiaire	Prénom	Nom	Genre	Age	Douar /com mune	Type de formation fourni	Date	Besoin du bénéficiaire avant la formation	Effet de la formation sur le bénéficiaire (résultat de l'évaluation)
1										
2										
3										
4										
5										

La consolidation de la base de données des bénéficiaires devra nous permettre de renseigner les indicateurs du cadre logique suivants :

#### Production végétale

- No Hommes formés à la production végétale
- No Femmes formées à la production végétale
- No Jeunes formés à la production végétale
- No Personnes autres que les jeunes formées à la production végétale

#### Production animale

- No Hommes formés à la production animale
- No Femmes formées à la production animale
- No Jeunes formés à la production animale
- No Personnes autres que les jeunes formées à la production animale

### **Ind. 2.1.3 : Organisations de producteurs ruraux soutenues**

#### **Définition**

L'indicateur fait référence au nombre de groupes (de premier niveau) d'agriculteurs ou d'autres producteurs ruraux, qu'ils soient ou non formellement enregistrés, qui ont été nouvellement formés ou créés, ou renforcés avec l'appui du projet, soit au cours des 12 mois précédents (rapport annuel), soit depuis le démarrage du projet (rapport cumulatif), afin de renforcer la production végétale, animale ou halieutique, la transformation ou la commercialisation, et de fournir des services à leurs membres. Ces organisations de producteurs ruraux doivent être distinguées des groupes constitués pour la gestion des ressources naturelles. Il sera rendu compte des indicateurs additionnels suivants: Nombre de membres des organisations de producteurs (du premier niveau), ventilé par sexe, âge (jeunes); et Nombre d'organisations de producteurs ruraux où des femmes occupent des postes de direction; Pourcentage d'organisations du premier niveau appartenant à une union ou une fédération.

#### **Outil proposé : Base de données des OPA (Fiche N°2a données OPA)**

Le ciblage repose essentiellement sur le rôle des OPA à mobiliser les bénéficiaires des activités du programme. Il est donc important d'avoir une base de données complète sur les OPA partenaires et/ou bénéficiaires du programme.

Le tableau ci-dessous retrace les informations de base sur les bases qui peuvent être complétées par toute information qui s'avérerait utile à l'équipe du programme.

Il est donc proposé de mettre en place une base de données comprenant des fiches d'information pour chaque OPA.

Il est également important de rapporter des données qualitatives complémentaires et de capitaliser et de documenter l'ensemble du travail de mobilisation des bénéficiaires via les OPA accomplies par l'équipe du programme.

La base de données comprenant des fiches d'information pour chaque OPA.

Inclure toute donnée supplémentaire jugée pertinente (ex. information qui pourrait renseigner le mode de gouvernance des OPA et la qualité de la participation de ses membres est souhaitable).

Filière végétale								
N°	Nom	Commune	Secteur d'activité	Nb. D'adhérents	Nb. Hommes	Nb. Femmes	Nb. Jeunes	Nb. Femmes dans le conseil d'administration
1								
2								
3								

La consolidation de la base de données des bénéficiaires devra nous permettre de renseigner les indicateurs du cadre logique suivants :

- Nombre d'organisations de producteurs ruraux soutenues
- Tailles des organisations de producteurs (nombre d'adhérents)
- Nombre d'hommes dans les organisations de producteurs ruraux soutenues
- Nombre de femmes dans les organisations de producteurs ruraux soutenues
- Nombre de jeunes dans les organisations de producteurs ruraux soutenues
- Nombre de femmes dans les organisations de producteurs ruraux soutenues dans les postes de direction

#### **Ind. 2.1.6 : Installations de commercialisation, transformation et stockage construites ou remises en état**

##### **Définition**

Nombre d'installations de marché, de transformation ou de stockage entièrement construites ou remises en état par le projet, soit au cours des 12 mois précédents (rapport annuel), soit depuis le démarrage du projet (rapport cumulatif). Les installations de marché sont les structures utilisées pour vendre les produits, comme les marchés et les ombrières. Les installations de transformation incluent les équipements et les machines utilisés pour la transformation des produits agricoles (par exemple les installations de meunerie, décorticage, égrenage ou extraction, miellerie) où intervient l'ajout de valeur. Les installations de stockage incluent les structures utilisées pour l'entreposage à moyen ou long terme ou la préservation des produits. Les installations peuvent prendre la forme de structures de stockage sur l'exploitation comme des conteneurs ou des petits silos, ou d'installations villageoises/communautaires comme des entrepôts, des greniers ou des grands silos.

##### **Méthode de calcul**

Les données seront recueillies dans le cadre des activités ordinaires de S&E. Pour chaque élément d'infrastructure prévu, les relevés du projet devront inclure au minimum les données clés suivantes sur les ouvrages: date de début du contrat et date d'achèvement prévue; type d'infrastructure (marchés/transformation/stockage); date effective d'achèvement; volume et type de produits dont on prévoit le traitement/stockage annuellement.

Note: pour éviter un double comptage, l'information devrait uniquement concerner l'infrastructure pour laquelle les ouvrages ont été entièrement achevés au cours des 12 derniers mois (même si la construction a pu démarrer plus

tôt). L'infrastructure pour laquelle les ouvrages ont démarré au cours des 12 derniers mois, mais ne sont pas encore achevés sera prise en compte au cours de la période couverte par le prochain rapport (ou à leur achèvement).

#### **Outil proposé : Suivi des activités de l'aval –Unités de Valorisation (FN°4)**

Les activités de l'aval ont une importance majeure pour assurer l'atteinte des objectifs de développement des filières prévues par le programme.

Il est donc important pour l'UGP de suivre de près l'ensemble des activités en lien avec ces UV (construction et équipement) mais également les activités de renforcement des capacités et d'appui-accompagnement aux OPA bénéficiaires.

Pour chaque unité, l'UGP devra suivre l'exécution des activités de construction et d'équipement de chaque unité. Des données d'avancement financier pourront être également ajoutées.

De plus de l'avancement physique, l'UGP devra retracer l'avancement des activités d'appui par exemple : i) préalables requis par les bénéficiaires afin de bénéficier de l'UV ; ii) existence d'un business plan ou tout autre activité d'appui à l'OPA ; iii) la date de cession aux bénéficiaires.

Unité de valorisation .....						
Type d'unité	Commune	OPA bénéficiaire	Terrain acquis (Oui-Non)	Fonds de roulement (en DH)	Etat d'avancement de la construction de l'UV	Business plan préparé (Oui/Non)

Suite...			
Date d'achèvement	Etat d'avancement de l'acquisition d'équipement	Date de cession	Capacité en volume annuel

Cette section pourra être reprise d'une manière plus exhaustive par les équipes de l'UGP qui ont plus de connaissances sur chaque projet d'UV.

A cet indicateur s'ajoute un indicateur spécifique qui est « le nombre de produits labellisés pour les filières ». Ce nombre doit être défini par les spécialistes techniques en incluant les informations suivantes :

- Type de labellisation
- Liste des produits labellisés par type

### **Ind. 2.2.2 : Personnes formées à des activités génératrices de revenus (AGR) ou à la gestion des entreprises**

#### **Définition**

Fait référence au nombre de personnes qui, soit au cours des 12 mois précédents (rapport annuel), soit depuis le démarrage du projet (rapport cumulatif), ont bénéficié d'une **formation** sur des thèmes en rapport avec des activités génératrices de revenus, notamment le traitement, la transformation et la commercialisation post-production. On inclut dans ces activités la production de fromage, la transformation à petite échelle de fruits, de viande et d'autres produits laitiers, l'artisanat, le tissage, la broderie, le tricot, la couture, le filage de la laine, la conservation de produits agricoles, les techniques agro-industrielles, la manutention conforme aux normes de sécurité (utilisation de produits chimiques, pesticides) et autres exigences de qualité, conditionnement, information sur le marché et procédures. La formation professionnelle est également incluse (par exemple aux emplois de forgeron, menuisier, couturière, tailleur, coiffeur, maçon, soudeur). La formation à la gestion d'entreprise inclut la gestion organisationnelle, la comptabilité, la gestion de la trésorerie et la commercialisation.

#### **Méthode de calcul**

Les données seront recueillies par les prestataires de services ou les formateurs externes (si les sessions de formation sont externalisées) ou par le personnel du projet (si c'est lui qui assure la formation). Les relevés des formateurs et des projets devront concerner au minimum les données suivantes: date de la formation; localité; durée; nombre de stagiaires (femmes/hommes/jeunes); et thème de la formation.

Note: Si la même personne a suivi plus d'une formation au cours des 12 derniers mois, il/elle ne sera compté(e) qu'une seule fois pour éviter un double comptage des bénéficiaires.

#### **Outil proposé**

Même outil proposé pour le suivi des activités de formations (FN°5) en distinguant les activités de formations en lien avec les AGR.

Pour le PDMRA, il faut rapporter l'ensemble des activités en lien avec la composante 1.3 ainsi que l'ensemble des AGR en lien avec les filières végétales et animales.

La consolidation de ces données devra nous permettre de renseigner les indicateurs du cadre logique suivants :

- Nombre de Femmes formées à des activités Génératrices de revenus ou à la gestion des entreprises
- Nombre d'hommes formées à des activités Génératrices de revenus ou à la gestion des entreprises
- Nombre de jeunes formées à des activités Génératrices de revenus ou à la gestion des entreprises

### **Ind. 2.1.1. : Entreprises rurales ayant accès à des services de développement des entreprises**

#### **Définition**

Fait référence au nombre d'entreprises rurales ayant eu accès aux services de développement des entreprises promus par le projet, soit au cours des 12 mois précédents (rapport annuel), soit depuis le démarrage du projet (rapport cumulatif). Les entreprises rurales sont des entreprises structurées ayant

une localisation physique bien définie, normalement dotées d'un statut juridique, d'un compte bancaire et de quelques employés. Cette catégorie inclut les activités pré-entrepreneuriales comme les initiatives d'emploi indépendant ainsi que les microentreprises ayant des activités semi-structurées. On pourra prendre en considération les entreprises formelles et informelles, **mais seules seront incluses les activités non agricoles en amont et en aval (transformation, commercialisation)**, les activités de production étant exclues. Suivant la définition qui en est généralement donnée, les services de développement des entreprises visent à améliorer la performance de l'entreprise, son accès au marché et sa capacité à être concurrentielle. Cette catégorie inclut une gamme de services comme la formation aux activités génératrices de revenus et ajoutant de la valeur, la gestion organisationnelle, la consultation et le conseil technique, la planification des activités, la commercialisation et la recherche sur le marché, le développement et le transfert de technologie, la facilitation des liaisons avec les négociants, ou encore le contrôle de la qualité ou la certification des produits. Ces services peuvent être d'ordre stratégique (questions à moyen/long terme qui améliorent la performance) ou opérationnel (questions de routine quotidienne).

### Outil proposé : fiche de suivi des entreprises rurales et des AGR(FN°9)

Pour chaque entreprise rurale ou AGR (équipes métiers, coopératives de services, etc.), l'UGP devra suivre l'appui du programme aux entreprises rurales ou les AGR créés ou appuyés par le programme.

Entreprises Rurales ou Activités génératrices de revenus (NOM)							
Secteur d'activité	Date de création	Nb. membres	Nb. Hommes	Nb. Femmes	Nb. Femmes au poste de direction	Type d'appui (formation, matériel ,etc.)	Chiffre d'affaires annuel

La consolidation de ces données devra nous permettre de renseigner les indicateurs du cadre logique suivants :

- Nombre d'Entreprises rurales ayant accès à des services de développement des entreprises
- Taille des entreprises rurales ayant accès à des services de développement des entreprises
- Nombre d'Hommes travaillant dans une Entreprise rurale ayant accès à des services de développement des entreprises
- Nombre de femme travaillant dans une Entreprise rurale ayant accès à des services de développement des entreprises
- Nombre de jeune travaillant dans une Entreprise rurale ayant accès à des services de développement des entreprises
- Nombre de Femmes occupent des postes de direction dans Entreprise rurale qui a accès à des services de développement des entreprises

### Ind. 1.1.2. : Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état

#### Définition

Les infrastructures en rapport avec l'eau incluent les barrages et les fossés, l'infrastructure d'irrigation et de drainage, l'infrastructure de collecte de l'eau de pluie (au niveau du champ), les puits et autres points d'eau, etc., construits ou remis en état avec l'appui du projet. Dimensions de ventilation - Hectares de terres agricoles bénéficiant de systèmes d'irrigation nouveaux/ améliorés.

Cet indicateur fait référence à la superficie en hectares de terres agricoles situées dans la zone de desserte de l'infrastructure d'irrigation et de drainage nouvellement construite ou remise en état par le projet, soit au cours des 12 mois précédents (rapport annuel), soit depuis le démarrage du projet (rapport cumulatif). L'indicateur ne cherche pas à mesurer la superficie exacte des terres agricoles irriguées au cours des 12 derniers mois ou depuis le démarrage du projet, mais il est souhaitable que les projets comportant de grands investissements en matière d'irrigation et de drainage mesurent cet important aspect. L'indicateur est calculé en hectare. L'outil SIG sera utilisé pour confirmer les données en hectares.

#### Outil proposé : fiche de suivi des infrastructures hydraulique (FN° 7-2)

Les données seront recueillies par le personnel de S&E du projet, par les exploitants si ce sont eux qui effectuent les travaux de construction, ou par le personnel technique dans les rapports périodiques des entrepreneurs sur l'état d'avancement des ouvrages. Dans le cas des systèmes d'irrigation, pour chaque périmètre d'irrigation prévu, le système de S&E devra au moins relever les données clés suivantes concernant la zone de desserte et les ouvrages: date de début et de fin du contrat; kilomètres de canaux prévus et effectivement construits; superficie en hectares des zones de desserte; nombre de paysans dans la zone de desserte; volume (mètres cubes) d'eau à distribuer et volume effectivement distribué par année.

Note: pour éviter tout double comptage, les rapports annuels devront uniquement couvrir les nouveaux périmètres ayant été entièrement achevés au cours des 12 derniers mois. Pour ce qui concerne d'autres infrastructures en rapport avec l'eau, la collecte de l'eau de pluie, les puits et les mares, le système de S&E devra relever le nombre d'infrastructures construites/remises en état avec l'appui du projet, et le volume (mètres cubes par an) d'eau mobilisée en vue de son stockage ou d'une utilisation immédiate.

Périmètre	Type d'infrastructure	Nbre Ha aménagés	Km prévus	Km construits	Volume d'eau à distribuer	Volume d'eau effectivement distribué	Nbre de bénéficiaires
Protection des berges d'oueds (mètre)	Revêtement de séguías (mètre)	AUEA existante (oui-non)	Qualité des installations (faible, moyen, élevé)	Problèmes techniques survenus	Problèmes sociaux survenus	Effets sur l'environnement	

#### Ind. 3.1.1. : Groupes soutenus dans la gestion durable des ressources naturelles et des risques liés au climat

##### Définition

Fait référence au nombre de groupes (qu'ils soient ou non formellement enregistrés) participant à la gestion de ressources naturelles (terres de parcours, ressources collectives, ressources en eau, forêts, pâturages, et autres ressources naturelles) utilisées pour la production agricole et ayant reçu un appui du projet, soit au cours des 12 mois précédents (rapport annuel), soit depuis le démarrage du projet (rapport cumulatif), en vue d'améliorer la durabilité des services fournis à la base de ressources et de gérer les risques liés au climat. Il conviendra de prendre également en considération les groupes de gestion des ressources naturelles participant à la promotion de technologies et de pratiques appliquées à la protection de l'environnement et à la lutte contre la déforestation et la

[illegible]

#### Ind. 3.1.4. : Superficies cultivées par des méthodes résilientes au climat

##### Définition

Fait référence au nombre d'hectares de terres sur lesquelles des activités ont démarré, soit au cours des 12 mois précédents (rapport annuel), soit depuis le démarrage du projet (rapport cumulatif), pour rétablir les fonctions productives et protectives de la terre, de l'eau et des écosystèmes naturels et/ou inverser les processus de dégradation. On peut citer, parmi les exemples de pratiques résilientes face au climat ou d'investissements d'adaptation qui inversent le processus de dégradation et protègent les terres agricoles et l'infrastructure de production, les pratiques ciblées de gestion des exploitations et des paysages (par exemple reboisement, boisement, gestion améliorée des parcours, gestion des bassins versants, lutte contre l'érosion, agroforesterie, élimination des espèces et plantes adventices non indigènes, réintroduction d'espèces indigènes); l'infrastructure de conservation de la terre et de l'eau (terrasses et autres diguettes en courbes de niveau et haies naturelles construites/plantées ou remises en état avec l'appui du projet pour prévenir l'érosion du sol et en maintenir l'humidité); l'établissement et la gestion de zones tampons écologiques pour réduire l'impact des aléas climatiques (par exemple ceintures vertes de mangrove, dunes de sable, zones de rétention des inondations, systèmes de protection contre les tempêtes, zones de reconstitution des nappes d'eau souterraine, brise-vent); et l'établissement de zones protégées et de couloirs de biodiversité pour rétablir la biodiversité et les services d'écosystème des paysages en péril.

##### Méthode de calcul

Il s'agit des ha de terres bénéficiant des aménagements de CES (correction des pentes, stabilisation des ravins, gabions, etc.) et des sequias et également des ha de terres de céréaliculture qui sont reconvertis en arboriculture qui est une culture plus résiliente au changement climatique. L'outil SIG sera utilisé pour confirmer les données en hectares.

##### Outil proposé

- La fiche 7.1 relative aux ouvrages de CES
- La fiche 7.2 relative aux infrastructures hydrauliques (Nbre Ha aménagés)
- La fiche 8. Relative aux terres agricoles reconverties en arboriculture (ci-dessous)

Terres agricoles reconverties en arboriculture (amandier, pommier, etc.) et terres faisant l'objet de pratiques de Conservation des Eaux et Sols (CES) ouvrages de correction des pentes d'écoulement des cours d'eau, de stabilisation des ravins et oueds réalisés					
Type de culture ou d'aménagements CES	Commune	Coordonnées SIG (géo-références)	Ha de terres	Nb. De bénéficiaires (estimation)	Explication de méthode de calcul des bénéficiaires

#### Ind. 2.1.5: Kilomètres de routes construites, refaites ou améliorées

##### Définition

Longueur totale, en kilomètres, des routes entièrement construites, remises en état ou améliorées (par exemple routes de desserte transformées en routes asphaltées) par le projet, soit au cours des 12 mois précédents (rapport annuel), soit depuis le démarrage du projet (rapport cumulatif). Tous les types de routes seront inclus: routes de



desserte, routes revêtues, routes primaires, secondaires ou tertiaires. Les routes pour lesquelles les travaux de construction/remise en état ont démarré au cours des 12 derniers mois, mais ne sont pas encore achevés ne seront pas prises en compte.

### Méthode de calcul

Les données seront recueillies dans le cadre des activités ordinaires de S&E. Pour chaque route ou segment de route prévu, les relevés du projet devront inclure au minimum les données clés suivantes sur les ouvrages: date de début et de fin du contrat et nombre de kilomètres de routes (prévus et effectivement construits/remis en état/améliorés).

Pour éviter un double comptage, l'information devrait uniquement concerner le nombre de kilomètres de routes où les ouvrages ont été entièrement achevés au cours des 12 derniers mois (même si les travaux ont pu démarrer plus tôt). Les réalisations liées aux routes pour lesquelles les ouvrages ont démarré au cours des 12 derniers mois, mais ne sont pas encore achevés seront prises en compte au cours de la période couverte par le prochain rapport (ou à leur achèvement).

### Outil proposé pour le suivi des projets des pistes (FN°6 Pistes)

---

#### Estimation du nombre des bénéficiaires d'une piste

La piste contribue à la circulation des biens et des personnes. Selon l'emplacement de la piste, elle peut servir :

- Les agriculteurs de la zone à proximité (estimation du nombre d'agriculteurs des périmètres à proximité) ;
- Les enfants en âge de scolarisation selon les établissements éducatifs desservis ;
- Les personnes en besoin des soins médicaux selon les établissements de santé desservis ;

La méthode la plus simple pour calculer le nombre de bénéficiaires est de recenser le nombre des ménages au niveau des douars desservis. La géoréférenciation des ouvrages grâce à l'outil SIG pourra également être utilisée et permettre l'estimation des bénéficiaires.

Nom de la piste	Commune	Km construits	Pertinence de la piste	Nb. De bénéficiaires (estimation)	Explication de méthode de calcul des bénéficiaires

Des informations supplémentaires peuvent être apportées sur la qualité de l'infrastructure, les problèmes techniques ou sociaux, les modes d'entretien et les effets sur l'environnement, etc.

qualité des installations (faible, moyen, élevé)	Problèmes techniques ou sociaux survenus	Mode d'entretien	effets sur l'environnement

[illegible]

Désignation	ANNEE															
	2020				2021				2022				2023			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Eudes techniques	Achevées															
Tranche 1 : travaux en cours (6km)																
Tranche 2 : (23 km)																
Passation des marchés																
Exécution des travaux																
Tranche 3 : (26,65 km)																
Passation des marchés																
Exécution des travaux																
Tranche 4 : (5,5 km)																
Passation des marchés																
Exécution des travaux																

[illegible]

Désignation	ANNEE															
	2020				2021				2022				2023			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Etudes techniques	Achevées															
Tranche 1 : travaux en cours (8,4 km)																
Tranche 2 : (27,3 km)																
Passation des marchés																
Exécution des travaux																

Calendrier prévisionnel des réalisations des unités de valorisation - Beni Mellal												
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034
Unité de valorisation 1												
Unité de valorisation 2												
Unité de valorisation 3												
Unité de valorisation 4												
Unité de valorisation 5												
Unité de valorisation 6												
Unité de valorisation 7												
Unité de valorisation 8												
Unité de valorisation 9												
Unité de valorisation 10												
Unité de valorisation 11												
Unité de valorisation 12												
Unité de valorisation 13												
Unité de valorisation 14												
Unité de valorisation 15												
Unité de valorisation 16												
Unité de valorisation 17												
Unité de valorisation 18												
Unité de valorisation 19												
Unité de valorisation 20												
Unité de valorisation 21												
Unité de valorisation 22												
Unité de valorisation 23												
Unité de valorisation 24												
Unité de valorisation 25												
Unité de valorisation 26												
Unité de valorisation 27												
Unité de valorisation 28												
Unité de valorisation 29												
Unité de valorisation 30												
Unité de valorisation 31												
Unité de valorisation 32												
Unité de valorisation 33												
Unité de valorisation 34												
Unité de valorisation 35												
Unité de valorisation 36												
Unité de valorisation 37												
Unité de valorisation 38												
Unité de valorisation 39												
Unité de valorisation 40												
Unité de valorisation 41												
Unité de valorisation 42												
Unité de valorisation 43												
Unité de valorisation 44												
Unité de valorisation 45												
Unité de valorisation 46												
Unité de valorisation 47												
Unité de valorisation 48												
Unité de valorisation 49				</								

Désignation	ANNEE															
	2020				2021				2022				2023			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
1 UV transformation de pommes (jus+vinaigre) dans la commune rurale d'Oumicha																
Acquisition du terrain (acquis)																
Etudes architecturales et techniques																
Passation des marchés - construction du local																
Passation des marchés - équipements																
Construction du local																
Fourniture et installation des équipements																
Mise en service																
Suivi et encadrement du personnel d'exploitation de l'UV																



### Calendrier prévisionnel des réalisations -PMH- Ouarzazate

[illegible]

### Calendrier prévisionnel des réalisations des pistes agricoles - Ouarzazate

Désignation	ANNEE															
	2020				2021				2022				2023			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Etudes techniques (57 km)																
Exécution des travaux																
Tranche 1 : 15 km																
Passation des marchés																
Exécution des travaux																
Tranche 2 : 10 km																
Passation des marchés																
Exécution des travaux																
Tranche 3 : 15 km																
Passation des marchés																
Exécution des travaux																



[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]







[illegible]

Désignation	ANNEE															
	2020				2021				2022				2023			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Etudes techniques (élaborées)																
Exécution des travaux																
Tranche 1 : 13,5 km																
Passation des marchés pour 6,5 km																
Exécution des travaux (7 km+ 6,5 km)																
Tranche 2 : 13,7 km																
Passation des marchés																
Exécution des travaux																
Tranche 3 : 11 km																
Passation des marchés																
Exécution des travaux																

[illegible]

Désignation	ANNEE															
	2020				2021				2022				2023			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Tranche 1 : 16 km																
Passation des marchés																
Exécution des travaux																
Tranche 2 : 7 km																
Passation des marchés																
Exécution des travaux																
Tranche 3 : 5 km																
Passation des marchés																
Exécution des travaux																

[illegible]

Désignation	ANNEE															
	2020				2021				2022				2023			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Travaux en cours (4000 m3)																
Tranche 1 : 6000 m3																
Passation des marchés																
Exécution des travaux																
Tranche 2 : 8000 m3																
Passation des marchés																
Exécution des travaux																

## PLAN D'ACTION SUIVI-EVALUATION PDRMA

No.	Activité	Raison pour cette activité	Résultats attendus	Budget nécessaire	Date butoir	Responsabilité
1	Formation en S-E (Types d'évaluation, critères ROMS, fréquence de collecte et de saisie des données..)	Nécessité d'améliorer les connaissances des responsables du SE en matière d'opérationnalisation de ce système en liaison avec les objectifs et l'approche du projet	Maitrise du processus du S-E	50 000,00 DH	Mars 2020	Une session de formation a été réalisée lors de la MTR à distance pour clarifier les indicateurs FIDA, en particulier de portée, les méthodes de calcul. Un modèle de base de données sur Excel et une note méthodologique a été préparée également. Une mission d'appui complémentaire pour aider à la mise en place de la base de données bénéficiaires devrait être programmée.
2	Formation	utilisation du SI	Maitrise de l'outil de S-E	Pris en charge par le MAPMDREF	A chaque fois que c'est nécessaire	Resp. S-E/ DDERZM
3	Validation des indicateurs de performance du projet	La révision permettra de se décider sur leurs pertinences	Avoir un canevas des indicateurs qui vont permettre d'alimenter toutes les rubriques conçus dans le cadre logique et d'évaluer les résultats, les effets et l'impact du projet	0 DH	Fin février	Resp SE/ UGP/AT /FIDA : Tous les indicateurs ont été validés. Le canevas a été préparé par le FIDA lors de la RMP et le projet doit maintenant mettre en place la base de donnée et la collecte des données.
4	Développement d'un système SIG	Besoin d'avoir un outil de mise en cohérence de l'information Géo-référencée	Avoir un outil d'appui à la prise de décision	200 000 DH	30 Mars 2021	Resp SE/AT. En cours : L'utilisation du SIG pour la geo référencement de toutes les infrastructures et terres réhabilitées doit être



No.	Activité	Raison pour cette activité	Résultats attendus	Budget nécessaire	Date butoir	Responsabilité
						intégrée dans S-E pour permettre l'estimation des ménages bénéficiaires.
5	Réalisation du premier passage de collecte des données	Opérationnalisation du SSE (Rodage du SSE) au niveau de la DDRZM	Le Système de collecte des données et d'alimentation du SEE est opérationnel Le système centralisé doit permettre la consolidation des données transmises par les 2 UGP et le reporting.	-	Mars 2021-	UGP/AT Le système centralisé au niveau de la DDRZM doit permettre de faire le suivi de tous les indicateurs du CL et la consolidation des données reçus des 2 UGP
6	Réalisation d'une base de données bénéficiaires	Le projet doit établir une base de données pour le suivi des bénéficiaires sur la base des listes des membres des OP et des bénéficiaires des AGR permettant l'identité au moyen des noms et de la CIN et la ventilation par sexe et âge	Le projet dispose de données ventilées permettant de renseigner les indicateurs du cadre logique et d'éviter le double comptage.		Janvier 2021	UGP/AT/DDRZM
7	Réalisation d'une enquête pour l'évaluation à mi-Parcours	Evaluer les effets du projet à mi-parcours pour procéder aux réajustements nécessaires	Les résultats de cette enquête serviront pour statuer sur le déroulement du projet, de son état d'avancement, de sa performance et des répercussions éventuelles, afin de programmer les ajustements nécessaires	790 000 DH	2021	UGP/AT/DDRZM L'enquête de RMP a été reportée à 2021 du fait du retard dans les réalisations physiques. Un modèle de TDR a été partagé avec le Projet ainsi que les nouvelles directives IBRE
8	Réalisation d'une enquête pour l'évaluation Finale	Evaluer le degré d'atteinte des objectifs du Projets	Les résultats de cette enquête serviront pour justifier les besoins d'élaboration de ce projet et les succès éventuels	1 000 000 DH	2023	UGP/AT



## Appendice: Analyse économique et financière

1. La révision de l'AFE a été menée selon la démarche de l'analyse à posteriori des coûts où il s'agit d'évaluer les investissements et les avantages, année par année (de 2017 à 2020), au prix du marché de l'année correspondante et la planification des investissements restants et révisés par la mission selon le reliquat dégagé pour les années 2021-2023. Les charges et produits sont calculés en tenant compte de l'évolution des prix des intrants et des produits durant toute la période du projet et de celle de l'assolement au niveau des modèles d'exploitation dans les provinces de Ouarzazate, Tinghir et Beni Mellel. Pour le reste de la durée de vie du projet, c'est-à-dire après 2020, les prix constants, année 2020, ont été appliqués.

2. Au niveau microéconomique, l'analyse financière est effectuée en tenant compte des réalités économiques dans chaque province en vue de refléter la réalité des prix dans les marchés et dégager les marges des budgets d'exploitation pour chaque modèle. Ainsi, les prix considérés pour les produits agricoles et pour les intrants sont ceux observés sur le marché local.

3. Les modèles de fermes représentent la diversité des systèmes de production présents dans les trois provinces du PDRMA.

4. Le modèle de ferme 1 représente les exploitations dont la superficie est inférieure ou égale à 2ha qui est dominante dans les provinces /communes retenues. C'est le modèle le plus diversifié et l'assolement conduit en intensif est basé essentiellement sur la conduite du pommier (60% de la superficie), la luzerne (15%), le maraîchage divers (10%), le safran (5%), l'arboriculture fruitière (5%) et la pomme de terre (5%). Certains exploitants ciblent davantage le safran, et les autres arbres fruitiers tels que le cerisier et le noyer vue leur appréciation sur le marché. Le pommier, le maraîchage et le safran sont destinés essentiellement à la vente alors que les autres productions sont destinées principalement à l'autoconsommation.

5. Le modèle 2 (4 ha) présente une variation par rapport au modèle 1 avec cependant dominance des cultures maraîchères pomme de terre (50%) par rapport au pommier (8%), les céréales en irrigué (10%), l'amandier (5%), et les divers maraîchage (8%). Le niveau d'intensification est beaucoup moindre comme l'atteste la présence de jachères sur 5% de la superficie du Modèle 2.

6. Le Modèle de ferme 3 est un modèle extensif mixte de céréaliculture et d'élevage avec dominance de la sole céréalière (70%), de l'amandier (10%), de la jachère (20%) et une présence beaucoup plus importante que les deux modèles précédents (1 et 2) de petits ruminants (25 ovins et caprins).

7. Le Modèle de ferme 4 est extensif avec dominance des Céréales en sec (60%), les jachères (40%) dans les systèmes de cultures mais surtout la présence de cheptel de petits ruminants arrivant jusqu'à 50 sur les petits et moyens éleveurs ciblés par le projet. Ce Modèle se caractérise par la dominance des parcours collectifs de fraction et sylvo-pastoraux dans le domaine forestier (domaine privé de l'Etat), avec la pratique de la transhumance sur de plus longues distances, et ce en fonction des unités zootechniques disponibles, des moyens de locomotion, et des arrangements entre groupements et individus pour le pacage réciproque dans ces parcours.

8. Chaque modèle fait apparaître les systèmes de culture, et de cheptel dominant et la taille des exploitations agricoles dans chacune des trois provinces du PDRMA (Ouarzazate, Tinghir, Beni Mellel) comme l'illustre le tableau ci-dessous.

**Tableau 1. Structure des modèles d'exploitations retenus**

Spéculation	Model 1		Model 2		Model 3		Model 4	
	dominante pommier		dominante pomme de terre		Mixte céréales/élevage		extensif agro-pastoral*	
Pommier	1,20	60%	0,30	8%				
Amandier			0,20	5%	1,00	10%		
Safran	0,10	5%	0,10	3%				
Autres arbres fruitiers	0,10	5%	0,10	3%				
Céréales irriguées			0,40	10%				
Maraîchage divers	0,20	10%	0,30	8%				
Céréales en sec					7,00	70%	3,00	60%

Spéculation	Model 1		Model 2		Model 3		Model 4	
	dominante pommier		dominante pomme de terre		Mixte céréales/élevage		extensif agro-pastoral*	
Luzerne irrigué	0,30	15%	0,40	10%				
Pommes de terre	0,10	5%	2,00	50%				
Jachère	0,00	0%	0,20	5%	2,00	20%	2,00	40%
Parcours								
Total area/mdl	2,00	100%	4,00	100%	10,0	100%	5,0	100%
Petits ruminants					25,0		50,0	

9. L'accroissement des productions végétales et animales tient compte de l'entrée en production de chaque activité, de l'envergure physique de chaque action, des taux d'adoption et des paramètres techniques retenues pour chaque activité.

10. Les rendements pris en compte sont des moyennes annuelles réalisées au niveau des périmètres dans les provinces de Ouarzazate, Tinghir et Beni Mellel et issus des enquêtes lors des campagnes agricoles pour les années 2019 et 2020. Ces rendements reflètent une certaine alternance des rendements observée durant les dernières années et indiquant les effets des conditions climatiques qui ont été même reportés durant le cycle du projet.

11. Les modèles de cultures pour les plantations arboricoles (pommier, amandier, cerisier) et le maraîchage, notamment le safranier et ceux de l'élevage ont été actualisés et leurs bénéfices additionnels ont été révisés en utilisant les prix réels des intrants et produits observés sur le marché local pour les années 2017 à 2020. Pour la production animale l'unité UZ a été maintenue tout en ajustant l'accroissement du gain en poids vif suivant la conduite de chaque type d'élevage.

12. L'impact du projet au niveau de ces modèles montre que les exploitations agricoles qui adopteront les itinéraires techniques proposés pourraient avoir un accroissement substantiel de leur revenu, que ce soit les modèles intensifs à dominante pommier, les systèmes mixtes, ou les systèmes extensifs. En effet, en comparant les marges nettes sans projet avec les différentes années de croisière, tous les modèles représentent des accroissements positifs allant de 87% (Modèle 2) à 987% (modèle 3). (Tableau 2). La rémunération de la journée de travail familial est aussi prévue d'augmenter surtout pour les systèmes de production où les améliorations techniques proposées par le PDRMA sont typiquement à forte intensité de main d'œuvre (modèles 1 et 2). Les résultats sont présentés au tableau suivant.

**Tableau 2 : Résultats financiers des modèles de ferme**

	Model 1 - SP	Model 1 - AP	Model 2 - SP	Model 2 - AP	Model 3 - SP	Model 3 - AP	Model 4 - SP	Model 4 - AP
Pomme	38 286	127 452	5 329	31 863	-	-	-	-
Cerisier (autres arbres fruitiers)	-	6 426	-	6 426	-	-	-	-
Amandier		455	1 482	850	7 408	21 040	-	-
Pomme de terre	21 194	25 415	42 387	50 829	-	-	-	-
Maraîchage divers	1 224		1 836	4 242				
Safran	-	5 273	1 438	5 273	-	-	-	-
Luzerne	8 023	14 704	10 697	19 606	-	-	-	-
Céréales en irrigué	-	-	1 485	1 808	-	-	-	-
Céréales en sec	-	-			28 413	45 843	12 177	19 647
Caprin	-	-	-	-	71 683	251 194	-	-
Ovin	-	-	-	-	-	-	197 768	591 114
<b>Total</b>	68 726	179 725	64 653	120 897	35 862	318 077	185 591	610 761
		Modèle 1		Modèle 2		Modèle 3		Modèle 4
<b>Accroissement</b>		162%		87%		987%		429%

SP : sans projet ; AP : après projet en année de croisière.

13. Au niveau macroéconomique, la durée de vie du projet est fixée à 20 ans et correspond à la durée de vie des principaux aménagements. Les hypothèses relatives au calcul des prix économiques tiennent compte de la structure de l'offre et de la demande de chaque bien, de l'intervention de l'état (taxes et subventions), de l'origine du bien et enfin de son coût d'opportunité.

14. L'évaluation est complétée par une analyse de sensibilité indiquant les effets des changements dans les variables d'entrée telles que les prix, la productivité, et les coûts des facteurs qui ont été étudiés.

15. Le coût réels des investissements du projet, coût au prix financier après révision de la mission MTP, est de 61,5 millions USD, le coût hors imprévus financiers et taxes est de 53,7 millions USD en termes économiques.

16. Les frais d'entretien et de fonctionnement ont été calculés en considérant le même niveau pris en compte à la conception à savoir un taux de 2.5% du total du cout de projet ce qui correspond à une valeur de **1,24 M USD** en termes économiques.

17. Les bénéfices nets des plantations arboricoles (pommier, amandier, cerisier) sont en moyenne de 10,65 M USD en année de croisière et représentent 68% des bénéfices totaux du projet. Les pommiers de Beni Mellel représentent 31% des bénéfices, ceux de Ouarzazte représentent 23% alors que les amandiers représentent 11% et les 4% restants représentent l'apport du cerisier (3%) et celui du safranier (1%). Pour l'amandier, son bénéfice net se répartit à raison de 2/3 dans la province de Beni Mellel et le tiers restant dans la province de Ouarzazate.

18. Les bénéfices nets de la composante animale (élevage ovin, élevage caprin, apiculture) s'élèvent à 1,77 M USD et représentent 11% des bénéfices totaux du projet. Ils se répartissent à raison de 7% pour le miel et 4% à moitié entre l'élevage ovin et celui de l'élevage caprin.

19. Les bénéfices nets des unités de valorisation s'élèvent à 1,88 M USD et représentent 12% des bénéfices totaux. Ils se répartissent entre 6% pour les unités de production de jus et vinaigre de pommes, 4% pour les unités de conditionnement et stockage de pommes à Beni Mellel et 2% pour les deux unités de conditionnement à Ouarzazate.

20. L'apport des actions de création de pistes, de protection des terres de cultures, et d'aménagement hydro-agricole est surtout ressenti au niveau de l'amélioration de la productivité des espaces plantés par l'arboriculture. L'impact de ces actions apparaît au niveau de l'efficacité de l'irrigation, au niveau de la facilitation de l'accès et de la circulation entre les zones de production et les lieux de commercialisation et celles d'implantation des unités de conditionnement des produits. La zone, en situation actuelle, étant marquée par beaucoup de handicaps et difficultés d'accès. L'estimation des impacts de toutes ces interventions dans les zones de plantation de pommiers a été appréhendée par une hypothèse d'amélioration de la productivité de près de 7% seulement. Le montant estimé est de 1,26M USD et représente 8% des bénéfices totaux du projet.

21. Le cumul des bénéfices nets en année de croisière est estimé à 15,55 M USD tout en respectant l'alternance de l'apport des cultures durant la durée de vie du projet. Rappelons que le projet a retenu cette alternance expliquant l'effet des conditions climatiques dans ces zones.

22. La rentabilité économique est calculée en tenant compte des hypothèses suivantes:

- Les différences entre avantages et coûts sont divisées par l'indice des prix à la consommation (déflateur implicite de la valeur ajoutée), et ce, pour déterminer les valeurs réelles et actuelles des cash-flows pour la période d'exécution du projet et de projeter les données sur la base des prix constants (année 2020).
- Le calcul des coûts et des avantages se fait selon l'évolution réelle des investissements du projet.
- Le taux d'actualisation du capital considéré dans l'analyse est de 10%

23. En tenant compte de ces hypothèses, le taux de rentabilité économique révisé (TRE), au prix réel observé entre 2017 et 2020 et en retenant les prix de 2020 comme base de calcul pour le reste de la durée de vie du projet, est de 13,9%. Ce taux est supérieur à celui calculé au niveau du rapport d'évaluation de base (13%). Ceci est expliqué principalement par l'orientation du projet vers les activités rémunératrices telles que le pommier, l'amandier, le cerisier et le safranier, l'augmentation du quantitatif physique d'intervention pour ces spéculations et le renforcement des unités de valorisation des produits créés tout autour des zones de production. La renonciation du projet aux interventions dans les zones de pommes de terre et le retard observé durant les années 2018 et 2019 dans l'exécution de certaines composantes seront rattrapés, selon la mission de revue à mi-parcours, grâce à la reprise rapide des activités et la densification des interventions durant les années 2020 et 2021 et ce malgré une conjoncture marquée par les effets du COVID 19.

24. La valeur actualisée nette (VAN) du projet, calculée en actualisant le Cash-flow sur la base d'un taux de 10%, est de l'ordre de 10,62M USD.

25. L'actualisation des divers flux monétaires depuis le démarrage du projet jusqu'à la 20ème année, montre que le rapport bénéfice/cout (RBC) est de l'ordre de 1,30 et permet de conclure que le projet permet de dégager un bénéfice net, après récupération du capital, équivalent à 30% des investissements engagés, ce qui indique une bonne rentabilité du projet.

26. Les risques provoqués par les diverses variations exogènes sur les différentes composantes du coût de production ou d'investissement ont généralement une incidence sur la rentabilité du projet (tests de

sensibilité). Ainsi, la sensibilité du projet a été approchée par:

- Une diminution de 10 des bénéfices fait baisser la rentabilité économique du projet à 12,3%, de même une réduction de 20% des bénéfices diminuera le TRE à 10,6%,
- Une augmentation des couts totaux de 10 %, permet de réduire la rentabilité au niveau de 12,4%. La combinaison entre une diminution de 10 des bénéfices et une augmentation de 10 des couts fera baisser la rentabilité à 11,0% et montre que le projet reste rentable et son taux est supérieur au taux d'actualisation de 10%.

Le tableau suivant présente la sensibilité de la rentabilité du projet, face à des changements sur les coûts et les avantages du projet.

<b>ANALYSE DE SENSIBILITE</b>	<b>TRE</b>
<b>Taux de base - TRE</b>	13,9%
<b>Diminution Bénéfices add. de: 10%</b>	12,3%
<b>Diminution Bénéfices add. de: 20%</b>	10,6%
<b>augmentation couts de : 10%</b>	12,4%
<b>augmentation couts de : 20%</b>	11,1%
<b>dim ben 10% &amp;Aug cout 10%</b>	11,0%
<b>dim ben 10% &amp;Aug cout 20%</b>	9,8%
<b>dim ben 20% &amp;Aug cout 10%</b>	9,3%
<b>dim ben 20% &amp;Aug cout 20%</b>	8,1%

## Annexe 1: Occupation du sol, envergure des actions physiques et échéancier de réalisation du PDRMA dans les provinces de Ouarzazate et Beni Mellel

**REVUE A MI PARCOURS 20/09/20- 10/10/20**

**Tableau : Occupation du sol et échéancier de réalisation physique des plantations**

Activité			2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Type d'intervention			A1	A2	A3	A4	A5	A6	A7+
Pommier	Extension	Ouarzazate	0	0	0	86	0	0	0
		Ouarzazate Cumul	0	0	0	86	86	86	86
	Réhabilitation	Ouarzazate	0	0	0	120	120	0	0
		Ouarzazate Cumul	0	0	0	120	240	240	240
	Extension + réhabilitation	Tinghir	0	0	0	100	50	50	0
		Tinghir CUMUL	0	0	0	100	150	200	200
	Réhabilitation	beniMellel	0	200	200	200	400	0	0
		benimellel Cumul	0	200	400	600	1000	1000	1000
total cumulé Pomme			0	200	400	906	1476	1526	1526
Cerisier	Ouarzazette	Ouarzazate	0	0	0	0	70	0	0
		Ouarzazate Cumul	0	0	0	0	70	70	70
	Tinghir	Tinghir	0	0	0	0	0	0	0
		Tinghir Cumul	0	0	0	0	0	0	0
	Beni Mellel	Béni mellal	0	0	0	0	0	0	0
		Béni mellal Cumul	0	0	0	0	0	0	0
	total cumulé cerisier			0	0	0	0	70	70
Amandier	Extension	Ouarzazate	0	0	0	100	200	0	0
		Ouarzazate Cumul	0	0	0	100	300	300	300
		Beni Mellel	0	100	0	0	500	0	0
		Beni Mellel Cumul	0	100	100	100	600	600	600
	total cumulé			0	100	100	200	900	900
Total General cumulé Pommier + Amandier			0	200	400	906	1566	1621	1621
Safran	Ouarzazate Tinghir	Safran OuarzazetteTinghir	0	0	0	0	20	0	0
		Ouarzazate Cumul	0	0	0	0	20	20	20
		Safran Beni Mellel	0	0	0	0	0	5	0
	Beni Mellel	Beni Mellel cumul	0	0	0	0	0	5	5
		total Safran cumulé			0	0	0	0	20

**Tableau : Echancier de réalisation physique des unités de valorisation des produits des composantes d'élevage**

Unités de valorisation des produits		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
I. Investment	Unit								
A. Ouarzazate									
1. Unités de conditionnement, stockage et valorisation:									
a. Construction 2 unités (conditionnement, stockage pomme)	Unité	-	-	-	-	1	1	-	2
b. Construction 2 unités de transformation de jus	Unité	-	-	-	-	-	1	1	2
c. Equipement 2 unités frigofiques 500 T	lot	-	-	-	-	1	1	-	2
d. équipement production de jus et vinaigre de pomme (2 tonne/j)	lot	-	-	-	-	1	1	-	2
B. Béni Mellal									
3. Unités de conditionnement, stockage /a									
a. terrain (2 unités conditionnement et stockage 2500 m2/unité)	U	-	2	-	-	-	-	-	2
b. Terrain (1 unités jus 700 m2/unité)	U	-	1	-	-	-	-	-	1
c. Construction 2 unités (conditionnement, stockage et transformation, 1500 m2 couverte/unité)	Unité	-	-	-	-	2	-	-	2
d. Construction 1 unité de transformation de jus	Unité	-	-	-	-	-	1	-	1
e. équipements 2 unités frigofiques 1000 T/unité	lot	-	-	-	-	2	-	-	2
f. équipement production de jus et vinaigre de pomme (2 tonne/j)	lot	-	-	-	-	-	1	-	1

**tableau : Structure des modèles d'exploitations**

Spéculation	Model 1		Model 2		Model 3		Model 4	
	dominante pommier		dominante pomme de terre		Mixte céréales/élevage		extensif agro-pastoral*	
Pommier	1,20	60%	0,30	8%				
Pommes de terre	0,10	5%	2,00	50%				
Amandier			0,20	5%	1,00	10%		
Céréales irriguées			0,40	10%				
Maraichage divers	0,20	10%	0,30	8%				
Céréales en sec					7,00	70%	3,00	60%
Luzerne irrigué	0,30	15%	0,40	10%				
Jachère	0,00	0%	0,20	5%	2,00	20%	2,00	40%
Safran	0,10	5%	0,10	3%				
Autres arbres fruitiers	0,10	5%	0,10	3%				
Parcours								
Total area/mdl	2,00	100%	4,00	100%	10,0	100%	5,0	100%
Petits ruminants					25,0		50,0	



**Tableau : Rendements réalisés pour les principales spéculations au niveau des provinces**

Activité	Type d'intervention	Province	unité	Rendement moyen (t/ha)			
				2017	2018	2019	2020
Pommier	Extension	Ouarzazate	t	0	0	15,5	10,2
		Tinghir	t	0	0	19,4	9,5
		beniMellel	t	0	0	25	10
	Réhabilitation	Ouarzazate	t	0	0	15,5	10,2
		Tinghir	t	0	0	19,4	9,5
		beniMellel	t	0	0	25	10
Amandier	Extension	Ouarzazate	t	0	0	0,6	0,93
		beniMellel	ha	0	0		
Pomme de terre	Intensification	Ouarzazate	t	0	0	17	17
		beniMellel	t	0	0	40	40
	Extension	Ouarzazate	t	0	0	17	17
		beniMellel	t	0	0	40	40
safranière	Mise en place	Tinghir	t	0	0	0,0034	0,0031

**Tableau : Prix des fruits et légumes appliqués dans Marche de Grosen MAD**

culture/activité	unité	Prix des fruits et légumes en MAD	
		2019	2020
Pommes	kg	2,5-3.4	3.8-4
Amandes	kg	56	52
Cerises	kg		
Pomme de terre	kg	2	3
safran	kg	17000	17000
viande ovine	kg	55	55
Viande caprine	kg	60	60
lait	l	4	4
Fumier	t	150	<b>150</b>
miel	Kg	200	250
Luzerne	Kg	2	2.5
blé tendre	ql	40	55
blé dur	ql	50	65

## Pommier Réhabilitation Beni Mellel

[illegible]

## Pommier Réhabilitation Ouarzazate + Tinghir

[illegible]

# Pommier Réhabilitation Ouarzazate + Tinghir

## Tableau : Pommier productif- Vente sur pied

Revenu		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	
		44 970	27 686	47 457	40 108	55 944	43 949	68 947	56 448	85 747	76 608	118 944	77 952	120 960	80 640	122 976	80 640	122 976	80 640	122 976	80 640	122 976
charges		22 681	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478
Rev- charg		22 290	- 792	18 978	11 630	27 466	15 470	40 469	27 970	57 269	48 130	90 466	49 474	92 482	52 162	94 498	52 162	94 498	52 162	94 498	52 162	94 498
revaddit			- 23 082	- 3 311	- 10 660	5 176	- 6 819	18 179	5 680	34 979	25 840	68 176	27 184	70 192	29 872	72 208	29 872	72 208	29 872	72 208	29 872	72 208
superficie	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
revadd* sup			- 23 082	- 3 311	- 10 660	5 176	- 6 819	18 179	5 680	34 979	25 840	68 176	27 184	70 192	29 872	72 208	29 872	72 208	29 872	72 208	29 872	72 208
dollars		9,25	- 2 377	- 341	- 1 098	533	- 702	1 872	585	3 602	2 661	7 021	2 800	7 229	3 076	7 436	3 076	7 436	3 076	7 436	3 076	7 436

Année	superficie	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029	2 030	2 031	2 032	2 033	2 034	2 035	2 036
2 017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 018	200		- 413 409	- 68 206	- 219 562	106 611	- 140 458	374 442	116 992	720 477	532 234	1 404 242	559 917	1 445 766	615 282	1 487 291	615 282	1 487 291	615 282	1 487 291	615 282
2 019	200			- 432 200	- 68 206	- 219 562	106 611	- 140 458	374 442	116 992	720 477	532 234	1 404 242	559 917	1 445 766	615 282	1 487 291	615 282	1 487 291	615 282	1 487 291
2 020	200				- 475 420	- 68 206	- 219 562	106 611	- 140 458	374 442	116 992	720 477	532 234	1 404 242	559 917	1 445 766	615 282	1 487 291	615 282	1 487 291	615 282
2 021	400					- 950 840	- 136 412	- 439 123	213 222	- 280 916	748 884	233 984	1 440 954	1 064 468	2 808 484	1 119 834	2 891 533	1 230 565	2 974 581	1 230 565	2 974 581
2 022	-						-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 023	-							-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pommier Réhabilitation Beni Mellel		-	- 413 409	- 500 406	- 763 188	- 1 131 997	- 389 821	- 98 529	564 198	930 995	2 118 587	2 890 937	3 937 347	4 474 393	5 429 450	4 668 173	5 609 388	4 820 428	5 692 437	4 820 428	5 692 437
Total Pommier réhabilitation BM	-		- 413 409	- 500 406	- 763 188	- 1 131 997	- 389 821	- 98 529	564 198	930 995	2 118 587	2 890 937	3 937 347	4 474 393	5 429 450	4 668 173	5 609 388	4 820 428	5 692 437	4 820 428	5 692 437
Area Model																					
Mdl 1	1,2	2 892	- 103	2 462	1 509	3 563	2 007	5 250	3 628	7 429	6 244	11 736	6 418	11 998	6 767	12 259	6 767	12 259	6 767	12 259	6 767
Mdl 2	0,3	723	- 26	616	377	891	502	1 313	907	1 857	1 561	2 934	1 605	2 999	1 692	3 065	1 692	3 065	1 692	3 065	1 692

## Pommier Réhabilitation Ouarzazate + Tinghir

Tableau. Pommier productif- Vente sur pied

## CROP MANAGEMENT & YIELDS

(Per ha)

[illegible]

Pommier Extension Ouarzazate +Tinghir

Tableau : Pommier productif- Vente sur pied

prix eco	prix fin	CROP MANAGEMENT & YIELDS		Existing Technolo gy	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
		(Per ha)			New Technology																			
Cost DH/unit		Unit	1 to 20	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029	2 030	2 031	2 032	2 033	2 034	2 035	2 036	
5 600		Yields value gros calibre	DH	8 400	33 600	17 472	43 120	25 200	56 000	35 280	70 560	40 320	84 000	50 400	92 400	61 600	100 800	61 600	100 800	61 600	100 800	61 600	100 800	
4 000		Yields value calibre moyen	DH	28 800	16 000	19 680	44 000	33 000	50 000	39 600	50 400	36 000	48 000	36 000	42 000	28 000	36 000	28 000	36 000	28 000	36 000	28 000	36 000	
3 200		Yields value petit calibre	DH	20 160	11 200	12 672	10 560	7 200	8 000	5 760	8 960	5 760	9 600	6 400	9 600	6 400	9 600	6 400	9 600	6 400	9 600	6 400	9 600	
		TOTAL YIELD VALUE	DH	57 360	41 200	49 824	97 680	65 400	114 000	80 640	129 920	82 080	141 600	92 800	144 000	96 000	146 400	96 000	146 400	96 000	146 400	96 000	146 400	
		Inputs value																						
264		Fumier	DH	449	1 320	1 320	1 320	1 320	1 320	1 320	1 320	1 320	1 320	1 320	1 320	1 320	1 320	1 320	1 320	1 320	1 320	1 320	1 320	
1 337		Traitements phytosanitaires	DH	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	10 694	
408		Engrais azotés	DH	1 142	2 448	2 448	2 448	2 448	2 448	2 448	2 448	2 448	2 448	2 448	2 448	2 448	2 448	2 448	2 448	2 448	2 448	2 448	2 448	
336		Engrais phosphatés	DH	672	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	
720		Engrais potassiques	DH	1 584	1 632	1 632	1 632	1 632	1 632	1 632	1 632	1 632	1 632	1 632	1 632	1 632	1 632	1 632	1 632	1 632	1 632	1 632	1 632	
432		Engrais foliaires Labor	DH	864	2 160	2 160	2 160	2 160	2 160	2 160	2 160	2 160	2 160	2 160	2 160	2 160	2 160	2 160	2 160	2 160	2 160	2 160	2 160	
75	100	irrigation		1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	
75	100	Travaux du sol (weed control)	DH	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	1 500	
75	100	Epandage et incorporation fumier	DH	450	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	
75	100	incorporation engrais et irrigation	DH	450	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	
75	100	Taille d'entretien	DH	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	2 100	
75	100	Eclaircissage	DH	3 000	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	2 400	
		Revenu	57 360	41 200	85 600	49 824	97 680	65 400	114 000	80 640	129 920	82 080	141 600	92 800	144 000	96 000	146 400	96 000	146 400	96 000	146 400	96 000	146 400	
		charges	24 406	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	
		Rev- charg	32 954	12 722	57 122	21 346	69 202	36 922	85 522	52 162	101 442	53 602	113 122	64 322	115 522	67 522	117 922	67 522	117 922	67 522	117 922	67 522	117 922	
		revaddit		- 20 233	24 167	- 11 609	36 247	3 967	52 567	19 207	68 487	20 647	80 167	31 367	82 567	34 567	84 967	34 567	84 967	34 567	84 967	34 567	84 967	
		superfici e	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
		revadd* sup		- 20 233	24 167	- 11 609	36 247	3 967	52 567	19 207	68 487	20 647	80 167	31 367	82 567	34 567	84 967	34 567	84 967	34 567	84 967	34 567	84 967	

Pommier Extension Ouarzazate + Tinghir

Tableau : Pommier productif- Vente sur pied

Pommier Réhabilitation Ouarzazate + Tinghir		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Reven u	57 360	41 200	85 600	49 824	97 680	65 400	114 000	80 640	129 920	82 080	141 600	92 800	144 000	96 000	146 400	96 000	146 400	96 000	146 400	96 000	146 400
charge s	24 406	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478	28 478
Rev- charg e	32 954	12 722	57 122	21 346	69 202	36 922	85 522	52 162	101 442	53 602	113 122	64 322	115 522	67 522	117 922	67 522	117 922	67 522	117 922	67 522	117 922
revaddi t		- 20 233	24 167	- 11 609	36 247	3 967	52 567	19 207	68 487	20 647	80 167	31 367	82 567	34 567	84 967	34 567	84 967	34 567	84 967	34 567	84 967
superfi cie	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
revadd * sup		- 20 233	24 167	- 11 609	36 247	3 967	52 567	19 207	68 487	20 647	80 167	31 367	82 567	34 567	84 967	34 567	84 967	34 567	84 967	34 567	84 967
dollars	9,25	- 2 084	2 489	- 1 196	3 733	409	5 414	1 978	7 053	2 126	8 256	3 230	8 503	3 560	8 750	3 560	8 750	3 560	8 750	3 560	8 750
superfi cie		2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029	2 030	2 031	2 032	2 033	2 034	2 035	2 036
2 017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 018	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 019	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 020	120				- 250 045	298 668	- 143 466	447 957	49 028	649 646	237 370	846 392	255 166	990 738	387 648	1 020 398	427 195	1 050 058	427 195	1 050 058	427 195
2 021	170					- 354 230	423 113	- 203 244	634 606	69 457	920 332	336 274	1 199 055	361 485	1 403 545	549 168	1 445 564	605 193	1 487 582	605 193	1 487 582
2 022	50						104 185	124 445	59 778	186 649	20 428	270 686	98 904	352 663	106 319	412 807	161 520	425 166	177 998	437 524	177 998
2 023	-																				
Total		-	-	-	- 250 045	- 55 563	175 461	369 158	623 857	905 752	1 178 131	1 453 352	1 553 125	1 704 887	1 897 513	1 982 374	2 034 279	2 080 417	2 092 775	2 092 775	2 092 775
Area Model																					
Md I 1	1,2	4 275	1 650	7 410	2 769	8 978	4 790	11 095	6 767	13 160	6 954	14 675	8 344	14 987	8 760	15 298	8 760	15 298	8 760	15 298	8 760
Md I 2	0,3	1 069	413	1 853	692	2 244	1 197	2 774	1 692	3 290	1 738	3 669	2 086	3 747	2 190	3 824	2 190	3 824	2 190	3 824	2 190

## Amandier Ouarzazate et Tinghir + Beni Mellel

CROP MANAGEMENT &  
YIELDS

(Per ha)

CROP MANAGEMENT & YIELDS		Existi ng																				
(Per ha)		Technology	New Technology																			
	Unit	1 to 20	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Rendement potentiel total	MT	0,2	0,6	1,0	0,6	1,0	0,6	1,0	0,6	1,0	0,6	1,0	0,6	1,0	0,6	1,0	0,6	1,0	0,6	1,0	0,6	1,0
Operating Inputs																						
Fumier	MT (nbre of sprays)	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
traitements phytosanitaires		-	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Engrais azotés	Qx	-	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
engrais phosphatés	Qx	-	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
engrais potassiques	Qx	-	1	1	1	1	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Labor																						
Travaux du sol (impluvium)	JT/ha	-	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
Epandage et incorporation fumier et engrais fond	JT/ha	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
incorporation engrais de couverture	JT/ha	-	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5
Taille d'entretien	JT/ha	-	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
Récolte	JT/ha	12	12	12	12	15	12	15	12	18	15	20	16	20	16	20	16	20	16	20	16	20



## Amandier Ouarzazate + Tinghir + Beni Melle

[illegible]

## Amandier Ouarzazate + Tinghir + Beni Mellel

1 to 20			1	2	3	4	5	6	7	8		9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
charges			1 892	5 588	5 588	5 588	5 998	6 030	6 270	6 030	6 680	6 780	7 180	6 860	7 180	6 860	7 180	6 860	7 180	6 860	7 180	6 860	6 860
Rev- charg			7 408	18 673	34 994	22 312	40 502	21 870	40 230	21 870	39 820	21 120	39 320	21 040	39 320	21 040	39 320	21 040	39 320	21 040	39 320	21 040	39 320
revaddit				10 645	26 966	14 284	32 474	13 842	32 202	13 842	31 792	13 092	31 292	13 012	31 292	13 012	31 292	13 012	31 292	13 012	31 292	13 012	31 292
superficie				1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
revadd* sup				10 645	26 966	14 284	32 474	13 842	32 202	13 842	31 792	13 092	31 292	13 012	31 292	13 012	31 292	13 012	31 292	13 012	31 292	13 012	13 012
dollars			9,25	1 096	2 777	1 471	3 344	1 426	3 316	1 426	3 274	1 348	3 223	1 340	3 223	1 340	3 223	1 340	3 223	1 340	3 223	1 340	1 340
Area Models	Mdl 2	0,2	1 482	3 735	6 999	4 462	8 100	4 374	8 046	4 374	7 964	4 224	7 864	4 208	7 864	4 208	7 864	4 208	7 864	4 208	7 864	4 208	7 864
	Mdl 3	1,0	7 408	18 673	34 994	22 312	40 502	21 870	40 230	21 870	39 820	21 120	39 320	21 040	39 320	21 040	39 320	21 040	39 320	21 040	39 320	21 040	39 320
Année		Superficie	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029	2 030	2 031	2 032	2 033	2 034	2 035	2 036	2 037
2 017		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 018		100		95 329	252 465	147 106	334 439	142 554	331 637	142 554	327 415	134 830	322 266	134 006	322 266	134 006	322 266	134 006	322 266	134 006	322 266	134 006	134 006
2 019		-			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 020		600				657 767	<sup>1</sup> 666 271	882 636	<sup>2</sup> 006 632	855 324	<sup>1</sup> 989 825	855 324	<sup>1</sup> 964 490	808 980	<sup>1</sup> 933 594	804 037	<sup>1</sup> 933 594	804 037	<sup>1</sup> 933 594	804 037	<sup>1</sup> 933 594	804 037	<sup>1</sup> 933 594
2 021		200					219 256	555 424	294 212	668 877	285 108	663 275	285 108	654 830	269 660	644 531	268 012	644 531	268 012	644 531	268 012	644 531	268 012
2 022		-						-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 023		-							-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amandier Ouarzazate + Tinghir + Beni Mellel			-	95 329	252 465	804 874	2 219 965	1 580 614	2 632 482	1 666 756	2 602 348	1 653 429	2 571 864	1 597 817	2 525 520	1 582 575	2 523 872	1 582 575	2 523 872	1 582 575	2 523 872	1 582 575	2 335 613
Area Models	Mdl 2	0,2	160	404	757	482	876	473	870	473	861	457	850	455	850	455	850	455	850	455	850	455	850
	Mdl 3	1,0	801	2 019	3 783	2 412	4 379	2 364	4 349	2 364	4 305	2 283	4 251	2 275	4 251	2 275	4 251	2 275	4 251	2 275	4 251	2 275	4 251

## REVUE A MI PARCOURS September - october 2020

### Tableau . Cerisier adulte- Vente sur pied

[illegible]

## CROP MANAGEMENT & YIELDS

[illegible]

## CROP MANAGEMENT & YIELDS

[illegible]

## REVUE A MI PARCOURSSeptember - october 2020

### Tableau . Safran en irrigué\_ nouvelle culture

[illegible]

Tableau. Safran en irrigué\_ nouvelle culture

CROP MANAGEM ENT & YIELDS Prix	(Per ha)	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
20250	Rendement/ha	50625	56700	60750	62775	64800	50625	56700	60750	62775	64800	50625	56700	60750	62775	64800	50625	56700	60750	62775	64800
75	Pré-irrigation	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150
240	Travail du sol	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920	1920
144	Apport de fumier	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880	2880
75	Confection des bassins	1125	1125	1125	1125	1125	1125	1125	1125	1125	1125	1125	1125	1125	1125	1125	1125	1125	1125	1125	1125
7,44	Plantation des bulbes	24180	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
384	Engrais de Fond	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152
75	Irrigation	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150
Exploitation																					
384	Engrais de Fond	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152	1152
360	Engrais azoté	540	540	540	540	540	540	540	540	540	540	540	540	540	540	540	540	540	540	540	540
75	Desherbage	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600
75	Engrais azoté	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900	900
75	Desherbage	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500	1500
charges		36249	12069	12069	12069	12069	12069	12069	12069	12069	12069	12069	12069	12069	12069	12069	12069	12069	12069	12069	12069
Revenu		50625	56700	60750	62775	64800	50625	56700	60750	62775	64800	50625	56700	60750	62775	64800	50625	56700	60750	62775	64800
Rev- charg		14376	44631	48681	50706	52731	38556	44631	48681	50706	52731	38556	44631	48681	50706	52731	38556	44631	48681	50706	52731
revaddit		14376	44631	48681	50706	52731	38556	44631	48681	50706	52731	38556	44631	48681	50706	52731	38556	44631	48681	50706	52731
superficie		2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026	2 027	2 028	2 029	2 030	2 031	2 032	2 033	2 034	2 035	2 036
		0	0	0	0	20	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25	25
revadd* sup		-	-	-	-	1 054 620	963 900	1 115 775	1 217 025	1 267 650	1 318 275	963 900	1 115 775	1 217 025	1 267 650	1 318 275	963 900	1 115 775	1 217 025	1 267 650	1 318 275

## Annexe3: couts, productions et marges des produits des différentes spéculations animales

## Tableau: Ovins non encadrés par l'ANOC

Composition du troupeau : 30 têtes ovines (15 UZO)

Viande ovine

Taux accroissement viande

Taux accroissement laine

				2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024
Quantités pour 15 UZO				Avec Projet- Quantités							
Unit				Sans projet							
				1+%	100%	5%	10%	15%	25%	30%	30%
				1-20 years	1	2	3	4	5	6	7
				11,9	11,9	12,5	13,1	13,7	14,9	15,5	15,5
				2	2	2,1	2,1	2,1	2,2	2,3	2,5
productivité (kg viande/UZ)											
productivité (kg laine/UZ)											
têtes				30,0	30	30	30	30	30	30	30
2 UZO				14	14	15	15	15	15	15	15
Evolution adoption new technology:			Têtes adoption	41268	41268	4 127	12 380	33 014	37 141	41 268	41 268
10% année 2, 30% année 3, 80% année 4, 100% année 5			UZO adoption	13 585	5 243	1 748	5 243	13 981	13 981	13 981	13 981
<b>Produits:</b>			kg viande	161 660	62 388	21 837	68 627	191 324	207 961	216 280	216 280
prod viande DH/kg	41			6 547 245	2 526 728	884 402	2 779 401	7 748 633	8 422 427	8 759 324	8 759 324
			Kg	27 170	10 485	3 600	11 010	29 918	30 757	32 155	34 951
Produit 2: laine 2.0 kg/UZO avant projet, 2.5 kg après projet DH	2			65 208	25 165	8 640	26 423	71 804	73 817	77 173	83 883
			tonne	4 539	4 539	454	1 362	3 632	4 086	4 539	4 539
Produit 3: fumier DH/T	150			680 922	680 922	68 092	204 277	544 738	612 830	680 922	680 922
						3 010	8 365	9 109	9 517	9 524	9 524
Sub total DH				7 293 375	3 232 815	961 135	101	175	074	419	130
Charges non imputées sur le projet Gardiennage	PU		pers-an	1 376	1 376	138	413	1 100	1 238	1 376	1 376
	4 000			5 502 400	5 502 400	550 240	1 650 720	4 401 920	4 952 160	5 502 400	5 502 400
	DH	1		-	-	-	-	-	-	-	-
Aliment de bétail (complémentation 15%)			Nb de tete @ taux d'adoption	54 990	41 268	4 127	12 380	33 014	37 141	41 268	41 268
DH	60			3 299 400	2 476 080	247 608	742 824	1 980 864	2 228 472	2 476 080	2 476 080
Traitements vétérinaires (3 DH avant projet)	-			164 970	-	-	-	-	-	-	-
			s/tot charges	8 966 770	7 978 480	797 848	2 393 544	6 382 784	7 180 632	7 978 480	7 978 480
<b>produits- couts</b>				- 1 673 395	- 4 745 665	163 287	616 557	1 982 391	1 928 442	1 538 939	1 545 650
benef net add.				- 3 072 270	1 836 682	2 289 952	3 655 786	3 601 838	3 212 334	3 219 045	3 219 045
				9,25	- 332 137	198 560	247 562	395 220	389 388	347 279	348 005
Hypothèses			Model	50	- 5 750	1 978	2 490	3 002	2 596	1 865	1 873
1. productivité UZO (voir ci-dessus)			Model	20	- 2 300	791	996	1 201	1 038	746	749
2. mortalité des jeunes 10% avant projet, 6% après projet											
3. Mortalité des adultes 7%avant projet,4% après projet USD (P-C) en USD /unité				- 4	- 12	4	5	6	6	4	4



## Tableau: Caprins non encadrés par l'ANOC

Composition du troupeau : 20 têtes caprines (10 UZC)

Projet de développement des viandes rouges ovines

Viande ovine

	Unit	Quantités pour 10 UZC					
		Sans projet	Avec Projet- Quantités	5%	10%	15%	25%
Taux accroissement viande							
Taux accroissement laine							
		<b>1-20 years</b>	<b>2 017</b>	<b>2 018</b>	<b>2 019</b>	<b>2 020</b>	<b>2 021 et +</b>
			<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>
productivité (kg viande/UZ)		10	10	10,5	11,0	11,5	12,5
productivité (kg poils/UZ)		1	1	1,0	1,0	1,0	1,0
têtes		20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
UZC		10	10	10	10	10	10
Evolution adoption new technology:	23 375	Têtes Adoption	23 375	23 375	2 338	7 013	18 700
10% année 2, 30% année 3, 80% année 4, 100% année 5		UZC adoption	13 585	5 243	5 243	5 243	13 981
Produits:	<b>PU</b>	kg viande	135 849	52 427	55 049	57 670	160 777
prod viande	DH/kg	<b>36</b>	4 907 547	1 893 932	1 988 629	2 083 325	5 808 058
							6 313 107
Produit 2: poils 1.0 kg/UZO avant projet, 1.3 kg après projet	DH	<b>3</b>	13 585	5 243	5 243	5 243	13 981
			46 868	18 087	18 087	18 087	48 233
			2 571	2 571	257	771	2 057
Produit 3: fumier	DH/T	<b>150</b>	385 688	385 688	38 569	115 706	308 550
			5 340 103	2 297 707	2 045 285	2 217 119	6 164 841
Sub total	DH						6 747 027
Charges non imputées sur le projet							
Gardiennage	<b>PU</b>	pers-an	1 169	1 169	117	351	935
	<b>3 750</b>		4 382 813	4 382 813	438 281	1 314 844	3 506 250
							4 382 813
	DH	1	-	-	-	-	-
Aliment de bétail (complémentation 15%)		Nb de tete @ taux d'adoption	54 990	23 375	2 338	7 013	18 700
	DH	<b>45</b>	2 474 550	1 051 875	105 188	315 563	841 500
Traitements vétérinaires (3 DH avant projet)	DH	-	549 900	-	-	-	-
		<b>s/tot charges</b>	<b>7 407 263</b>	<b>5 434 688</b>	<b>543 469</b>	<b>1 630 406</b>	<b>4 347 750</b>
		<b>produits- couts</b>	<b>( 2 067 160)</b>	<b>( 3 136 981)</b>	<b>1 501 816</b>	<b>586 713</b>	<b>1 817 091</b>
		<b>benef net add.</b>		<b>( 1 069 821)</b>	<b>3 568 976</b>	<b>2 653 873</b>	<b>3 884 251</b>
<b>Hypothèses</b>							
1. productivité UZC (voir ci-dessus)		<b>Dollars</b>	<b>9,25</b>	- 115 656	385 835	286 905	419 919
							365 351

**Tableau:Filière miel -Azilal**

CROP MANAGEMENT & YIELDS			Unit	avant projet		Quantités						
				2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024 et +	
			1-20 years	1	2	3	4	5	6	7	8	
Effectif		ruches	2 500	2 600	2 700	2 800	2 900	4 160	5 550	7 020	7 020	
Produits:	PU economique											
Miel	126	kg	17 500	18 200	20 790	24 794	25 375	39 312	56 333	78 624	85 995	
		DH	2 205 000	2 293 200	2 619 540	3 124 044	3 197 250	4 953 312	7 097 895	9 906 624	#####	
Sub total												
Investissement local (250000/100 ruches)/20ans=			-	325 000	337 500	350 000	362 500	520 000	693 750	877 500	877 500	
	125											
equipement (40500/100 ruches/5ans)			-	-	-	-	-	-				
	81											
Charges:												
Gardiennage	30	ruche	75 000	78 000	81 000	84 000	87 000	124 800	166 500	210 600	210 600	
			-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Frais de santé	123	traitement/ruche	306 250	318 500	330 750	343 000	355 250	509 600	679 875	859 950	859 950	
1			-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Frais de nourrissage	8	ruche	18 750	19 500	20 250	21 000	21 750	31 200	41 625	52 650	52 650	
1			-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Frais de transport	20	ruche	50 000	52 000	54 000	56 000	58 000	83 200	111 000	140 400	140 400	
			-	-	-	-	-	-	-	-	-	
total couts (Inv + charges opérationnelles)			450 000	793 000	350 000	854 000	362 500	520 000	693 750	877 500	877 500	
produits- couts			1 755 000	1 500 200	2 269 540	2 270 044	2 834 750	4 433 312	6 404 145	9 029 124	9 957 870	
benef net additionnel			-	254 800	514 540	515 044	1 079 750	2 678 312	4 649 145	7 274 124	8 202 870	
Dollars		9,25	-	27 546	55 626	55 680	116 730	289 547	502 610	786 392	886 797	
Hypothèses												
1. productivité ruche		Kg	7,00	7,00	7,70	8,86	8,75	9,45	10,15	11,20	12,25	
2. Perte de ruche		%				5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	
3. Accroissement productivité				-	0,10	0,15	0,25	0,35	0,45	0,60	0,75	
3. Accroissement effectif ruches		%	4,00	4,00	4,00	10,00	20,00	20,00	20,00	20,00	20,00	

## REVUE A MI PARCOURS September- octobre 2020

Estimation des avantages des opérations de protection des terres de cultures, création des pistes d'accès aux champs et aux plantations et aménagements hydro-agricole

Tableau : Impact des actions PMH+PTC+Pistes\*

Rubriques	Taux de gain de productivité *	Gain de productivité en MAD /ha																			
		2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
Gain de productivité par ha de pommier extension Ouarzazate		288	899	872	2176	3662	4788	4704	6496	6384	9912	6496	10080	6720	10248	6720	10248	6720	10248	6720	10248
Gain de productivité par ha de pommier réhabilitation Ouarzazate	7%	2884	5992	3488	6838	4578	7980	5645	9094	5746	9912	6496	10080	6720	10248	6720	10248	6720	10248	6720	10248
Gain de productivité par ha de pommier réhabilitation Beni Mellel	7%	1938	3322	2808	3916	3076	4826	3951	6002	5363	8326	5457	8467	5645	8608	5645	8608	5645	8608	5645	8608

\* il s'agit d'une estimation des avantages engendrés par suite de la réalisation des opérations de protection des terres de cultures, aménagement des pistes pour faciliter les accès aux champs et aux plantations et aménagements hydro-agricole. Selon les experts chargés des composantes d'aménagements et les données de terrain, on peut espérer une amélioration de la productivité de 10 à 15% au niveau des champs de cultures. Dans nos calculs économiques, on a retenu seulement un taux de 5 à 7 % d'amélioration de la productivité juste dans les champs de pommier.

# REVUE A MI PARCOURS Septembre - octobre 2020

Tableau : Estimation des avantages des opérations PTC+Pistes + AHA

Tableau d'estimation des avantages des opérations P-VH (liste P-VH)																							
Année	Zone	Superficie	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	
2017	ExtenOuarz	0	0																				
	réhabOuarz	0	0																				
	Réhab BMellel	0	0																				
2018	ExtenOuarz	0		0																			
	réhabOuarz	0		0																			
	Réhab Beni Mellel	200		200	387610	664393	561516	783216	615283	965261	790272	1200461	1072512	1665216	1091328	1693440	1128960	1721664	1128960	1721664	1128960	1721664	
2019	ExteOuarz	0			0																		
	RéhabOuarz	0			0																		
	Réhab Beni Mellel	200			200	387610	664393	561516	783216	615283	965261	790272	1200461	1072512	1665216	1091328	1693440	1128960	1721664	1128960	1721664	1128960	
2020	ExtenOuarz	186				186	53642	167177	162177	404662	681206	890568	874944		1208256	1187424	1843632	1208256	1874880	1249920	1906128	1249920	1906128
	réhaOuarz	120				120	346080	719040	418522	820512	549360	957600	677376		1091328	689472	1189440	779520	1209600	806400	1229760	806400	1229760
	Réhab Beni Mellel	200			200	387610	664393	561516	783216	615283	965261	790272		1200461	1072512	1665216	1091328	1693440	1128960	1721664	1128960	1721664	1128960
2021	Ext Ouarz	0					0																
	réhaOuarz	170					170	490280		1018640	592906	1162392	778260	1356600	959616	1546048	976752	1685040	1104320	1713600	1142400	1742160	1142400
	Réhab Beni Mellel	400					400	775219		1328786	1123033	1566432	1230566	1930522	1580544	2400922	2145024	3330432	2182656	3386880	2257920	3443328	2257920
2022	ExteOuarz	0						0															
	réhabiOuarz	50						50	144200	299600	174384	341880	228900	399000	282240	454720	287280	495600	324800	504000	336000	512400	
	Réhab Beni Mellel	0						0															
2023	ExtenOuarz	0							0														
	réhabOuarz	0							0														
	Réhab Beni Mellel	0							0														
Total MAD			0	200	387 610	1 052 003	2 013 241	4 160 841	5 032 340	5 604 472	6 504 590	7 154 868	8 131 586	9 176 933	9 935 162	##### ###	##### ###	##### ###	##### ###	##### ###	##### ###	##### ###	
Total USD 9.25		Total USD																					
Taux appliqué			0	0	41 904	113 730	217 648	449 821	544 037	605 889	703 199	773 499	879 090	992 101	1 074 072	1 195 627	1 211 271	1 233 635	1 239 047	1 255 405	1 249 448	1 256 313	

**REVUE A MI PARCOURS September - october 2020**

#### Annexe 4: couts, productions et marges au niveau des unités de valorisation des pommes

**Tableau: Unité de conditionnement des Pommes1000 T- Béni Mellal (2 Unités)**

[illegible]

## REVUE A MI PARCOURS Septembre - octobre 2020

Tableau: Unité de conditionnement des Pommes 1000 T- Béni Mellal (2 Unités)

Produits:			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	An 9	An 10 - An 20
vente pomme frigo	tonne											
ecarts de triage	tonne		-	-	-	4 312 500	8 625 000	8 625 000	8 625 000	8 625 000	8 625 000	8 625 000
Total produits			-	-	-	57 500	115 000	115 000	115 000	115 000	115 000	115 000
			-	-	-	4 312 500	8 625 000	8 625 000	8 625 000	8 625 000	8 625 000	8 625 000
couts d'investissement:												
achat de terrain( les agriculteurs)	m2											
Construction locaux	m2		2 500 000									
équipements	FF		-	4 861 500	-	-	-					
					10 000 000	-						
Charges fixes annuelles:												
Raccordement et transformation	FF					85 203	85 203	85 203	85 203	85 203	85 203	85 203
Matériel de bureau	FF					4 706	4 706	4 706	4 706	4 706	4 706	4 706
Assurance	FF					88 000	88 000	88 000	88 000	88 000	88 000	88 000
entretien & réparation	FF					100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Charges variables annuelles:												
Matière première	tonne					1 650	2 200	2 200	2 200	2 200	2 200	2 200
consommable						44 000	44 000	44 000	44 000	44 000	44 000	44 000
electricité						260 000	260 000	260 000	260 000	260 000	260 000	260 000
eau						10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
emballage	tonne		-	-	-	2 012 500	4 025 000	4 025 000	4 025 000	4 025 000	4 025 000	4 025 000
Personnel permanent	FF					75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000
Personnel occasionnel	FF					90 000	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000
Frais de transport	tonne					460 000	920 000	920 000	920 000	920 000	920 000	920 000
Frais divers de gestion						90 000	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000
total couts			2 500 000	4 861 500	10 000 000	3 321 059	5 794 109	5 794 109	5 794 109	5 794 109	5 794 109	5 794 109

## REVUE A MI PARCOURS September - octobre 2020

Tableau: Unité de conditionnement des Pommes 1000 T- Béni Mellal (2 Unités)

			2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
Marge nette additionnelle			- 2 500 000	- 4 861 500	- 10 000 000	991 441	2 830 891	2 830 891	2 830 891	2 830 891	2 830 891	2 830 891
\$/DH		9,25	- 270 270	- 525 568	- 1 081 081	107 183	306 042	306 042	306 042	306 042	306 042	306 042
nb de cooperatives touchées par le pj		2	- 540 541	- 1 051 135	- 2 162 162	214 366	612 085	612 085	612 085	612 085	612 085	612 085
Années			2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
Marge nette additionnelle par unité			- 270 270	- 525 568	- 1 081 081	107 183	306 042	306 042	306 042	306 042	306 042	306 042
Unité de conditionnement de pomme 1000 t à Beni Mellal												
Nombre d'unité			2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
2017		0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2018		0		-	-	-	-	-	-	-	-	-
2019		0			-	-	-	-	-	-	-	-
2020		0				-	-	-	-	-	-	-
2021		0					-	-	-	-	-	-
2022		2					- 540 541	- 1 051 135	- 2 162 162	214 366	612 085	
2023		0						-	-	-	-	
Années			2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
Total unité de conditionnement	en USD		-	-	-	-	-	- 540 541	- 1 051 135	- 2 162 162	214 366	612 085

## REVUE A MI PARCOURS September - october 2020

Tableau : Unité de conditionnement de pomme Ouarzazate – Azilal Unité 500 T

[illegible]



**REVUE A MI PARCOURS September - octobre 2020**
**Tableau : Unité de conditionnement de pomme Ouarzazate \_ Azilal Unité 500 T**

			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	An 9	An 10
Marge nette additionnelle			-	- 5 500 000	- 4 804 000	873 953	1 345 233	1 345 233	1 345 233	1 345 233	1 345 233	1 345 233
<b>USD</b>		9	-	- 594 595	- 519 351	94 481	145 431	145 431	145 431	145 431	145 431	145 431
Marge nette additionnelle totale			-	- 594 595	- 519 351	94 481	145 431	145 431	145 431	145 431	145 431	145 431
Unité de conditionnement Ouarzazate 500 t	Nombre d'unité		2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2018	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2019	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2020	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2021	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2022	2	-	-	-	-	-	- 1 189 189	- 1 038 703	188 963	290 861	
	2023	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
			2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
Total unité de conditionnement			-	-	-	-	-	-	- 1 189 189	- 1 038 703	188 963	290 861

**REVUE A MI PARCOURS September - octobre 2020**
**Tableau : Unité de conditionnement de pomme Ouarzazate – Azilal Capacité Unité frigo 500 T**

	Unit	An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7	An 8	An 9	An 10
Produits:	Prix (DH)										
vente pomme frigo	tonne	8 625	-	-	3 450 000	4 312 500	4 312 500	4 312 500	4 312 500	4 312 500	4 312 500
ecarts de triage	tonne	2 300	-	-	46 000	57 500	57 500	57 500	57 500	57 500	57 500
Total produits			-	-	3 496 000	4 370 000	4 370 000	4 370 000	4 370 000	4 370 000	4 370 000
couts d'investissement:											
achat de terrain ( les agri	m2	-	-								
Construction locaux	m2	5 500	-	5 500 000		-	-				
équipements	FF			8 300 000		-					
Charges fixes annuelles:											
Raccordement et transfo	FF				42 601	42 601	42 601	42 601	42 601	42 601	42 601
Matériel de bureau	FF				4 706	4 706	4 706	4 706	4 706	4 706	4 706
Assurance	FF				42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000
entretien & réparation	FF				83 000	83 000	83 000	83 000	83 000	83 000	83 000
Charges variables annuelles:											
Matière première	tonne	2 875			440	660	660	660	660	660	660
consommable					28 000	28 000	28 000	28 000	28 000	28 000	28 000
electricité					88 000	88 000	88 000	88 000	88 000	88 000	88 000
eau					8 300	8 300	8 300	8 300	8 300	8 300	8 300
emballage	tonne	4 025	-	-	-	1 610 000	2 012 500	2 012 500	2 012 500	2 012 500	2 012 500
Personnel permanent	FF				75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000
Personnel occasionnel	FF				90 000	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000
Frais de transport	tonne	460			460 000	460 000	460 000	460 000	460 000	460 000	460 000
Frais divers de gestion					90 000	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000	90 000
total couts			-	5 500 000	8 300 000	2 622 047	3 024 767	3 024 767	3 024 767	3 024 767	3 024 767
Marge nette additionnelle			-	- 5 500 000	- 4 804 000	873 953	1 345 233	1 345 233	1 345 233	1 345 233	1 345 233

## REVUE A MI PARCOURS PDRMA September - october 2020

Tableau : Unité de fabrication jus de pommes/vinaigre de Pomme

			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5-20
Produits:		Prix (DH)					
Jus de pomme	bouteille-	9	-	-	600 000	800 000	800 000
vinaigre	bouteille-	29			4 000	6 000	6 000
Total produits							
couts d'investissement:							
achat de terrain(les agriculteurs)	m2	1 860	####	-	-	-	
Construction locaux	m2	3 700		500			
équipements	FF						
Frais annuels d'exploitation:							
Matière première	tonne	1 150	-	-	860	1 147	1 147
Fluides et energie	FF						
emballage	FF						
Personnel	FF						
Entretien et réparation	FF						
Frais de transport	tonne	460			1 462	1 950	1 950
Frais de gestion et d'adm.	FF						
total couts							
Marge nette additionnelle							
nb de cooperatives touchées p	3						

## REVUE A MI PARCOURS PDRMA September - octobre 2020

Tableau : Unité de fabrication jus de pommes/vinaigre de Pomme

			An 1	An 2	An 3	An 4	An 5-20	An 6	An 7	An 8	An 9	An 10
Produits:		Prix (DH)										
Jus de pomme	bouteille-1 lit	<b>9</b>	-	-	5 520 000	7 360 000	7 360 000	7 360 000	7 360 000	7 360 000	7 360 000	7 360 000
vinaigre	bouteille-0,5 lit	<b>29</b>	-	-	115 000	172 500	172 500	172 500	172 500	172 500	172 500	172 500
Total produits			-	-	5 520 000	7 360 000	7 360 000	7 360 000	7 360 000	7 360 000	7 360 000	7 360 000
couts d' investissement:												
achat de terrain(*)	m2	<b>1 860</b>	1 302 000									
Construction locaux	m2	<b>3 700</b>	-	1 850 000	-	-	-					
équipements	FF				9 000 000		-					
Frais annuels d'exploitation:												
Matièrepremière	tonne	<b>1 150</b>	-	-	989 000	1 319 214	1 319 214	1 319 214	1 319 214	1 319 214	1 319 214	1 319 214
Fluides et energie	FF				26 450	26 450	26 450	26 450	26 450	26 450	26 450	26 450
emballage	FF				805 000	1 150 000	1 150 000	1 150 000	1 150 000	1 150 000	1 150 000	1 150 000
Personnel	FF				840 000	840 000	840 000	840 000	840 000	840 000	840 000	840 000
Entretien et réparation	FF				108 000	108 000	108 000	108 000	108 000	108 000	108 000	108 000
Frais de transport	tonne	<b>460</b>	-	-	672 520	897 066	897 066	897 066	897 066	897 066	897 066	897 066
Frais de gestion et d'adm.	FF				18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000	18 000
total couts			1 302 000	1 850 000	12 458 970	4 358 730	4 358 730	4 358 730	4 358 730	4 358 730	4 358 730	4 358 730
Marge nette additionnelle			- 1 302 000	-1 850 000	- 6 938 970	3 001 270	3 001 270	3 001 270	3 001 270	3 001 270	3 001 270	3 001 270
nb de cooperatives touchées par le pj	3		- 422 270	- 200 000	- 750 159	324 462	324 462	324 462	324 462	324 462	324 462	324 462

\*les agriculteurs apportent le terrain qui est actuellement inoccupée et non viable pour l'agriculture

## REVUE A MI PARCOURS PDRMA September - octobre 2020

Tableau : Unité de fabrication jus de pommes/vinaigre de Pomme

Année		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5-20	An 6	An 7	An 8	An 9	An 10
Marge nette additionnelle totale		- 422 270	- 200 000	- 750 159	324 462	324 462	324 462	324 462	324 462	324 462	324 462
Unité de production de jus et vinaigre de pomme Ouarzazate	Nombre d'unité	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
2 017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 018	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 019	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 020	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 021	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 022	2	-	-	-	-	-	- 844 541	- 400 000	- 1 500 318	648 923	648 923
2 023	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 unité de jus à Ouarzazate	USD	-	-	-	-	-	- 844 541	- 400 000	- 1 500 318	648 923	648 923
unité de production de jus et vinaigre de pomme Beni Mellel	Nombre d'unité	2 017	2018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
2 017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 018	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 019	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 020	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 021	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 022	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2 023	1	-	-	-	-	-	-	- 422 270	- 200 000	- 750 159	324 462
1 unité de jus Beni Mellel		-	-	-	-	-	-	- 422 270	- 200 000	- 750 159	324 462
Total unités de production de jus et vinaigre de pomme	Total 2 zones	2 017	2018	2 019	2 020	2 021	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
Total 3 Unités de jus	USD	-	-	-	-	-	- 844 541	- 822 270	- 1 700 318	- 101 236	973 385

## REVUE A MI PARCOURS PDRMA September - october 2020

### Annexe 5 : Analyse économique TRE, VAN, RBC

USD	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Années	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Année 7	Année 8	Année 9	Année 10
Production végétale										
Pommier extension Ouarzazate	-	-	-	- 301 638	- 126 295	- 134 017	52 313	479 409	802 748	1 229 040
Pommier réhabilitation Ouarzazate	-	-	-	- 250 045	- 55 563	175 461	369 158	623 857	905 752	1 178 131
Pommier réhabilitation Beni Mellel	-	- 352 071	- 264 070	- 386 019	- 698 832	47 650	127 719	493 038	878 076	2 124 726
Cerisier	-	-	-	-	- 150 636	- 76 936	- 101 141	94 670	29 400	355 751
Amandier	-	- 100 069	265 020	- 536 056	1 870 045	1 659 218	2 763 395	1 749 643	2 731 762	1 735 654
Safran	-	-	-	-	114 013	104 205	120 624	131 570	137 043	142 516
Luzerne	-	- 5 049	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL VEGETAL	-	- 457 189	950	- 1 473 758	952 732	1 775 582	3 332 069	3 572 188	5 484 781	6 765 818
ELEVAGE										
Caprins	- 115 656	385 835	286 905	419 919	365 351	365 351	365 351	365 351	365 351	365 351
Ovins	- 332 137	198 560	247 562	395 220	389 388	347 279	348 005	348 005	348 005	348 005
Miel	- 27 546	55 626	55 680	116 730	289 547	502 610	786 392	886 797	953 733	1 054 138
TOTAL ELEVAGE	- 475 339	640 021	590 148	931 869	1 044 286	1 215 241	1 499 748	1 600 153	1 667 090	1 767 495
UNITE VALORISATION										
Unités de conditionnement (2) de 100	-	-	-	-	-	- 540 541	- 1 051 135	- 2 162 162	214 366	612 085
Unités de conditionnement (2) de 500	-	-	-	-	-	-	- 1 189 189	- 1 038 703	188 963	290 861
SE jus de pomme vinaigre (3 unités)	-	-	-	-	-	- 844 541	- 822 270	- 1 700 318	- 101 236	973 385
TOTAL UNITE VALORISATION	-	-	-	-	-	- 1 385 081	- 3 062 595	- 4 901 183	302 093	1 876 331
Total PMH + PTC + pistes	-	-	49 885	135 393	250 873	491 028	582 962	629 014	703 199	773 499
BASE TOTAL BENEFICES	- 475 339	182 832	640 983	- 406 497	2 247 892	2 096 770	2 352 184	900 172	8 157 162	11 183 143
BASE COUTS ECONOMIQUES	2 169 976	3 027 840	6 771 487	6 818 994	12 062 044	15 140 912	5 415 447	1 341 459	1 341 459	1 341 459
TOTAL BENEF NETS ADDITIONNELS	- 2 645 315	- 2 845 008	- 6 130 504	- 7 225 490	- 9 814 153	-13 044 143	- 3 063 263	- 441 287	6 815 702	9 841 683

## REVUE A MI PARCOURS PDRMA September - octobre 2020

### Annexe 5: Analyse économique TRE, VAN, RBC (suite)

USD	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	
Années	Année 11	Année 12	Année 13	Année 14	Année 15	Année 16	Année 17	Année 18	Année 19	Année 20	
Production végétale											
Pommier extension Ouarzazate	1 293 386	1 261 213	2 274 661	1 293 386	2 322 921	1 357 732	2 371 180	1 357 732	2 371 180	1 357 732	
Pommier réhabilitation Ouarzazate	1 453 352	1 553 125	1 704 887	1 897 513	1 982 374	2 034 279	2 080 417	2 092 775	2 092 775	2 092 775	
Pommier réhabilitation Beni Mellel	2 935 485	4 033 933	4 597 686	5 600 238	4 801 103	5 789 124	4 960 930	5 876 303	4 960 930	5 876 303	
Cerisier	290 481	486 292	486 292	486 292	486 292	486 292	486 292	486 292	486 292	486 292	
Amandier	2 699 762	1 677 276	2 651 114	1 661 276	2 649 384	1 661 276	2 649 384	1 661 276	2 649 384	1 661 276	
Safran	104 205	120 624	131 570	137 043	142 516	104 205	120 624	131 570	137 043	142 516	
Luzerne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL VEGETAL	8 776 672	9 132 463	11 846 210	11 075 747	12 384 589	11 432 908	12 668 827	11 605 947	12 697 604	11 616 893	
ELEVAGE										#DIV/0!	
Caprins	365 351	365 351	365 351	365 351	365 351	365 351	365 351	365 351	365 351	365 351	
Ovins	348 005	348 005	348 005	348 005	348 005	348 005	348 005	348 005	348 005	348 005	
Miel	1 054 138	1 054 138	1 054 138	1 054 138	1 054 138	1 054 138	1 054 138	1 054 138	1 054 138	1 054 138	
TOTAL ELEVAGE	1 767 495	1 767 495	1 767 495	1 767 495	1 767 495	1 767 495	1 767 495	1 767 495	1 767 495	1 767 495	
UNITE VALORISATION											
Unités de conditionnement (2) de 1000 T	612 085	612 085	612 085	612 085	612 085	612 085	612 085	612 085	612 085	612 085	
Unités de conditionnement (2) de 500 T	290 861	290 861	290 861	290 861	290 861	290 861	290 861	- 1 503 733	290 861	290 861	
SE jus de pomme vinaigre (3 unités)	973 385	973 385	973 385	973 385	973 385	973 385	973 385	- 972 561	412	973 385	
TOTAL UNITE VALORISATION	1 876 331	1 876 331	1 876 331	1 876 331	1 876 331	1 876 331	1 876 331	- 1 864 210	903 358	1 876 331	
Total PMH + PTC + pistes	910 620	992 101	1 074 072	1 195 627	1 211 271	1 233 635	1 239 047	1 255 405	1 249 448	1 256 313	
BASE TOTAL BENEFICES	13 331 117	13 768 389	16 564 107	15 915 199	17 239 685	16 310 368	17 551 699	12 764 637	16 617 904	16 517 032	
BASE COUTS ECONOMIQUES	1 341 459	1 341 459	1 341 459	1 341 459	1 341 459	1 341 459	1 341 459	1 341 459	1 341 459	1 341 459	IRE
TOTAL BENEF NETS ADDITIONNELS	11 989 657	12 426 930	15 222 647	14 573 740	15 898 226	14 968 908	16 210 240	11 423 178	15 276 445	20 263 572	13,8%
ANALYSE DE SENSIBILITE				VAN bénéfice	48 566 063	VAN Coût	37 925 061	AN Avantage	11 397 301	RBC	1,28







## Appendice: COSTAB Actualisé (ci-joint COSTAB)

Maroc													
Projet de développement rural des Montagnes de l'Atl													
<b>Disbursement Accounts by Financiers</b>													
(USD Million)													
	Government		Prêt FIDA		Don FIDA		Bénéficiaires		Don coop. SS		Total		
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	
1. Aménagements et travaux	6,4	20,0	25,1	78,4	-	-	0,5	1,6	-	-	32,0	52,1	
2. Equipements, véhicules et matériels	3,4	20,0	13,0	77,3	-	-	0,5	2,7	-	-	16,8	27,3	
3. Formation et assistance technique	1,6	20,0	5,0	63,8	0,3	3,2	-	-	1,0	12,9	7,8	12,7	
4. Etudes et conventions	0,5	20,0	1,7	75,3	0,1	4,7	-	-	-	-	2,3	3,7	
5. Coûts récurrents	2,1	79,3	0,5	20,7	-	-	-	-	-	-	2,6	4,3	
<b>Total PROJECT COSTS</b>	<b>13,9</b>	<b>22,5</b>	<b>45,3</b>	<b>73,6</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>61,5</b>	<b>100,0</b>	

iroc													
ojet de développement rural des Montagnes de l'Atlas-PDRMA													
<b>Components by Financiers</b>													
(SD Million)													
	Government		Prêt FIDA		Don FIDA		Bénéficiaires		Don coop. SS		Total		
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	
<b>Développement agricole et valorisation des produits</b>													
<b>1. Développement des filières végétales</b>													
a. Filières végétales_Amont	1,6	20,0	5,8	74,9	0,2	2,6	0,2	2,6	-	-	7,8	12,7	
b. Filières végétales_Aval	2,3	19,3	9,2	76,4	-	-	0,5	4,3	-	-	12,1	19,7	
<b>Subtotal Développement des filières végétales</b>	<b>3,9</b>	<b>19,6</b>	<b>15,1</b>	<b>75,8</b>	<b>0,2</b>	<b>1,0</b>	<b>0,7</b>	<b>3,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>19,9</b>	<b>32,3</b>	
<b>2. Développement des filières animales</b>													
a. Filières animales_Amont	1,1	20,0	4,3	80,0	-	-	-	-	-	-	5,4	8,8	
b. Filières animales_Aval	0,4	20,0	1,7	80,0	-	-	-	-	-	-	2,1	3,5	
<b>Subtotal Développement des filières animales</b>	<b>1,5</b>	<b>20,0</b>	<b>6,0</b>	<b>80,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7,5</b>	<b>12,2</b>	
4. Diversification des sources de revenu	0,4	20,0	1,4	67,5	-	-	0,3	12,5	-	-	2,1	3,3	
<b>Subtotal Développement agricole et valorisation des produits</b>	<b>5,8</b>	<b>19,7</b>	<b>22,5</b>	<b>76,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>1,0</b>	<b>3,3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>29,5</b>	<b>47,9</b>	
Aménagements hydro-agricoles et pistes rurales	5,1	20,0	20,4	79,5	0,1	0,5	-	-	-	-	25,6	41,6	
Gestion du Projet, appui institutionnel, et coopération Sud-Sud	2,9	45,6	2,5	38,2	0,0	0,5	-	-	1,0	15,6	6,5	10,5	
<b>tal PROJECT COSTS</b>	<b>13,9</b>	<b>22,5</b>	<b>45,3</b>	<b>73,6</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,0</b>	<b>1,6</b>	<b>61,5</b>	<b>100,0</b>	



[illegible]

detailed Costs (MAD)		Quantities									
		Unit	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total	Unit Cost
I. Investment Costs											
A. Ouarzazate											
1. Réhabilitation des points d'eau		U	-	-	-	-	8	10	-	18	200.000
2. Développement de l'élevage											
Création et encadrement de groupement ANOC		convention ANOC	-	-	-	-	1	-	-	1	1.400.000
3. Actions prophylactiques											
Acquisition de produits vétérinaires		1000 tetes	-	-	63	81	30	30	30	234	2.700
4. Formations		Session	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. Assistance technique											
Ingénieur zootechnicien		H.m	-	4.5	2	5.5	5	-	-	17	39.600
Technicien d'élevage		H.m	-	7	11	11	11	10	-	50	18.000
Subtotal Assistance technique											
6. Amélioration sylvo-pastorale et appui aux usagers des parcours forestiers /a											
a. Économie d'énergie											
Distribution des fours améliorés collectifs et fours à gaz individuels		Fours collectifs	-	-	6	13	-	-	-	19	1.700
Énergie solaire pour le pompage des points d'eau		Point d'eau	-	-	-	-	4	9	-	13	200.000
Subtotal Économie d'énergie											
Subtotal Ouarzazate											
B. tinghir											
1. Points d'eau											
Réhabilitation de points d'eau		U	-	-	-	8	7	-	-	15	200.000
2. Abri neige		Abri	-	-	-	-	2	2	-	4	500.000
3. Développement de l'élevage											
Création et encadrement de groupement ANOC		convention ANOC	-	-	-	-	1	-	-	1	1.400.000
4. Actions prophylactiques											
Acquisition de produits vétérinaires		1000 tetes	-	-	93	81	30	30	30	264	2.700
5. Formation		session	-	-	-	-	1	1	-	2	20.000
6. Assistance technique											
Ingénieur zootechnicien		H.m	-	4	2	5.5	4.5	-	-	16	39.600
Technicien d'élevage		H.m	-	7	11	11	11	10	-	50	18.000
Subtotal sssistance technique											
7. Amélioration des parcours et appui aux riverains de la foret /b											
a. Économie d'énergie											
Distribution des fours améliorés collectifs et fours à gaz individuels		Four	-	-	6	13	-	-	-	19	1.700
Énergie solaire pour le pompage des points d'eau		Point d'eau	-	-	-	-	4	9	-	13	200.000
Subtotal Économie d'énergie											
Subtotal tinghir											
C. Béni Mellal											
1. Points d'eau											
Création de points d'eau		U	-	-	4	4	8	4	-	20	400.000
2. Centre d'affouragement											
Etudes (architecture, géotechnie, béton armé)		U	-	-	-	-	1	-	-	1	200.000
Construction		U	-	-	-	-	-	1	-	1	8.000.000
Subtotal entre d'affouragement											
3. Développement de l'elevage											
Création et encadrement de groupement ANOC		convention ANOC	-	-	-	-	1	-	-	1	1.000.000
Rétrocession de Béliers		tetes	-	-	-	-	60	-	-	60	6.000
Rétrocession de Boucs		tetes	-	-	-	-	50	-	-	50	3.500
Subtotal eveloppement de l'elevage											
4. Actions prophylactiques		1000 tetes	-	-	-	-	50	100	-	150	4.000
5. Achat de matériel de broyage des aliments de bétail		U	-	-	-	-	3	-	-	3	200.000
6. Formation		session	-	-	-	4	-	-	-	4	25.000
7. Asssitance technique											
Technicien GR		H.m	-	-	-	2	2	1	-	5	23.760
Technicien d'élevage		H.m	-	-	-	1	1	-	-	2	17.150
Subtotal sssistance technique											
8. Amélioration sylvo-pastorale et appui aux usagers des parcours forestiers /c											
a. Économie d'énergie											
Distribution des fours améliorés collectifs et fours à gaz individuels		Four	-	-	-	-	-	20	-	20	1.500
Énergie solaire pour le pompage des points d'eau		Point d'eau	-	-	-	-	-	15	-	15	200.000
Subtotal Économie d'énergie											
Total											

ia petits éleveurs usagers des parcours forestiers.  
ib petits éleveurs usagers des parcours forestiers.  
ic petits éleveurs usagers des parcours forestiers.

Maroc  
Projet de développement rural des Montagnes de l'Atlas-PDRMA  
Table 3. Filières végétales\_Aval  
**Detailed Costs**  
(MAD)

Detailed Costs (MAD)		Quantities								
	Unit	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total	Unit Cost
I. Investment Costs										
A. Ouarzazate										
1. Unités de conditionnement, stockage et valorisation:										
a. Construction 2 unités (conditionnement, stockage pomme)	Unité	-	-	-	-	1	1	-	2	5.500.000
b. Construction 2 unités de transformation de jus	Unité	-	-	-	-	-	-	1	2	2.200.000
c. Equipement 2 unités frigorifiques 500 T	lot	-	-	-	-	1	1	-	2	8.300.000
d. équipement production de jus et vinaigre de pomme (2 tonne/l)	lot	-	-	-	-	1	1	-	2	1.600.000
e. Appui à la commercialisation	lot	-	-	-	-	-	2	2	4	200.000
f. Formation du personnel des unités de valorisation	FF	-	-	-	-	4	4	-	8	400.000
g. Participation aux foires	FF	-	-	-	-	3	3	-	6	50.000
h. Etude architecturale, suivi des travaux topographiques et géotechniques et étude technique de l'UV	FF	-	-	-	1	2	1	-	4	600.000
Subtotal Unités de conditionnement, stockage et valorisation:										
2. Sensibilisation des H & F sur l'intégration des F dans les coopératives de UVAs	séances	-	-	-	5	4	2	-	11	6.000
Subtotal Ouarzazate										
B. Béni Mellal										
1. Etude faisabilité technico-économique	U	-	2	-	-	-	-	-	2	300.000
2. Etudes (architecte/cgéotechnie/béton et froid)	U	-	-	1	1	2	-	-	4	200.000
3. Unités de conditionnement, stockage /a										
a. terrain (2 unités conditionnement et stockage 2500 m2/unité)	U	-	2	-	-	-	-	-	2	2.500.000
b. Terrain (1 unités jus 700 m2/unité)	U	-	1	-	-	-	-	-	1	600.000
c. Construction 2 unités (conditionnement, stockage et transformation, 1500 m2 couverte/unité) /b	Unité	-	-	-	-	2	-	-	2	4.862.000
d. Construction 1 unité de transformation de jus /c	Unité	-	-	-	-	-	1	-	1	1.500.000
e. équipements 2 unités frigorifiques 1000 T/unité	lot	-	-	-	-	2	-	-	2	10.000.000
f. équipement production de jus et vinaigre de pomme (2 tonne/l)	lot	-	-	-	-	-	1	-	1	8.000.000
g. Appui à la commercialisation	lot	-	-	-	-	-	2	-	2	200.000
h. Formation du personnel des unités de valorisation	FF	-	-	-	-	4	4	-	8	400.000
i. Participation aux foires	FF	-	-	-	-	3	3	-	6	50.000
j. Sensibilisation des H & F sur l'intégration des F dans les coopératives de UVAs	FF	-	-	-	5	10	15	10	40	6.000
Subtotal Unités de conditionnement, stockage										
Total Investment Costs										
II. Recurrent Costs										
A. Ouarzazate										
1. Suivi des réalisations										
Ingénieur IAA	H/mois	-	-	-	7.5	10	10	5.5	33	33.600
Tech maintenance et gestion	H/mois	-	-	-	-	11	12	12	35	18.000
Subtotal Suivi des réalisations										
2. Fournitures	FF	-	-	-	-	-	4	4	8	15.000
Subtotal Ouarzazate										
B. Béni Mellal										
1. Suivi des réalisations										
Ingénieur IAA	H/mois	-	4	3	2	3	-	-	12	42.200
Tech IAA	H/mois	-	-	-	6	6	6	6	24	30.000
Tech GR	H/mois	-	-	-	1	2	2	5	10	23.760
Tech maintenance et gestion	H/mois	-	-	-	-	-	8	7	15	17.150
Subtotal Suivi des réalisations										
2. Frais de déplacements										
Ingénieurs	pers-mois	-	-	6	6	3	-	-	15	3.000
Technicien IAA	pers-mois	-	-	-	6	6	6	6	24	2.000
Technicien de maintenance et de gestion	pers-mois	-	-	-	11	11	11	11	44	1.000
Subtotal Frais de déplacements										
3. Fournitures	FF	-	-	-	1	1	1	1	4	15.000
4. Entretien de locaux	FF	-	-	-	1	1	1	1	4	15.000
5. Fonctionnement des unités de conditionnement, de stockage et de valorisation	FF	-	-	-	1	1	1	1	4	300.000

ia 2500 m2/unité

ib Unité Frigorifique de 1000T pour renforcer le stockage des pommes. Valeur du terrain à charge des bénéficiaires; construction locaux, et équipements à la charge du FIDA

ic 500 m2

Maroc  
Projet de développement rural des Montagnes de l'Atlas-PDRMA  
Table 4. Filières animales aval  
**Detailed Costs**  
(MAD)

Détaillé Costs		Quantities								
	Unit	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total	Unit Cost
I. Investment Costs										
A. Centres de collecte de lait										
1. Mini laiterie (Béni Mellal)										
Etudes (architecture, géotechnie, béton armé)	U	-	-	-	-	1	-	-	1	400.000
Construction	U	-	-	-	-	-	1	-	1	1.400.000
Equipement /a	Unité	-	-	-	-	-	1	-	1	2.000.000
Subtotal Mini laiterie (Béni Mellal)										
2. Ouarzazate	U	-	-	-	-	1	1	-	2	670.000
Subtotal Centres de collecte de lait										
B. Miel										
1. Ouarzazate										
Acquisition de ruches pleines + hausses	ruche	-	-	-	150	400	300	-	850	1.500
Acquisition des équipements et matériel apicoles de base	coopérative	-	-	-	14	20	-	-	34	20.000
Formation des apiculteurs (trices) /b	session	-	3	4	-	-	-	-	7	55.000
Technicien en commercialisation	H/mois	-	-	-	-	5.5	5.5	5.5	16.5	18.000
Caractérisation des potentialités mellifères et des miels	FF	-	-	-	1	-	-	-	1	300.000
Subtotal Ouarzazate										
2. Tinghir										
Acquisition de ruches pleines + hausses	ruche	-	-	-	150	400	300	-	850	1.500
Acquisition des équipements et matériel apicoles de base	coopérative	-	-	-	15	-	-	-	15	20.000
formation des apiculteurs/trices sur les techniques apicoles /c	session	-	-	-	3	-	-	-	3	25.000
Technicien/nne en apiculture	H/mois	-	3	6	2	2	1	-	14	18.000
Caractérisation des potentialités mellifères et des miels	FF	-	-	-	1	-	-	-	1	300.000
Subtotal Tinghir										
3. Béni Mellal										
Acquisition de ruches pleines + hausses	ruche	-	-	-	200	-	-	-	200	1.500
Acquisition des équipements et matériel apicoles de base	coopérative	-	-	-	4	-	-	-	4	100.000
Formation des apiculteurs (trices)	session	-	-	-	3	-	-	-	3	25.000
Subtotal Béni Mellal										
Subtotal Miel										
C. Élevage familial: engraissement ovin et caprin										
1. Ouarzazate	Group femmes	-	-	8	7	6	-	-	21	105.000
2. Tinghir	Group femmes	-	-	9	4	6	-	-	19	105.000
3. Béni Mellal	Group femmes	-	-	-	15	-	-	-	15	130.000
Total Investment Costs										
II. Recurrent Costs										
Total										

ia 60 000 caisses

ib Formations sur les techniques apicoles sur une campagne apicole

ic Formation sur les techniques apicoles sur une campagne apicole

I. Investment Costs										
<b>A. Ouazazate</b>										
Information et éducation environnementale femmes et enfants	séances	-	-	-	-	4	4	4	12	17.000
Actions pour la préservation des ressources forestières	Four	-	-	20	100	150	-	270	1.700	
petits projets générateurs de revenus pour les coopératives (femmes/jeunes)	p.projets	-	-	-	7	15	15	15	52	100.000
Formation sur la gestion technique et financière de la microentreprise	session	-	-	-	-	4	8	8	20	40.000
<b>Subtotal Ouazazate</b>										
<b>B. Tinghir</b>										
Information et éducation environnementale femmes et enfants	séances	-	-	-	3	15	15	7	40	6.000
Actions pour la préservation des ressources forestières	four	-	-	20	100	150	-	270	1.700	
petits projets générateurs de revenus pour les coopératives (femmes/jeunes)	p.projets	-	-	6	5	15	15	15	56	100.000
Formation sur la gestion technique et financière de la microentreprise	session	-	-	-	-	4	8	8	20	40.000
<b>Subtotal Tinghir</b>										
<b>C. Béni Mellal</b>										
Information et éducation environnementale femmes et enfants	séances	-	5	10	10	10	5	-	40	6.000
Actions pour la préservation des ressources forestières	four	-	-	-	-	-	300	-	300	1.200
petits projets générateurs de revenus pour les coopératives (femmes/jeunes)	p.projets	-	-	-	-	10	10	-	20	100.000
<b>Total</b>										

L. Ouarzazate											
1. Aménagements hydro-agricoles											
a. Etudes des ressources en eau											
AT & suivi des travaux (Ingénieur GR)	H/mois	-	2.5	2.5	2.5	1.5	-	-	9	42.000	
AT & suivi des travaux (Tech GR)	H/mois	-	3.5	6	6	5.5	5.5	1.5	28	21.600	
Technicien Topographe	H/mois	-	3	3	5	-	-	-	11	18.000	
Sensibilisation pour intégration des femmes	U	-	-	-	-	-	1	-	1	17.000	
Formation des AUEA	U	-	-	-	-	1	2	-	3	25.000	
Subtotal Etudes des ressources en eau											
b. Exécution des travaux d'AH/A											
Bétonnage de séguis	ml	-	-	6 000	5 000	11 500	25 000	13 500	61 000	590	
Subtotal Aménagements hydro-agricoles											
2. Pistes agricoles											
a. Etude de réhabilitation des pistes											
Etude d'exécution et DAO	km	-	-	-	57	-	-	-	57	5.500	
AT & suivi des travaux (Ingénieur GR)	H/mois	-	2.5	2.5	2.5	1.5	-	-	9	42.000	
AT & suivi des travaux (Tech GR)	H/mois	-	3.5	5	6	5.5	5.5	1.5	27	21.600	
Subtotal Etude de réhabilitation des pistes											
b. Travaux de réhabilitation pistes											
Aménagements et réhabilitation des pistes agricoles	km	-	-	-	-	15	10	15	40	700.000	
Analyse qualité des travaux (laboratoire)	H/mois	-	-	-	-	1	-	-	1	100.000	
Atelier de formation sur l'entretien et la maintenance des pistes	U	-	-	-	-	1	-	-	1	50.000	
Contrôle et suivi des travaux	FF	-	-	-	-	1	1	1	3	700.000	
Subtotal Travaux de réhabilitation pistes											
Subtotal Pistes agricoles											
3. Protection des Terrains Cultivés (PTC)											
Construction d'ouvrages en gabion	m3	-	-	6 000	11 000	5 500	1 500	-	24 000	400	
Atelier local sur la PTC	U	-	-	-	-	-	1	-	1	100.000	
Subtotal Protection des Terrains Cultivés (PTC)											
Subtotal Ouarzazate											
B. Tinghir											
1. Aménagements hydro-agricoles											
a. Etudes des ressources en eau et de PMH											
AT & suivi des travaux (Ingénieur GR)	H/mois	-	2.5	2	2	1.5	-	-	8	42.000	
AT & suivi des travaux (Tech GR)	H/mois	-	3.5	5	6	5.5	5.5	1.5	27	21.600	
sensibilisation pour intégration des femmes	U	-	-	-	-	-	1	-	1	17.000	
formation des AUEA	U	-	-	-	-	1	2	-	3	25.000	
Technicien Topographe	H/mois	-	3	3	5	-	-	-	11	18.000	
Subtotal Etudes des ressources en eau et de PMH											
b. Execution des travaux d'AH/A											
Bétonnage de séguis	ml	-	-	5 300	9 000	13 500	13 700	11 000	52 500	590	
Subtotal Aménagements hydro-agricoles											
2. Pistes agricoles											
a. Etude de réhabilitation des pistes											
Etude d'exécution et DAO	km	-	-	-	55	-	-	-	55	5.500	
AT & suivi des travaux (Ingénieur GR)	H/mois	-	2	2	2	1	-	-	7	42.000	
AT & suivi des travaux (technicien GR)	H/mois	-	3.5	6	5.5	5.5	2	-	22.5	21.600	
Contrôle qualité des travaux (laboratoire)	H/mois	-	-	-	-	1	1	-	2	50.000	
Atelier de formation sur l'entretien et la maintenance des pistes	U	-	-	-	-	-	1	-	1	50.000	
Subtotal Etude de réhabilitation des pistes											
b. Aménagements et réhabilitation des pistes agricoles											
Aménagements et réhabilitation des pistes agricoles	km	-	-	5	-	16	7	5	33	700.000	
Subtotal Pistes agricoles											
3. Protection des Terrains Cultivés (PTC)											
Construction d'ouvrages en gabion	m3	-	-	6 000	4 000	6 000	8 000	-	24 000	400	
Atelier local sur la PTC	U	-	-	-	-	-	1	-	1	10.000	
Subtotal Protection des Terrains Cultivés (PTC)											
Subtotal Tinghir											
C. Béni Mellal											
1. Aménagements hydro-agricoles											
a. Etudes des ressources en eau											
Etude de faisabilité et d'exécution- PMH et DAO	ha	-	900	-	-	-	-	-	900	1.000	
Etude des ressources en eau souterraine	ha	-	1	-	-	-	-	-	1	629.640	
AT & suivi des travaux (Ingénieur GR)	H/mois	-	3	5	3	2	1	-	14	58.060	
AT & suivi des travaux (Tech GR)	H/mois	-	3	6	5	4	4	6	28	23.760	
Appui institutionnel au SMOP ingénieur GR	H/mois	-	-	1	1	1	-	-	3	58.060	
Contrôle qualité des travaux	U	-	1	-	-	-	-	-	1	70.000	
sensibilisation pour intégration des femmes	U	-	1	2	-	-	-	-	3	6.000	
formation des AUEA	U	-	-	-	-	1	2	-	3	25.000	
Subtotal Etudes des ressources en eau											
b. Execution des travaux d'AH/A											
Bétonnage de séguis	ml	-	-	19 350	6 000	23 000	26 650	5 500	80 500	390	
Subtotal Aménagements hydro-agricoles											

Maroc  
Projet de développement rural des Montagnes de l'Atlas-PDRMA  
Table 7. Gestion du Projet, appui institutionnel, et coopération Sud-Sud  
**Detailed Costs**  
(MAD)

Detailed Costs (MAD)		Quantities								Total	Unit Cost
	Unit	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023			
I. Investment Costs											
A. Unités de Gestion et de coordination											
1. UCCP											
a. Assistance technique											
Coordinateur-adjoint /a	H.J	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Responsable suivi-évaluation	H.J	-	-	-	-	78	56	90	224	2.900	
Responsable Gestion financière	H.J	-	-	17	29	53	37	60	196	2.900	
Chef d'équipe, spécialiste en agroéconomie	H.J	-	6	26	71	131	94	150	478	2.900	
Spécialiste en Génie Rural	H.J	-	-	-	10	43	31	49	133	2.900	
Spécialiste en Agronomie	H.J	-	-	-	9	42	30	48	129	2.900	
Spécialiste en Zootechnie	H.J	-	-	-	9	42	30	48	129	2.900	
Spécialiste en Agro-industrie	H.J	-	-	-	4	15	10	17	46	2.900	
Subtotal Assistance technique											
b. Equipements de bureau											
Mobilier de bureau	FF	1	-	-	-	-	-	-	1		
Ordinateurs portables	FF	4	-	-	-	-	-	-	4		
Imprimante	FF	1	-	-	-	-	-	-	1		
Appareil photo	FF	1	-	-	-	-	-	-	1		
Data show	FF	1	-	-	-	-	-	-	1		
Subtotal Equipements de bureau											
c. Acquisition d'un logiciel comptable											
Logiciel comptable (p.m) /b	FF	1	-	-	-	-	-	-	1		
d. Véhicules											
Véhicule tout-terrain /c	Véhicule	2	-	-	-	-	-	-	2	320.000	
e. Etude sur les services écosystémiques et les emplois verts /d											
LS											
Subtotal UCCP											
2. UGP de Ouarzazate											
a. Assistance technique											
Responsable suivi-évaluation	H.m	-	10	9	10	11	11	11	62	38.400	
Responsable Gestion financière	H.m	-	10	9	10	11	11	11	62	24.000	
Sociologue spécialiste en OPA et animation rurale	H.m	-	6	10	1	5	-	-	22	33.600	
Animateurs/trices /e	H.m	-	-	17	22	22	22	-	83	18.000	
Spécialiste SIG	H.m	-	-	10	12	11	11	-	44	33.600	
Juriste	H.m	-	-	-	-	-	2	-	2	36.000	
Subtotal Assistance technique											
b. Equipements de bureau											
Mobilier de bureau	FF	-	-	1	-	-	-	-	1	103.320	
Ordinateurs portables	FF	-	-	-	-	-	4	-	4	10.000	
Imprimante	FF	-	-	-	-	-	4	-	4	5.000	
Appareil photo	FF	-	-	-	-	-	1	-	1	3.500	
Data show	FF	1	-	-	-	-	-	-	1	14.000	
Subtotal Equipements de bureau											
c. Véhicules											
Véhicule tout-terrain /f	Véhicule	-	4	-	-	-	-	-	4	300.000	
Subtotal UGP de Ouarzazate											
3. UGP de Béni Mellal											
a. Assistance technique											
Coordinateur du projet	H.m	-	3	6	6	6	6	6	33	47.500	
Responsable suivi-évaluation	H.m	-	3	6	6	6	6	6	33	47.500	
Responsable Gestion financière	H.m	-	6	12	12	12	12	12	66	13.200	
Sociologue spécialiste en OPA et animation rurale	H.m	-	-	-	3	6	3	-	12	42.200	
Animateurs/trices /g	H.m	-	-	4	3	12	12	12	43	17.150	
Subtotal Assistance technique											
b. Equipements de bureau											
Mobilier de bureau	FF	-	1	-	-	-	-	-	1	36.720	
Ordinateurs	FF	-	3	-	-	-	-	-	3	12.000	
Imprimante	FF	-	3	-	-	-	-	-	3	6.000	
Photocopieuse	FF	-	2	-	-	-	-	-	2	6.000	
Data show	FF	-	1	-	-	-	-	-	1	16.400	
Subtotal Equipements de bureau											
c. Véhicules											
Véhicule tout-terrain /h	Véhicule	-	-	-	-	2	-	-	2	350.000	
d. Formations	Hommes-jours	-	3	-	-	-	-	-	3	25.000	
Subtotal UGP de Béni Mellal											
Subtotal Unités de Gestion et de coordination											
B. Système de S&E											
1. UCCP											
a. Enquêtes /i											
Etude de résultats (mi-parcours)	Nbre	-	-	-	-	1	-	-	1	500.000	
Etude d'impact (fin de projet)	Nbre	-	-	-	-	-	-	1	1	2.500.000	
Enquête SYGRI et Enquête socio-économique /j	Nbre	-	1	-	-	-	-	-	1	750.360	
Formation en SIG	Nbre	-	-	-	-	1	-	-	1	250.000	
Subtotal Enquêtes											
b. Ateliers											
Atelier de démarrage /k	Nbre	1	-	-	-	-	-	-	1	236.242	
c. Système d'Information pour le Suivi Evaluation du PDRMA /l	FF	-	1	-	-	-	-	-	1		
d. Gestion des connaissances/capitalisation											
Conception et mise en place du site web /m	Nbre	-	-	-	-	1	-	-	1	150.000	
Collecte et diffusion des outils de partage (produits au niveau prc	Nbre	-	-	-	-	1	-	1	2	100.000	
Subtotal Gestion des connaissances/capitalisation											
Subtotal UCCP											
2. UGP de Béni Mellal											
a. Enquêtes auprès des bénéficiaires	Nbre	-	-	1	-	1	-	1	3	30.000	
b. Etudes thématiques (bonnes pratiques)	Nbre	-	-	-	1	-	1	-	2	60.000	
c. Conception, production et diffusion d'outils	Nbre	-	-	1	-	1	-	1	3	40.000	
Subtotal UGP de Béni Mellal											
Subtotal Système de S&E											
C. Coopération Sud-Sud	FF										
Total Investment Costs											
II. Recurrent Costs											
A. Pret											
1. Salaires											
a. UCCP /n	FF										
b. UGP /o	FF										
Subtotal Salaires											
2. Fonctionnement /p	FF										
Subtotal Pret											
B. Don											
1. Salaires	FF										
2. Fonctionnement /q	FF										
Subtotal Don											
Total Recurrent Costs											
Total											

la Ce profil n'a pa été recruté en tant que AT.

lb Intégré au niveau du SI de Suivi évaluation, développé en Interne.

lc Il s'agit de véhicules destinés au parc de l'ORMVAO et des 3 DPA pour le suivi des activités du Programme.

ld A engager au niveau de la DDRZM.

le 2 animateurs et 2 animatrices à temps partiel durant les 5 premières années (6 premières années pour Midelt).

lf Il s'agit de véhicules destinés au parc de l'ORMVAO et des 3 DPA pour le suivi des activités du Programme.

lg 2 animateurs et 2 animatrices à temps partiel durant les 5 premières années (6 premières années pour Midelt).

lh Il s'agit de véhicules destinés au parc de l'ORMVAO et des 3 DPA pour le suivi des activités du Programme.

li Pilotes au niveau central, les enquêtes de résultats et d'impact seront menées avec l'appui des AT de chaque province.

lj Une étude de caractérisation de la situation de référence a été menée joignant ces deux enquêtes

lk action menée par l'ORMVAO

l Le SI pour le S&Edu PDRMA a été développé en Interne par la Direction des SI du MAPMDREF sous la supervision du Chef de Service SE

lm Mise à jour du site du MAPM avec une section dédiée au projet.

ln UCCP: 4 ingénieurs avec 20% de leur temps dédié au projet avec un salaire moyen de 18000 dhs/mois/pers. CRPII: le directeur et le trésorier dédient 20% de leur temps au projet+1 jeune cadre dédie 70% au PDRM premie

lo Pour les UGP : 14 ingénieurs et techniciens dédiés totalement au projet sur la base d'un salaire moyen de 15 000 dhs/mois de salaire brut par personne.

lp Frais de fonctionnement: 5% des salaires.

lq Frais de fonctionnement: 5% des salaires.





Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

**MISSION DE LA REVUE A MI PARCOURS DU PDRMA (20 SEPTEMBRE AU 9 OCTOBRE 2020)***Eléments de réponses aux remarques soulevées dans le rapport de mission*

Au terme de cette mission, nous considérons que, d'une façon globale, le bilan des réalisations est positif prenant en considération les spécificités du projet et la complexité des activités (plusieurs filières, actions transverses), les zones ciblées (éloignées, isolées et à accès difficile avec des activités qui ne peuvent être réalisées que pendant des périodes précises et limitées de l'année), les approches de sa mise en œuvre notamment l'approche participative et la nécessité d'organiser les bénéficiaires en vue d'assurer la durabilité des investissements à opérer dans le cadre du projet. A ce sujet, **il y a lieu de rappeler que le MAPMDREF avait invité le FIDA, lors de la préparation du projet à prendre en considération toutes ces données et avait prévu également un phasage, présenté lors de l'atelier de démarrage du projet organisé à Ouarzazate en Janvier 2018, qui prévoit un début timide des réalisations sur le terrain, vers la fin de l'exercice 2019, et atteindre un régime de croisière durant les années 2021 et 2022.** Malheureusement, le costab préparé par les experts du FIDA (réparti d'une manière linéaire de la première jusqu'à la dernière année du projet) et traduisant ainsi la répartition des investissements prévisionnels du projet, n'aurait pas pris en considération tous ses aspects à cause du temps limité réservé à la conception et la formulation du projet.

**Réponse de la mission**

La planification prévue par le COSTAB n'était pas linéaire et a pris en considération les phases de démarrage du projet. Comme tous projet un démarrage modeste pour donner plus de temps à l'installation des structures de gestion et la préparation des études, puis une montée en croisière, puis un achèvement avec moins d'investissements. La planification prévue par le COSTAB était comme suit: 2017 : 43,9 M.MAD ; 2018 : 102,1 M.MAD ; 2019 : 148,3 M.MAD ; 2020 : 152,8 M.MAD ; 2021 : 109,2 ; 2022 : 23,8 M.MAD ; et 2023 : 18,3 M.MAD). En outre, le travail de la mission se fait sur la base d'une analyse du PTBA et non pas sur la base du COSTAB. Ces PTBA ont été préparés par l'équipe de projet et validés par le comité de pilotage et ont reçu l'ANO du FIDA. Ainsi la délégation des crédits aurait dû se faire sur la base des PTBA et non pas sur la base du COSTAB (sachant que les PTBA se préparent, évidemment, sur la base du COSTAB mais ils peuvent toujours rester réalistes et flexibles par rapport aux objectifs possibles pour l'année).

Durant l'exercice 2020 et malgré les conditions difficiles dûs au COVID 19, un effort important a été fourni par tous les intervenants dans le projet pour entamer l'accélération de l'exécution des activités sur le terrain conformément au phasage susvisé. Dans ce sens,



l'ensemble des propositions de la partie Marocaine qui prennent en considération les difficultés sus-visées et approuvées par la mission du FIDA constitue, certainement, une bonne base pour redynamiser la mise en œuvre du projet.

## Réponse

La mission a bien noté dans l'AM les efforts déployés en 2020, malgré le COVID-19, et a souligné le nouveau rythme encourageant, surtout après la revue de l'AT et la motivation des équipes. Toutefois, elle a constaté que le niveau cumulé reste encore modeste par rapport aux objectifs finaux du programme.

Durant les prochains exercices cette accélération, dans la réalisation des activités et des décaissements en conséquence, se poursuivra pour achever toutes les activités prévues dans le cadre du projet dans les délais prescrits à l'instar des projets similaires réalisés par le MAPMDREF durant les vingt dernières années. Toutefois il y a lieu de signaler que les nouvelles procédures de passation des marchés pourraient freiner cette accélération souhaitée et il est proposé de les simplifier et les assouplir (nombre d'avis de non objection exigé pour conclure un marché très élevé [5 parfois]).

## Réponse

Un effort conjoint de la part du FIDA et du Gouvernement peut réduire les délais d'approbation et maintenir le nouveau rythme de mise en œuvre. Les nouvelles procédures du FIDA concernant la passation des marchés est une question stratégique et transversales à tous les portefeuilles financés par le FIDA. Toutefois, leur mise en application n'a pas encore eu lieu. Elles sont en cours de discussion au niveau des départements concernés du FIDA et feront l'objet d'un échange et consentement bilatéral avec la partie Marocaine avant leur mise en œuvre



Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

## Commentaires du Gouvernement sur les recommandations de la mission mi-parcours du PDRMA et réaction de la mission

### Commentaire global de la mission

Les recommandations proposées par la mission constituent des mesures à prendre pour maintenir le nouveau rythme et multiplier les efforts pour atteindre les objectifs du projet dans les délais contractuels.

La plupart des éléments de réponse du Gouvernement montrent un engagement des structures de gestion du projet pour prendre en charge ces recommandations, et c'est un bon indicateur d'adoption de ces recommandations et de leur pertinence.

N°	Actions	Respon sable	Date convenue	Statut	Eléments de réponses du MAPMDREF	Commentaires et réponses du FIDA
Vue d'ensemble du projet et principaux progrès enregistrés						
1	Multiplier et conjuguer les efforts des structures de gestion et de l'AT, et respecter le calendrier de planification et de mise en œuvre des grandes infrastructures convenues pour pouvoir améliorer la performance du projet et achever le reste des activités dans les délais contractuels.	UCCP UGPs	Continu	Convenu e	<p>Depuis le démarrage du projet, l'UCCP et les UGP n'ont cessé de déployer les efforts nécessaires et mobiliser les moyens humains (Administration et AT) et matériels pour réussir ce projet et s'aligner aux engagements contractuels.</p> <p>A ce titre, Il faut signaler que le projet se déroule conformément au phasage arrêté initialement. En effet, les deux premières années du projet, ont été consacrées essentiellement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La mise en place des préalables requis, notamment, la mise en place et l'opérationnalisation de l'UCCP au niveau de la DDERZM et des deux UGP au niveau des trois</li> </ul>	<p>La mission a bien noté les causes de retard au niveau du paragraphe 9 de l'AM.</p> <p>C'est vrai que les deux premières années sont consacrées toujours à la mise en place des structures de gestion et aux études préparatoires, mais à partir de juin 2020, le PDRMA est considéré dans sa quatrième année de mise en œuvre. Le profil de décaissement du projet reste en dessous de la moyenne.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Toutes ces activités ont été achevées en fin 2018. En 2019, elles étaient déjà opérationnelles</li> </ul>



## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

					<p>provinces, la mise en place des Comités de Pilotage au niveau national et provincial, l'élaboration du système d'Information pour le suivi de l'exécution du projet ainsi que sa gestion comptable et financière en plus de l'élaboration du manuel des procédures.</p> <p>- La réalisation des études nécessaires pour l'exécution des travaux et l'identification des bénéficiaires et des périmètres d'intervention. A ce niveau, il y'a lieu de rappeler <b>les difficultés liées à la conception</b> auxquelles les deux UGP ont fait face depuis le démarrage du projet.</p> <p>Aussi, faut-il noter que la programmation de quelques actions physiques durant les deux premières années a été faite de façon anticipée par rapport au phasage du projet pour garantir l'adhésion des bénéficiaires.</p> <p>Par ailleurs, la troisième année sensée être l'année de croisière du projet, a été confrontée à la pandémie du COVID 19 ce qui a ralenti significativement l'avancement en matière de réalisations.</p>	<p>La mission a pris note de l'impact du COVID 19 et insisté sur les difficultés qui ont entravé la mise en œuvre du PTBA 2020.</p>
<b>Filière végétale</b>						
2	<p><b>Conventionnement avec les bénéficiaires (Amont et Aval)</b></p> <p>Etablir et signer des conventions spécifiques avec toutes les OPA porteuses qui doivent également être informées et sensibilisées à l'amont</p>	DPA/O RVAO	10/2020	Convenu e	<p>Il a été convenu avec la DPA que le travail de sensibilisation et de constitution des coopératives abandonné depuis mars dernier reprenne à partir d'octobre 2020 et les conventions de partenariat soient signées avec les OPA porteuses des projets d'ici jusqu'à décembre 2020.</p> <p>L'ORMVAO continuera à élaborer des contrats et conventions avec les</p>	Bien noté/pas de divergence d'avis



## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

	de la mise en place des activités. Les conventions doivent préciser les engagements des parties prenantes.				bénéficiaires. Par ailleurs, un programme de sensibilisation à l'amont et à l'aval des filières, est mis en place en concertation avec l'ONCA.	
3	<b>Filière Safran (Amont et Aval)</b>  Etablir un plan de développement de l'activité : cibles, localisation, engagement avec les bénéficiaires.  Développer un partenariat technique et organisationnel avec les acteurs de la filière (maison du Safran, AOP, etc.)  Préparer et signer des conventions avec les bénéficiaires planteurs	ORMV AO	01/2021	Convenu e	Les bénéficiaires ciblés par cette activité seront identifiés en tenant compte des critères de ciblage du FIDA  L'ensemble des activités feront l'objet d'une convention avec les bénéficiaires	Bien noté/pas de divergence d'avis
4	<b>Pommes de terre</b>  Résilier le contrat 90/2019/OR/OZ	ORMV AO	11/2020	Proposée	La résiliation du contrat sera étudiée et mise en œuvre tenant compte de la réglementation en vigueur	Bien noté – tenir le FIDA informé de la suite à donner par rapport à cette recommandation.
5	<b>Renforcement de capacités / Conseil Agricole</b>  Développer un plan exhaustif et pluriannuel de renforcement de capacités des bénéficiaires (agriculteurs, planteurs, OPA, coopératives, GIE) :	UGP/O RMVA O/ONC A/DDE RZM	12/2020	Convenu e	Un programme de sensibilisation et renforcement des capacités' est en cours de réalisation à partir du mois de septembre 2020 au niveau de la zone d'action de l'ORMVAO.  Par ailleurs, et en préparation au plan d'action 2021, une réunion sera tenue incessamment avec l'ONCA au niveau central, en présence de ses représentations régionales et des 2 UGP, afin d'arrêter un	Bien noté/pas de divergence d'avis.



## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

	type d'accompagnement, méthode, durée, moyens disponibles et ressources externes envisagées				plan d'action à même de répondre aux exigences du FIDA en matière de renforcement de capacités et du conseil agricole et ce, en programmant des formations pratiques (champs écoles (FFS), voyages...etc).	
6	<b>Aval des filières végétales</b> Accélérer la construction des unités de valorisation afin de disposer du maximum de temps pour accompagner les OPA	UGP/O RMVA O	2022	Convenue	La période écoulée a été consacrée à la réalisation des études techniques d'exécution nécessaires. Ainsi, l'UGP va déployer tous les efforts nécessaires pour accélérer le processus de construction des UV.	Bien noté/pas de divergence d'avis.
7	<b>Semoir</b> Sensibiliser les porteurs de projet, constituer une OPA et les solliciter pour qu'il fournisse le tracteur	UGP Beni Mellal	12/2020	Proposée	Un semoir et un tracteur seront acquis par l'association porteuse du projet dans le cadre d'une convention. Le montant nécessaire sera versé à ladite association du fait qu'elle ne dispose pas de moyens pour l'achat d'un tracteur de grande puissance.	Bien noté. Le tracteur et le semoir seront imputés sur les ressources du projet lors de la finalisation du COSTAB.  La recommandation, qui est une proposition, peut être adaptée dans le sens d'accélérer la contractualisation de l'association
8	<b>Enquêtes agricoles</b> Réaliser des enquêtes agricoles en préalable de la réalisation des activités afin de pouvoir mesurer les effets des actions menées (rendement, coûts de production, etc.)	DPA/O RVAO	Avant chaque activité	Proposée	Des enquêtes complémentaires seront réalisées en relation avec la consolidation des données du Suivi-évaluation au niveau de la zone d'action de la DPA de Béni Mellal et de l'ORMVAO.	Bien noté/pas de divergence d'avis
<b>Filière animale</b>						
9	<b>Points d'eau</b> Promouvoir l'amélioration des conditions d'abreuvement du Cheptel, Construction de citernes enterrées,	UGPs Ouarza zate et Beni Mellal	Mars/ 2021	Convenue	Au niveau de la DPA de Béni Mellal, le programme 2021 est en cours de finalisation, une priorité sera donnée aux zones pastorales dépourvues de ressources en eau souterraines par la construction de citernes enterrées.	Bien noté/pas de divergence d'avis



## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

	aménagement des points d'eau et captage de sources.				Pour l'ORMVAO, un diagnostic des besoins en points d'eau pour l'abreuvement du cheptel a été effectué et les points d'eau à réhabiliter et équiper sont identifiés. Un marché de réhabilitation des points d'eau est attribué et deux DAO supplémentaires sont en cours de lancement	
10	<b>Actions prophylactiques</b>  Activer la réalisation de la protection sanitaire afin de pallier aux incidences économiques chez les éleveurs.	UGPs Ouarzazate et Beni Mellal	continu	Convenue	Cette action est prévue au PTBA 2021 au niveau de la zone d'action de la DPA.  L'ORMVAO a réalisé depuis 2019 des campagnes de traitement contre les maladies à impact économique, les effectifs touchés annuellement ont dépassé les prévisions	Bien noté/pas de divergence d'avis.  En raison de l'importance de cette activité, la DPA a entamé les discussions nécessaires avec une association d'éleveurs, mais qui n'ont pas encore abouti à une concrétisation. C'est dans ce sens, et eu égard à l'action qui doit avoir lieu dans les meilleurs délais que la recommandation a été formulée.  Egalement à Ouarzazate et Tinghir, les éleveurs sont toujours demandeurs, et l'UGP a l'intention de renforcer cette activité par des interventions supplémentaires, malgré que les réalisations ont été fort importantes
11	<b>Développement de l'élevage familial/Engraissement</b>  Revoir le montage de distribution des béliers et brebis au profit de l'OP en s'inspirant des expériences réussies dans le haut Atlas (Projet AL Haouz, financé par le FIDA)	UGP Ouarzazate	Dec 2020	Convenue  Proposée	Les distributions de béliers et brebis ont été réalisées en capitalisant les expériences antérieures.	L'appui du projet au développement de l'élevage familial reste une des activités ciblant en particulier la femme rurale. Son succès, sur la base d'expériences similaires dans le haut Atlas (Haouz) repose essentiellement sur une gestion commune du troupeau qui d'une part permettra de consolider la contribution des femmes au sein de leur organisation, d'autre part permettra des performances zootechniques meilleures et par voie de conséquence des revenus croissants. En outre le suivi des indicateurs de performance par l'UGP serait plus facile que dans le cas où ces animaux sont éparpillés au sein d'un territoire plus large. La recommandation de la mission est une proposition.



## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

12	<b>Développement de l'apiculture</b> Activer les activités de distribution des ruches pleines et des équipements nécessaires.	UGPs Ouarzazate et Beni Mellal	Mars /2021	Convenue	<p>Au niveau de l'UGP de Beni Mellal, le marché est en cours d'attribution. La distribution sera effectuée à partir du mois de mars.</p> <p>Au niveau de l'ORMVAO, 300 ruches peuplées avec hausses sont en cours de distribution dans les provinces de Ouarzazate et Tinghir. De même des lots de matériel apicole seront distribués avant la fin du mois d'octobre</p>	Bien noté/pas de divergence d'avis.
<b>Aménagement hydro-agricole et pistes</b>						
13	<b>Respect du calendrier</b> Engager des réunions rapprochées avec tous les intervenants dans la réalisation (entreprises, missions AT et celles de contrôle des travaux, autorités,...) pour réaliser les prestations dans les délais contractuels et selon les plannings établis et qui doivent être actualisés en fonction de l'avancement des travaux.	Les 2 UGP Entreprises	contenu	Proposée	<p>Au niveau de l'UGP de Beni Mellal, les réunions sont souvent tenues avec les intervenants en cas de besoin. Elles seront formalisées et périodiques.</p> <p>Pour l'ORMVAO, les efforts seront déployés pour réaliser les travaux dans les délais et selon les plannings établis</p>	Bien noté/pas de divergence d'avis. C'est une recommandation proposée par la mission
14	<b>Formation AUEA</b> Réaliser des formations pour les AUEA constituées pour la maintenance des ouvrages de PMH.	ONCA	continu	Convenue	<p>Un programme de formation des AUEA sera arrêté incessamment en concertation avec l'ONCA au niveau des provinces de Ouarzazate et Tinghir.</p>	Bien noté/pas de divergence d'avis





## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

15	<b>DAO-PMH</b> Elaborer le DAO pour le recrutement d'un bureau d'études pour le contrôle des pistes à Ouarzazate et réorganiser/optimiser l'affectation des techniciens de l'AT pour le contrôle d'autres travaux (PMH, UVs, points d'eau, locaux,...).	UGP-Ouarzazate	Octobre/2020	Convenue	Un DAO sera lancé incessamment pour le contrôle et le suivi des travaux de pistes <b>Bien noté/pas de divergence d'avis.</b>
SECAP					
16	Intégrer systématiquement des études sociales et environnementales dans les termes de référence des entreprises à sélectionner	UGP et AT	Octobre/2020	Convenue	Au niveau des DAO lancés par l'ORMVAO, cet établissement veillera à ce que les entreprises respectent les dispositions de protection de l'environnement et du contexte sociale et environnementale des lieux des travaux. <b>Bien noté/pas de divergence d'avis</b>
17	Vérifier l'absence de conflit foncier avec les éleveurs transhumants pour les plantations	UGP et AT	Octobre/2020	Convenue	Pour les plantations d'amandier, la DPA de Béni Mellal a exigé des périmètres continus facilement contrôlables et surveillés. <b>Bien noté /pas de divergence d'avis</b> Remarque prise en compte dans le choix des sites et la mise en œuvre des travaux des plantations dans les provinces de Ouarzazate et Tinghir
Programme de coopération triangulaire Sud-Sud (Programme CTSS)					
18	Poursuivre et accélérer le processus d'échange avec la Côte d'Ivoire et le Niger,	CRP-II	continu	Convenue	C'est le déroulement normal du programme CTSS <b>Bien noté/pas de divergence d'avis</b>
19	Diffuser et communiquer les résultats atteints et de documenter les leçons apprises à ce stade de mise en œuvre à travers des plateformes à diffusion plus	CRP-II	Déc 2020	Proposée	Le CRP2 tiendra compte de cette recommandation <b>Bien noté/pas de divergence d'avis</b>



## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

	large (y compris notamment les leçons apprises en matière de coopération pendant la crise du Covid-19),				
20	Identifier d'autres sources de financement afin de poursuivre et de renforcer la durabilité de cette initiative et d'identifier d'ores et déjà le lien avec le financement relatif à cette thématique CTSS dans le cadre du projet de développement rural intégré en zones de montagne du pré-Rif de Taza (PRODER-Taza) qui donnera élan au travail du CRP-II.	MAPMD REF/ FIDA	Continu	Proposée	Le CRP2 sollicite cette recommandation pour renforcer l'initiative CTSS axée sur le transfert d'expérience Marocaine. <span style="color: green;">Bien noté/pas de divergence d'avis</span>
<b>Orientation vers le développement</b>					
	Compte tenu des risques d'achever les infrastructures d'accès et faire fonctionner les UV, planifier une mission à la fin du premier semestre 2021.	MAPMD REF/ FIDA	Juin 2021	Mission convenue/ Date proposée.	La Direction Nationale ne l'approuve pas cette proposition et, s'il est nécessaire, le renforcement en matière de supervision peut être envisagé à travers l'UCCP.  A noter que depuis le démarrage du projet, l'UCCP effectue annuellement quatre missions de supervision au niveau des UGP, dont deux en compagnie de la mission du FIDA (restitution au niveau régional). En plus, des réunions de concertation et de mise au point sont constamment tenues au niveau central entre l'UCCP et les UGP, notamment au moment de la préparation des projets de loi de finances, des PTBA et des rapports de suivi périodiques ...etc, en plus des échanges perpétuels par téléphone et messagerie électronique.  <span style="color: green;">L'accord de financement du projet stipule que le FIDA assure l'administration du financement et la supervision du Projet (section D page 2). Les missions conduites par l'UCCP ne substituent pas les missions de supervision du FIDA. Ainsi, le FIDA et l'UCCP se concerteront sur la période et les dates convenables pour mener la prochaine mission de supervision en 2021. Le FIDA pourra éventuellement envisager d'autres missions d'appui ou de supervision si nécessaires (en concertation avec la partie marocaine).</span>



## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

22	Définir un plan d'action complet relatif à l'ensemble des activités de renforcement de capacités à réaliser dans le cadre du programme (au profit des agriculteurs, apiculteurs, éleveurs, OPA gestionnaires d'UV, équipes métiers et porteurs des micro-projets) en favorisant l'accompagnement, les apprentissages opérationnels et l'efficacité de ses activités.	UGPs/ ONCA	12/2020	Convenu e	En préparation au plan d'action 2021, une réunion sera tenue incessamment avec l'ONCA au niveau central, en présence de ses représentations régionales et des 2 UGP, afin d'arrêter un plan d'action à même de répondre aux exigences du FIDA en matière de renforcement de capacités et du conseil agricole à réaliser dans le cadre du programme	Bien noté/pas de divergence d'avis
<b>Gestion du Projet et suivi-évaluation</b>						
23	<b>Manuel de procédures</b>  Mettre à jour le manuel des procédures du projet et clarifier davantage la responsabilité des différentes structures de gestion et de mise en œuvre, surtout en matière de ciblage, de S&E, respect du SECAP, de collecte et de consolidation des informations de terrain et leur croisement avec le système SIG		Décembre /2020	Convenu e	Malgré que ce document ait reçu l'ANO du FIDA en 2017, la Direction Nationale du projet n'a jamais eu aucune objection sur cette recommandation et a toujours manifesté sa prédisposition à reprendre les procédures qui s'avèrent dépassées après sa mise en pratique. Toutefois, depuis la première mission de supervision du FIDA en 2018, il a été précisé que l'actualisation de ce document sera faite sur la base d'un document de conception finale du projet révisé ou après la révision à mi-parcours du projet.  Sur ce, et après cette mission de RMP, la révision du MDP sera entamée incessamment et une version améliorée sera transmise au FIDA pour ANO dans les prochains mois.	Bien noté/pas de divergence d'avis  Note de clarification : Le Document de conception ne peut être totalement repris, en raison des procédures du bailleur et du contrat le liant à l'emprunteur. Toutefois, sa révision à mi-parcours est une opportunité afin d'ajuster certains éléments techniques à même de permettre une meilleure mise en œuvre. C'était le cas de cette mission.
24	<b>Renforcement de l'AT</b>  Contracter un bureau de contrôle et de supervision	UGP Ouarzazate	Février/2021	Convenu e	Il en est de même pour l'UGP de Beni Mellal. Certaines modifications des HJ des profils de l'AT fournies par la DPA n'ont pas été	COSTAB est ajusté et finalisé par la mission sur la base des versions ajustées reçu par la l'UCCP en date du 22 Octobre 2020. Une



## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

	des travaux d'accès à Ouarzazate				portées sur le COSTAB, Le consultant responsable du montage du COSTAB est sollicité à corriger les quantités et les montants correspondants relatifs à l'AT.  Pour l'ORMVAO un DAO sera lancé incessamment pour le contrôle et suivi des travaux de pistes	version révisée sera remise à l'UCCP le 26 octobre 2020 au plus tard.
25	<b>Mobilisation des profils</b>  Mobiliser l'Ingénieur en Développement Rural à Ouarzazate et l'animatrice à Beni Mellal afin de se pencher davantage sur les questions d'encadrement en parfaite coordination avec les services de l'ONCA	UGP Ouarzazate et Beni Mellal	Nov 2020	Convenue	Au niveau de Beni Mellal, l'animatrice est invitée à reprendre son activité le 20 octobre 2020.  Au niveau de l'ORMVAO, l'ingénieur en développement rural sera mobilisé incessamment	Bien noté/pas de divergence d'avis
26	<b>Suivi-évaluation</b>  Adapter et améliorer la fonctionnalité du système de suivi évaluation pour prendre en charge les différents indicateurs du cadre logique, en particulier de portée et de ciblage et genre, et produire les informations nécessaires en temps réel,	UCCP UGPs	Novembre/ 2020	Convenue	La mission est appelée à distinguer entre le Système de collecte de données des indicateurs du cadre logique (environ 40 indicateurs), <u>qui est bel et bien implémenté sur le SIDERZM depuis son déploiement au niveau des UGP</u> , et le processus de collecte et de production de l'information de base afférente à ces indicateurs, qui vient d'être initié.  Les canevas mis en place sur le SIDERZM pour le suivi des contrats réalisés dans le cadre du PDRMA assurent la collecte de l'information relative aux réalisations physiques au même titre que les réalisations financières.  Les données saisies sur le SIDERZM à ce titre sont consolidées sur le centre de	Malheureusement la Mission n'a pas eu l'occasion d'avoir une démonstration du fonctionnement du système SIDERZM et de pouvoir apprécier la qualité des données collectées par le système et le reporting.  Durant les séances de travail qui ont été tenues, il nous a été confirmé que le système ne couvre pas encore tous les indicateurs du cadre logique, en particulier les indicateurs de portée pour le suivi des bénéficiaires. Le suivi des contrats réalisés par le SIDERZM permet certainement de faire le suivi des réalisations physiques et financières mais il ne permet pas de faire le suivi des bénéficiaires touchés par le projet et de leur participation dans les activités du projet, ce



## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

					reporting annexé au SIDERZM, (voir tableaux de bord générés ci-joint).	qui est un aspect déterminant pour le suivi des indicateurs de base du FIDA.
					L'accès généralisé au centre de reporting sera entamé dans les prochains jours dans le cadre de l'accompagnement technique de la DDRZM aux UGP.	Nous avons noté que la consolidation des résultats des indicateurs du cadre logique est faite manuellement au niveau de la DDRZM et que les 2 DPA n'utilisent pas le même canevas pour la mise à jour des indicateurs du cadre logique ce qui comporte un risque d'erreur lors de la consolidation.
					Au niveau de la DPA de Beni Mellal, les informations disponibles seront assainies et complétées, les informations futures seront collectées en temps réel	Nous sommes confiant que grâce à l'affinement de la base des données, ces contraintes pourront aisément être surmontées par les 2 UGP et que la fiabilité des données collectées va s'améliorer
					Cette recommandation prise en compte par l'ORMVAO en tenant compte des recommandations et orientations de la RMP	
27	<b>Cadre logique</b> Mettre à jour les indicateurs du cadre logique et l'envoyer au FIDA après la consolidation des informations des deux UGP	UCCP UGPs	Novembre/ 2020	Convenue	Le cadre logique actualisé et consolidé sera envoyé au FIDA incessamment	Bien noté/pas de divergence d'avis
28	<b>Suivi des bénéficiaires</b> Mettre en place une base de données pour le suivi des bénéficiaires par activités avec l'identification grâce aux données de la carte d'identité permettant la ventilation par sexe et groupe d'âge.	UGP Ou arzate/B eni Mellal	Décembre 2020	Convenue	La situation sera traitée par les deux UGP	Bien noté/pas de divergence d'avis
29	<b>AT-SE</b> Clarifier les responsabilités au sein de l'AT en matière	DDRZM/ UGP	Novembre 2020	Convenue	L'AT en matière de suivi évaluation est appelée à : 1-s'assurer que la collecte des données se fait selon les fiches fournies par le FIDA; 2- analyser les résultats obtenus,	Bien noté/pas de divergence d'avis



## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

	de SE et la fréquence pour la collecte des données;				les comparer avec cibles; 3- expliquer les écarts et ce avec une Fréquence d'un mois.  Lors de la restructuration de l'UGP de Béni Mellal, le responsable du suivi-évaluation sera précisé	
30	<b>SE-SIG</b> Intégrer l'utilisation du système SIG pour compléter la géolocalisation des infrastructures et des pistes et permettre ainsi l'estimation des surfaces irriguées et en CES et des bénéficiaires	UGP Ou arazate et Beni Melal	Novembre 2020	Convenue	Juste après l'achèvement de la présente mission de supervision/RMP du projet, et en vue d'assurer une harmonisation des deux outils développés au niveau régional, un contact a été fait, par l'UCCP, avec les deux UGP en vue de transmettre les bases de données des réalisations durant les premières années du projet. Ainsi, il est prévu de finaliser ladite harmonisation ainsi que le développement d'un SIG consolidé avant la fin de l'année en cours. Les UGP seront invitées, par la suite, à son alimentation au fur et à mesure de l'avancement des réalisations sur le terrain.	Bien noté/pas de divergence d'avis
31	<b>Enquête mi-parcours</b> Préparer les TdR pour l'enquête à mi-parcours à lancer en 2021 et le questionnaire pour les indicateurs d'effets du cadre logique selon la méthodologie recommandée dans les nouvelles Directives FIDA IBRE ; et partager avec le FIDA pour revue et non objection	DDRZM/UGP/FIDA	Janvier 2021	Convenue	Quoiqu'il est prématuré de parler des impacts et des effets du projet, la Direction nationale du projet étudiera les modalités de déroulement et de réalisation de ces enquêtes	. Bien noté/pas de divergence d'avis
32	<b>Stratégie de sortie</b> Initier la réflexion sur la préparation de la stratégie de sortie, en collaboration avec les différents	UCCP UGPs	Mars/ 2021	Proposée	Il y a lieu de noter que selon le phasage initial du projet, il est prévu d'élaborer la stratégie de sortie du projet à partir de 2022. Toutefois, les réflexions nécessaires seront engagées, au fur et à mesure de la mise en œuvre du projet, avec les partenaires	Bien noté/pas de divergence d'avis. La recommandation a été formulée comme proposition pour initier la préparation de la stratégie de sortie pour qu'elle soit disponible en 2022



## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

	partenaires de l'administration et des organisations paysannes	Partenaires du projet			institutionnels et des OP concernées en vue d'arrêter les modalités de cession des réalisations et de leur prise en charge.
<b>Cibla et genre</b>					
33	<b>Recrutement</b> Procéder au recrutement immédiat d'un sociologue chargé du ciblage, genre et animation sociale	UGP de Ouarzazate	11/ 2020	Convenue	Pour l'ORMVAO, le sociologue sera mobilisé incessamment à hauteur du nombre d'homme-mois restant dans le marché de l'AT <span>Bien noté/pas de divergence d'avis</span>
34	<b>Animation sociale</b> Activer le rôle du sociologue chargé du ciblage, genre et animation sociale au niveau de l'AT	UGP de Beni Mellal	11/ 2020	Convenue	Note prise par l'UGP de Beni Mellal <span>Bien noté/pas de divergence d'avis</span>
35	<b>Genre et femmes</b> Accélérer le lancement des activités du programme ciblant principalement les femmes et les jeunes (AGR, microprojets, élevage et apiculture)	UGPs	Immédiat	Convenue	Au niveau de l'UGP de Beni Mellal, les actions sont programmées dans Les PTBA 2020, 2021 et 2022 <span>Bien noté/pas de divergence d'avis</span> Pour l'ORMVAO, un programme ciblant les femmes et les jeunes est déjà mis en œuvre à travers les AGR et les équipes métiers
36	<b>Informations sur jeunes et femmes</b> Consolider les données sur les femmes et les jeunes bénéficiaires des activités du programme selon les composantes, les sous-composantes, les filières et les activités	UGPs	Immédiat	Convenue	Les actions sont programmées dans Les PTBA 2020, 2021 et 2022 <span>Bien noté/pas de divergence d'avis</span>



## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

37	<b>Participation bénéficiaires</b>  Renforcer la participation des bénéficiaires par le maintien du processus de consultation à travers les OPA et directement avec les bénéficiaires durant la planification des futures activités du programme	UGPs	Continue	Proposée	Au niveau des deux UGP, toutes les activités du projet font objet de consultation avec les OPA, les bénéficiaires et les autres acteurs concernés	Bien noté/pas de divergence d'avis La recommandation est formulée comme proposition.
<b>Gestion financière</b>						
38	<b>Logiciel Comptable</b>  Finaliser l'opérationnalisation et l'exploitation effective du SIDERZM qui sera la source principale et fiable pour la génération des données financières pour le projet	UCCP	31/12/2020	Convenue	Toutes les données comptables sont saisies sur le SIDERZM à ce jour (Registres des Contrats, RD, appendices 1 et 2, Situation comptables des marchés, Situation des décaissements). Cette observation n'a pas lieu d'être, sinon la mission doit préciser le manque à gagner en matière d'information comptable.	A la date de la mission, l'état des sources et utilisations des fonds cumulés du projet montre au niveau des sources provenant de l'emprunteur un montant total égal à zéro, et au niveau des emplois, des utilisations de fonds uniquement au titre de l'exercice 2019 pour un montant total de 19.3 MAD. Le système GID indique un total des émissions au titre de l'exercice 2019 pour un montant total de 25.9 MAD. Il y a lieu de compléter la saisie manquante dans le système SIDERZM et de veiller à l'exhaustivité des informations qu'il comporte à la fois au niveau des sources de financement mais également au niveau de l'ensemble des années du projet.
39	<b>Rapports financiers</b>  Respecter les rapports financiers intérimaires et annuels à soumettre au FIDA conformément à la périodicité et aux modalités définies dans l'accord de financement	UCCP	Continu	Convenue	L'UCCP veillera au respect de la périodicité et des délais convenus dans l'accord de financement	Bien noté/pas de divergence d'avis





## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

40	<b>Valorisation de la contribution des bénéficiaires</b> Mettre à jour l'estimation de la contribution des bénéficiaires.	UGP	Continu	Convenue	Recommandation prise en compte par les UGP	Bien noté/pas de divergence d'avis
41	<b>Soumettre le rapport d'Audit de l'exercice 2019</b> Soumettre au FIDA le rapport d'audit de l'exercice 2019	UCCP	30/11/2020	Proposée	Selon les informations recueillies auprès de l'IGF, ce document est déjà transmis au FIDA en date du 28/9/2020 sous le numéro 670/IGF	Le rapport est reçu au FIDA en date du 12 Octobre 2020. Recommandation désormais obsolète car la restitution a eu lieu le 8 Octobre 2020.
42	<b>Suivi des fonds de contrepartie</b> Maintenir à jour le tableau de suivi des fonds de contrepartie et veiller à identifier les paiements réalisés par composante et par catégorie du projet.	UGP	Continu	Convenue	Recommandation prise en compte par les UGP	Bien noté/pas de divergence d'avis
43	<b>PTBA</b> Soumettre au FIDA un PTBA révisé permettant d'avoir une cohérence entre les prévisions et les réalisations et intégrant les ajustements convenus lors de cette revue à mi-parcours	UGP Ouarzazate et Beni Mellal	Octobre 2020	Proposée	Recommandation prise en compte par les UGP	Bien noté/pas de divergence d'avis
<b>Passation des marchés</b>						
44	<b>PPM</b> Soumettre au FIDA un PPM révisé permettant d'avoir une cohérence	UGP Ouarzazate et Beni Mellal	Octobre 2020	Proposée	Recommandation prise en compte par les UGP	Bien noté/pas de divergence d'avis



## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

	entre les prévisions et les réalisations et intégrant toutes les activités du PTBA sur la base des ajustements convenus lors de cette revue à mi-parcours. En outre et compte tenu de la situation pandémique actuelle, il est recommandé de revoir le PPM pour n'y intégrer que les activités raisonnablement engageable d'ici la fin de l'année et soumettre le nouveau PPM à la no-objection du FIDA. Aussi les catégories de passation de marchés doivent être respectées.	Beni Mellal				
45	<b>Suivi plus rapproché des dispositions du Décret.</b>  S'assurer que les rapports d'évaluations sont plus détaillés et plus complets.	Cellule des marchés	immédiate		Recommandation prise en compte par les UGP	Bien noté/pas de divergence d'avis
46	<b>Respect des dispositions du FIDA</b>  Tous les contrats doivent obligatoirement inclure les deux nouvelles politiques du FIDA (anti-harcèlement sexuel et corruption).	Cellule des marchés	immédiate		Il y a lieu de noter que ce soit le personnel de l'administration ou les concurrents aux marchés, en tant que personnes physiques ou morales, demeurent soumis aux lois en vigueur en matière de lutte contre le harcèlement sexuel, contre la corruption et contre toute sorte d'actes qualifiés de crimes en vertu des lois en vigueur. Les lois marocaines promulguées dans l'objectif de répression et de prévention des actes précités sont applicables à toutes les personnalités juridiques même si les contrats qu'ils concluent (marchés, conventions, contrats, ...)	Ces deux politiques constituent un nouveau requis du FIDA qui s'applique à tous les projets. La politique concernant le harcèlement sexuel de l'Emprunteur n'est pas spécifique aux marchés publics ou la gestion des contrats contrairement à celle du FIDA.  Bien que l'Emprunteur dispose de ses propres lois, l'entrepreneur devra prendre conscience de ces deux documents comme stipulé par les politiques du FIDA.



## Royaume du Maroc

وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

					ne reprennent pas les dispositions des lois en vigueur.  Ainsi, il convient de préciser que les infractions commises par les titulaires des marchés ou par le personnel de l'administration sont passibles de sanctions réglementaires décidées par le pouvoir judiciaire ayant seul qualité d'accuser une personne au sujet d'un crime qui lui est reproché.	
47	Le projet doit s'assurer de la révision du <b>manuel des procédures</b> pour mieux définir les rôles lors de la passation, exécution et archivage des marchés.	UCCP	Immédiate	Proposée	Malgré que ce document ait reçu l'ANO du FIDA en 2017, la Direction Nationale du projet n'a jamais eu aucune objection sur cette recommandation et a toujours manifesté sa prédisposition à reprendre les procédures qui s'avèrent dépassées après sa mise en pratique. Toutefois, depuis la première mission de supervision du FIDA en 2018, il a été précisé que l'actualisation de ce document sera faite sur la base d'un document de conception finale du projet révisé ou après la révision à mi-parcours du projet.  Sur ce, et après cette mission de RMP, la révision du MDP sera entamée incessamment et une version améliorée sera transmise au FIDA pour ANO dans les prochains mois.	Bien noté/pas de divergence d'avis
48	Les activités de passation des marchés ne doivent pas être en contradiction avec les directives du FIDA en PM et conformément aux dispositions de l'accord de financement. (Exemples utilisation la liste restreinte etc.).	UCCP et UGP	Immédiate	Convenue	Recommandation prise en compte	Bien noté/pas de divergence d'avis